

# la nouvelle critique

## RADIOSCOPIE DU GAULLISME

Maurice Moissonnier	<i>Analyse du 13 Mai</i>
Henri Krasucki	<i>Le pouvoir des monopoles</i>
Jacques Arnault	<i>Le « Défenseur de la nation lésée » ?</i>
Roger Mayer	<i>Grandeur ou bombe ?</i>
Pierre Juquin	<i>André Malraux, ministre</i>
Michel Verret	<i>L'intellectuel devant le gaullisme</i>

## ACTUALITES

D <sup>r</sup> Bonafé et J.-M. Aucuy	<i>« La tête contre les murs »</i>
Jean Rollin	<i>« L'Age mécanique » et les peintres</i>
Michel Parfenov	<i>Malek Haddad</i>

## PROBLEMES DE LA CULTURE NOIRE

*Littérature, Sociologie, Sciences politiques,  
Linguistique, Arts plastiques, Musique, Chant,  
Danse, Cinéma.*

## SEKOU TOURÉ

*Message au Congrès de Rome*  
Texte intégral

revue mensuelle  
mai 1959 · 11<sup>e</sup> année

106

# la nouvelle critique

revue du marxisme militant

*Comité de rédaction*

Jacques ARNAULT  
 Jean-Marie AUZIAS, Lyon  
 Guy BESSE  
 Jacques CHAMBAZ  
 Henri CLAUDE  
 Francis COHEN  
 Pierre DAIK  
 Roland DESNE  
 Marcel EGRETAUD  
 Jean FREVILLE  
 Louis FRUHLING, Strasbourg  
 André GISSELBRECHT  
 François HINCKER  
 Jésus IBAROLA, Grenoble  
 Jean KANAPA  
 Jean-Marc LEBLOND  
 Jeanne LEVY  
 François LURCAT  
 Jean MARCENAC  
 Jacques MILHAU, Lille  
 Antoine PELLETIER  
 André RADIGUET  
 Jean ROLLIN  
 Alain ROUX  
 Lucien SEVE, Marseille  
 Jean SURET-CANALE  
 Boris TASLITZKY  
 Guy TISSIER  
 Michel VERRET, Nantes  
 Roland WEYL

*Directeur politique*  
 Guy BESSE

*Rédacteur en chef*  
 Jacques ARNAULT

*Rédacteur en chef adjoint*  
 André GISSELBRECHT

*Secrétaire de rédaction*  
 Jean ROLLIN

REDACTION, ADMINISTRATION  
 ET SERVICE ABONNEMENTS  
 95-97, Bd de Sébastopol, Paris (2<sup>e</sup>)

TELEPHONE  
 GUT. 51-95

COMPTE CHEQUE POSTAL  
 Paris 6956-23

	ABONNEMENTS	
	France	Etrang.
	Fr.	Fr.
1 an (10 n <sup>os</sup> ) ....	2.200	2.500
3 mois (3 n <sup>os</sup> ) ....	700	} Pas d'abon- nement
6 mois (5 n <sup>os</sup> ) ....	1.150	

(Pour tout changement d'adresse, envoyer la dernière étiquette et 30 fr. en timbres.)

VENTE AUX LIBRAIRES  
 24, rue Racine, Paris (6<sup>e</sup>)

VENTE AUX ORGANISATIONS  
 C.D.L.P., 142, Bd Diderot, Paris

*NOUS ne nous présentons pas au monde en doctrinaires avec un principe nouveau : voici la vérité, c'est ici qu'il faut tomber à genoux. Mais nous rattachons notre critique à la critique de la politique, à la prise de parti en politique, donc à des luttes réelles et l'y identifions. KARL MARX.*

## ANALYSE DU 13 MAI

Il n'est rien de tel que les « gaullistes de gauche ». Des eaux troubles du 13 mai, ils extraient en effet un général sans tache et, sollicitant le fait quotidien, s'ingénient avec une suspecte insistance à vous prouver qu'ils ont eu raison de tirer un chèque en blanc sur l'avenir. Qu'un Martel fulmine contre leur idole en son langage de faux prophète, qu'un Boyer Banse s'épande en imprécations et les voilà prêts à faire de l'ex-ermite de Colombey un nouveau Gambetta !

Le malheur, c'est que pour découvrir dans l'homme atteint d'« agoraphobie » un paladin de la démocratie, il faut singulièrement simplifier l'histoire. Ceux-là même qui accusent si promptement les marxistes de schématisme schématisent à outrance pour les besoins de leur cause. Certes, que des fidèles de De Gaulle et que le général lui-même entrent parfois en conflit avec leurs alliés du mois de mai, nous en donnons acte; mais tout cela ne saurait fournir la preuve de leur dévouement à la cause républicaine. Pour en arriver à de telles conclusions, il faudrait ignorer ce que fut le 13 mai : un événement complexe survenant en un temps où les comploteurs d'obédiences diverses grouillaient comme crabes en un panier. Opposés les uns aux autres, en désaccord sur la tactique et sur les buts, ils étaient réunis par la haine commune portée au régime, un régime sapé de l'intérieur, inapte à se défendre, voué aux intrigues et aux trahisons. Un an après l'événement, grâce aux témoignages de toutes sortes et

de tous horizons qui encombrant les librairies \*, tel apparaît bien le sens du coup de force dans lequel les « nouveaux princes » qui nous gouvernent jouèrent pour le compte de leur chef le rôle majeur.

*Aux sources de la mystification : l'anticommunisme*

Aucun des livres traitant du 13 mai n'explique la cause profonde de l'étonnante fragilité de la IV<sup>e</sup> République face aux hardiesses de l'émeute<sup>1</sup>. C'est pourtant ce qui a le plus stupéfié les observateurs étrangers qui faisaient confiance au sens démocratique de notre peuple. Était-il possible, même au point où nous en étions arrivés en ce printemps 1958, de s'opposer aux menées factieuses ? Y avait-il des forces suffisantes pour appuyer une défense républicaine victorieuse ?

En dépit des affirmations intéressées de M. Guy Mollet devant les instances du Parti socialiste, cela ne semble pas faire de doute pour J. Ferniot qui admet qu'une résistance bénéficiant de « l'appui des forces ouvrières » eût été possible. Au moment du coup de force, écrit-il, « cette politique est concevable aussi bien sur le plan parlementaire que sur celui du rapport des forces »<sup>2</sup>. Les Bromberger qui s'efforcent plus visiblement de nous convaincre de la bienheureuse fatalité du recours à de Gaulle doivent aussi en convenir. Ils le font avec des réticences, sans doute. Tantôt, en effet, taisant l'action des républicains, cachant les progrès de leur organisation dans les comités de défense, minimisant l'ampleur des grèves et des manifestations, ils tendent à démontrer que la France était prête à se livrer aux paras. Tantôt, au contraire, décrivant la foule parisienne du 28 mai « qui balance largement celle du Forum »<sup>3</sup>, évoquant la grande peur des comploteurs à l'idée de la renaissance d'un Front Populaire, agitant l'éventualité d'une résistance fatale aux hommes de la sédition, ils nous montrent les colonels en proie à l'incertitude...

\* L'auteur remercie Jean-Marie Auzias et Maurice Allefresde pour l'aide précieuse qu'ils ont apportée au dépouillement des divers documents publiés à ce jour sur les événements dont il est fait état dans les pages qui suivent.

1. Sauf l'ouvrage de Maurice Mouillaud, *La Mystification*, Éditions Sociales, Paris, 1958.

2. J. Ferniot, *Les Ides de Mai*, Plon, p. 112.

3. M. et S. Bromberger, *Les 13 complots du 13 Mai*, Arthème Fayard, p. 401.

Sirius (M. Beuve-Mery), ne doute pas, quant à lui, des possibilités du succès lorsque, le 15 mai, il écrit : « ...que le Parlement, rompant enfin avec ses habitudes, mesure le danger, appuie d'une majorité massive un gouvernement d'hommes résolus à faire respecter partout et pour tous la légalité républicaine et le Comité de salut public qui règne à Alger sur les bâtiments du Gouvernement général sera bientôt rendu à ses vraies dimensions »<sup>4</sup>.

Tout au long de la crise, la majorité souhaitée par Sirius est bien donnée à des hommes *qui se disent* résolus à faire respecter partout et par tous la légalité républicaine, mais ceux-ci font un singulier usage de la confiance dont ils jouissent ! Après avoir qualifié de *factieux* les généraux d'Algérie, Pflimlin s'empresse de déléguer à ces mêmes factieux les pouvoirs du gouvernement. Il va faire « comme s'il ne se passait rien à Alger en dépit de la multiplication et de l'organisation des comités de salut public » et « les rapports entre Paris et Alger vont s'établir sous le signe de la fiction »<sup>5</sup>. Ainsi, M. Watteau, directeur de la banque d'Algérie, venu au ravitaillement, obtient-il sans difficultés 9 milliards d'argent frais<sup>6</sup>; ainsi, après la Pentecôte et le coup de force en Corse, à l'aérodrome de Villacoublay « qui semble, pendant toute cette période avoir été fort peu surveillé, débarquent et s'embarquent des émissaires d'Alger<sup>7</sup>. »

Ce jeu étrange est poursuivi au nom d'une tactique assez paradoxale. M. Pflimlin vise à « apprivoiser » l'armée en rébellion; il ne frappe pas les responsables afin de pouvoir reprendre en main les généraux « égarés »... Tactique ? Excuse plutôt et qui sert à masquer le refus d'organiser *réellement* la défense du régime républicain par un renversement décisif de la tendance, c'est-à-dire par un appel au peuple.

Mais cette peur du peuple n'est pas propre à M. Pflimlin. Elle est la manifestation du mal dont souffre et meurt la IV<sup>e</sup> République : l'anticommunisme.

Au moment où s'approfondit la crise générale du capitalisme, à l'ère de l'émancipation des colonies et de la construction du socialisme, la bourgeoisie qui doit faire face à des difficultés croissantes voit, avec les conflits coloniaux, les conflits sociaux et les conflits politiques, s'accumuler les menaces qui mettent en péril sa domination. L'anticommu-

4. Sirius, *Le suicide de la IV<sup>e</sup> République*, Editions du Cerf, p. 102.

5. Ferniot, *op. cit.*, p. 59.

6. Bromberger, *op. cit.*, p. 324.

7. Ferniot, *op. cit.*, p. 119.

nisme devient alors une sorte d'exorcisme qui sert à conjurer le réel, à nier une réalité où s'inscrit déjà la fin du capitalisme. Rien n'est plus caractéristique de cette psychose que certains passages d'un livre récent publié sous la signature d'un membre du cabinet de Bourghès-Maunoury ex-ministre de la Guerre du gouvernement Gaillard : « On est amené à considérer, écrit l'auteur, que les guerres révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle sont une simple conséquence de l'installation du communisme en Russie » et de citer, pêle-mêle : les victoires de Mao Tsé-toung, la guerre civile espagnole, la création de l'Etat d'Israël, la guerre d'Indochine, les affaires d'Iran, des Philippines, de Birmanie et de Tunisie !<sup>8</sup> C'est au fond la même démarche qui va conduire M. Pflimlin à travestir le réel en déclarant à l'Assemblée que le danger est aussi à l'extrême-gauche !

Déjà l'anticommunisme avait faussé la démocratie. Depuis plus de dix ans, on ne tenait plus compte du vote d'un Français sur quatre ; à l'exemple de M. Mendès-France, chef de gouvernement, on en était arrivé, au Parlement, à défalquer des comptes les voix communistes (bel exemple de négation de la réalité nationale !). A l'heure du danger, au nom des mêmes principes, on va se priver des forces décisives, des seules qui puissent casser net l'entreprise factieuse des forces profondes du peuple.

La fiction — la mystification, écrira Maurice Mouillaud — commence dès le moment où l'on feint de croire que la menace vient des communistes. Dès lors, il n'y a plus qu'une force dont puisse se prévaloir le gouvernement : celle des « détachements d'hommes armés », l'armée et la police. Mais ce sont précisément l'armée et la police qui menacent le régime ! Qu'importe ! On fera comme s'il n'en était rien ! De fiction en mystification on finit par faire *comme si* les généraux d'Alger étaient fidèles : on leur donne les pouvoirs, on ne leur coupe pas les vivres. On finit même, après avoir fait, à propos de la réforme constitutionnelle, « du gaullisme sans de Gaulle »<sup>9</sup>, par voir dans le général l'ultime rempart de la République. Evolution parfaitement logique : après la fiction des rebelles d'Alger au service de la République, la fiction historique par excellence : celle du Sauveur suprême auquel on confie la résolution de tous les problèmes ! « Choisissons de Gaulle, mais faisons en sorte

8. Claude Delmas, *La guerre révolutionnaire*, coll. « Que sais-je ? », P.U.F., p. 50.

9. Ferniot, *op. cit.*, p. 95.

que cette solution n'intervienne pas trop tôt pour qu'elle reste une solution parlementaire. Le choix du moment a une importance capitale » aurait dit M. Pflimlin<sup>10</sup>. Tel est l'ultime lot de consolation dont se contente le leader M.R.P. qui a voulu jouer au conventionnel, mais qui, faute d'avoir fait ce qu'il faut pour obtenir l'appui populaire, n'a pu tenir ce rôle trop écrasant pour lui. Avoir gagné quelques heures : victoire dérisoire à la mesure des hommes qui combattirent les yeux tournés vers l'arrière et qui jouèrent la comédie de la résistance en préparant la capitulation; victoire à la mesure de MM. Pflimlin, Mollet et autres... Si le ridicule tuait, ce serait le juste châtiment d'un anticommunisme empoisonné, mais c'est — hélas ! — la démocratie française qui a subi les conséquences de ce ridicule mortel.

Il faut bien comprendre ce fait : l'anticommunisme a été le plus puissant allié des comploteurs et de De Gaulle. Puisent les républicains qui souhaitent sincèrement une renaissance de la démocratie en France en tirer les conséquences qui s'imposent !

#### *Le nœud de vipères*

Le complot antirépublicain ne date pas de mai. A partir de 1956, comploter était devenu quelque chose de si naturel qu'on prenait à peine la précaution de le cacher. Raymond Dronne raconte qu'un jour de Bénouville appela le général Jouhaud à l'Etat-major d'Alger pour l'entretenir à mots couverts d'affaires qui n'avaient rien à voir avec la défense du régime : « On lui donna la communication, il lui apparut rapidement qu'il se comprenait mal avec son interlocuteur; au bout du fil, il n'avait pas le général Jouhaud à Alger, il avait le général Lorillot au ministère de la Défense nationale à Paris. »<sup>11</sup> Que le gouvernement fût ainsi mis au courant d'un complot n'avait pas d'importance et de Bénouville ne s'en inquiéta pas...

10. Bromberger, *op. cit.*, p. 397.

11. Raymond Dronne, *La Révolution d'Alger*, Editions France-Empire, p. 126.

Paul Gerin, *L'Algérie du 13 mai*, Gallimard, pp. 71-72, conte une autre anecdote significative. Le 6 mai, Lacoste, au courant de ce qui se préparait, interpelle dans son bureau le colonel Thomazo : « Alors, colonel, il paraît que l'on fait des complots ? » Nez-de-cuir a le sang vif et se met en colère : « Un complot ? Qui parle de complot ? Toute l'Algérie est d'accord contre ceux qui veulent la brader. S'il y a un complot, eh bien, c'est un complot public, à ciel ouvert, et il faut qu'on le sache à Paris... »

Mais pour jouer le grand air de la sédition, il fallut accorder les violons. Comme souvent en cette circonstance, il y a eu beaucoup de fausses notes. Lorsque la conspiration était réellement trop grosse ou trop bruyante, il fallait bien intervenir. Ainsi s'explique la révélation des deux affaires qui alertèrent en leur temps les démocrates : l'affaire Kovacs — des torpilles pour le général — et l'affaire Faure — un complot sous képi.

Toutes deux relèvent du plus mauvais roman policier. Celle qui met en scène l'inquiétante personnalité de Kovacs tient en plus du roman d'épouvante. Cet ex-champion de natation, médecin sans clientèle, quelque peu détraqué, est un maniaque du contre-terrorisme. Avec son organisation de Résistance de l'Algérie Française (O.R.A.F.), il multiplie les assassinats, les tortures, les provocations (comme celle de la nuit de la Saint-Sylvestre 1956 où, pour persuader Mgr Duval — trop progressiste à son sens — que le F.L.N. est contre l'Eglise, il organise, au plastic, un véritable « hachis de confessionnaux »). Ces petits jeux sinistres sont connus de Laeoste, mais le proconsul a averti qu'il « ne veut pas se battre sur deux fronts » — d'ailleurs on utilise l'O.R.A.F. comme auxiliaire des forces de répression. Le 17 janvier 1957, cependant, il est bien difficile de fermer les yeux : persuadé que « l'Algérie française » exige l'holocauste de Salan jugé trop mou, et suspect, Kovacs organise l'attentat (manqué) au bazooka. Arrêté, le terroriste met en cause ceux dont il a entendu parler et qui mènent une action illégale : Soustelle, Debré, Arrighi, Cogny, Griotteray, le prince Napoléon, fervent de De Gaulle. Même si Kovacs fabule, écrivent les Bromberger, « on sent une gêne parmi les témoins, comme un embarras dans l'accusation »<sup>12</sup>. Lors du « procès du bazooka », l'étoffement spectaculaire de l'affaire n'a fait que confirmer ce dont on se doutait : il y avait un cadavre dans le placard. « La conspiration politique existait... il y avait six gaullistes qui s'étaient promis de ramener de Gaulle au besoin avec l'appui de l'armée. »<sup>13</sup>

Avec Jacques Faure, le général que Poujade investit lors des élections partielles du Rhône pour le siège vacant laissé par Edouard Herriot, la menace prétorienne apparaît en pleine lumière. Ce « partisan d'une dictature militaire qui ferait la France propre, belle et puissante »<sup>14</sup>, lié à Le Pen,

12. Bromberger, *op. cit.*, p. 101.

13. Bromberger, *op. cit.*, p. 103.

14. Bromberger, *op. cit.*, p. 87.



songe à organiser un coup de force simultané à Paris et à Alger. Il prend contact avec l'organisation du policier fasciste Dides, avec des unités blindées métropolitaines, avec la direction du personnel du *Journal Officiel*; il s'abouche finalement avec le sieur Kovacs. Mais ses confidences sont décidément trop bruyantes et trop inconsidérées. En décembre 1956, le gouvernement Guy Mollet lui inflige 30 jours d'arrêts de rigueur et l'expédie en Allemagne. Au même moment, le général Paris de la Bollardière s'élève contre les procédés de la pacification : le même gouvernement frappe en même temps et des mêmes peines le comploter qui a trahi le régime et l'honnête homme qui refuse de trahir sa conscience. Somme toute, c'est la maladresse de Faure que l'on sanctionne. La majeure partie de ses collègues se livrent, en effet, aux mêmes préparatifs. C'est le moment où Alger « crépite de complots » et une bonne partie de ceux-ci ont l'armée pour point de départ.

On a voulu tout expliquer par les échecs de nos troupes sur les champs de bataille coloniaux : c'est la thèse de la quasi totalité des ouvrages qui traitent du 13 mai. Néanmoins, il semble que ce soit faire bon marché de quelques enseignements du passé. L'armée d'Algérie a toujours fait preuve d'une tendance à l'insubordination qui découle de la nature même de la mission qu'on lui confie. Les officiers conquérants - administrateurs - chefs politiques ont souvent été conduits à s'ériger en petits dictateurs. Ainsi, dès 1837, le maréchal Castellane constate-t-il que « le maréchal Valée semble affecter de ne faire aucun cas des ordres du ministre de la Guerre pour prouver son autorité »<sup>15</sup>. D'autre part, en temps de guerre, presque toujours, « les généraux mangent du civil... les préfets n'existent plus, les parlementaires sont brimés »<sup>16</sup>.

Ces tendances ont certes été accrues par la démission des pouvoirs réguliers. Comme le rappelle Sirius : « Cette confusion des pouvoirs civils et militaires, si contraire aux principes et traditions de la démocratie parlementaire, ne peut être imputée au hasard, le jeu de quelques hommes qui mènent en fait notre politique algérienne est évident, ils chargent non pas exceptionnellement mais durablement l'ar-

15. Castellane, *Journal*, III, p. 141. Voir aussi le livre de Patrick Kessel : *Moi, Maréchal Bugeaud*, Petite Bibliothèque républicaine.

16. *Les carnets secrets d'Abel Ferry* (1914-1918), Grasset, p. 37. Sur les relations entre officiers supérieurs et personnel républicain en temps de guerre, la lecture de ce livre est fort édifiante !

mée de responsabilités qui ne sont pas les leurs pour mieux les utiliser ensuite comme bouclier. Toute discussion politique peut alors être présentée comme une atteinte à l'armée qui, elle — bien entendu — ne fait pas de politique. »<sup>17</sup>

Dans ces conditions, l'armée devient une force de plus en plus autonome. Une partie de ses cadres est amenée tout naturellement à imposer ses vues (voir l'avion de Ben Bella et l'affaire de Sakiet), elle souhaite en fin de compte mettre à la tête de l'Etat un pouvoir selon son cœur.

Dès décembre 1957, Massu croit pouvoir déclarer à la *Stampa* : « Il faudrait le général de Gaulle, c'est le seul qui comprenne le problème et puisse le résoudre »<sup>18</sup>. La « grande muette » est devenue la grande bavarde; elle ne se contente d'ailleurs pas de parler : la liste est longue des généraux qui, en mai, agissent de concert avec le Comité de salut public d'Alger : Miquel à Toulouse, Descours à Lyon, Widerspach-Thor à Dijon, Lecoq à Bordeaux, Manceau-Desmiaux à Rennes, l'amiral Barjot à Toulon et le colonel Gribius qui prépare pratiquement un putsch à Paris.

Le général Miquel, seul à disposer de parachutistes dans une France militairement dépeuplée, s'agite beaucoup. « Dès le mois de janvier, il autorise les chefs de région à rétablir entre eux les téléphones secrets du temps de guerre, à installer des postes de radio clandestins »<sup>19</sup>. Il utilise en outre les instructions ministérielles concernant la « défense en surface » pour renforcer le réseau des comploteurs et les liaisons avec des associations factieuses d'anciens combattants.

De son côté, l'Etat-major, général de l'armée fourmille de conspirateurs : le général Petit qui visite les officiers d'Algérie le 10 mai et leur promet la venue rapide de Soustelle<sup>20</sup>; le général Challe qui, les 13 et 14 mai envoie en Algérie 36 Nord 2501 destinés au transport de parachutistes; le général de Beaufort, gaulliste affirmé; enfin, le chef de l'armée française lui-même, le général Ely qui, dès le 11 mai, écrit à de Gaulle pour le prier d'intervenir et qui, en pleine crise, démissionnera dans le but de provoquer la chute du gouvernement<sup>21</sup>.

La conspiration de l'armée n'a pas lieu en vase clos. Les contacts avec les organisations civiles sont nombreux. De

17. Sirius, *op. cit.*, p. 49.

18. Ferniot, *op. cit.*, p. 48.

19. Bromberger, *op. cit.*, p. 69.

20. Bromberger, *op. cit.*, p. 144 : « S'il y a un général à fusiller, aurait dit de Chévigné, ministre de Pflimlin, c'est Petit ».

21. Bromberger, *op. cit.*, p. 247.

Sérigny se vante de ses liaisons avec une foule d'officiers supérieurs<sup>22</sup>. Le colonel Thomazo, qui commande les unités territoriales créées par le général Faure, représente volontiers l'armée aux réunions du Comité de Vigilance qui sera le berceau du Comité de salut public. Il y retrouve Lagailarde, l'agitateur fasciste de la faculté d'Alger, Robert Martel de l'Union française nord-africaine qui est en rapport avec le grand O, organisation fondée par le D<sup>r</sup> Martin, vétéran de la Cagoule, le général Chassin et le général Cherrières. Il y rencontre encore le D<sup>r</sup> Lefebvre, admirateur de Maurras et de Salazar, le restaurateur Goutailler, l'homme de Poujade...

Pendant que ce beau monde s'agite à Alger, des homologues travaillent en métropole. « L'expert en subversion » Biaggi et son P.P.R.<sup>23</sup>, Yves Gignac et ses Combattants de l'Union Française. On est d'ailleurs peu exigeant sur la qualité de la main-d'œuvre. Un des types de ces hommes à tout faire est ce Georges Henry, nervi lyonnais dont le père fut abattu par la Résistance, dont la mère fut condamnée à la Libération, et qui, pour sa part, fut exclu de l'armée pour vol — ce qui n'empêcha pas le général Descours de lui remettre au cours d'une prise d'armes un fanion... d'honneur !

Ces spécialistes de l'attentat bénéficient de la complicité ouverte des éléments de la police organisés par l'ex-commissaire Dides. Les manifestations de ces groupuscules se déroulent « sous l'œil amusé et complice de la police parisienne et des C.R.S. qui, parfois, ne s'interdisent pas d'y participer »<sup>24</sup>. Il leur arrive même de s'agiter tout seuls, comme le 13 mars 1958, devant le Palais Bourbon.

On est pris de vertige devant ce fourmillement de groupements factieux. Les Bromberger, citant Biaggi, ont raison d'écrire : « L'histoire de cette période apparaîtra comme un grouillement de mouvements plus ou moins coordonnés, quelquefois hostiles, opérant dans une grande confusion mais tendus vers un même but » ; mais ils continuent en ces termes : « c'est vrai à cela près qu'échappait à beaucoup d'acteurs le coup de baguette invisible du chef d'orchestre Olivier Guichard ».<sup>25</sup>

22. De Sérigny, *La Révolution du 13 Mai*, Plon, pp. 35 et 46.

23. « A partir du moment où un homme met sa vie en jeu au bout de sa détermination, son action pèse mille fois plus que le vote d'un électeur. Il n'était pas question pour moi de faire un parti de masse. » Bromberger, *op. cit.*, pp. 35-36.

24. P. Arrighi, *La Corse, atout décisif*, Plon, p. 158.

25. Bromberger, *op. cit.*, p. 37.

Qui est Olivier Guichard ? C'est un des « collaborateurs indéfectibles » de De Gaulle, membre de son cabinet particulier. Ici intervient l'action du gaullisme qui utilise les groupes de subversion, en crée de nouveaux et *coordonne toute l'entreprise*. Au centre du complot on va retrouver l'empreinte multiforme du mouvement gaulliste qui prend, selon le cas, le visage des républicains sociaux, de l'U.S.R.A.F. des réseaux réorganisés.

Tranquillement installé au ministère de la Défense nationale, ils ont d'abord Chaban-Delmas qui a affirmé : « Chaque fois que je suis entré dans un gouvernement, j'y ai toujours mis une condition expresse, ma liberté de militer pour le retour au pouvoir du général de Gaulle. De plus, tout ce que j'ai fait, je l'ai accompli à découvert. »<sup>26</sup> Il organise ainsi les « ateliers » qui sont, au sein de l'armée, les laboratoires du coup de force; il crée, avec Bigeard, près de Philippeville, l'école Jeanne d'Arc par où passeront tous les officiers arrivant en Algérie : « Au cours de leur stage de deux mois, les élèves s'étonneront d'avoir parfois à acquérir des notions de droit administratif métropolitain, à apprendre la différence d'attributions entre le préfet de Strasbourg et le préfet de Marseille. »<sup>27</sup> C'est enfin ce même ministre de la Défense nationale qui détache à Alger un autre chef d'orchestre du coup d'Etat, Léon Delbecque. Delbecque, arrivé en Algérie — début avril — entre en rapport avec les officiers factieux, fédère les ligues antirépublicaines, réunit patiemment les fils épars de la conspiration confuse. En liaison avec le général Allard et le lieutenant-colonel Trinquier, il prend en mains cet instrument politique que constituent les services psychologiques de l'armée. Etre en coquetterie avec ces services donne « très vite toutes les entrées dans l'armée »<sup>28</sup>; et on dispose grâce à eux d'un « réseau de renseignements et d'encadrement politique, d'informateurs sûrs et de fichiers en ordre »<sup>29</sup>. Ainsi Delbecque pourra-t-il orienter vers le gaullisme l'opinion algérienne.

Le 26 avril, il vérifie sa force et peut organiser, en dépit des ordres de Lacoste, une manifestation qui est la répétition générale de celle du 13 mai.

Pendant ce temps, en métropole, la même manœuvre gaulliste d'enveloppement est entreprise sous la direction de

26. Bromberger, *op. cit.*, p. 37.

27. Bromberger, *op. cit.*, p. 45.

28. Arrighi, *op. cit.*, p. 61.

29. Ferniot, *op. cit.*, p. 52.

Soustelle et de son collaborateur, l'industriel lyonnais René Dumont. L'U.S.R.A.F. est à la métropole ce que les services psychologiques sont à l'Algérie. On retrouve là les méthodes de la D.G.E.R. et celles du colonel Passy. Les partis sont noyautés : Naegelen et Bidault voisinent, au nom de l'Algérie française, aux côtés des hommes du patronat : Gingembre, Villiers et autres... Tout cela couvre les activités « sérieuses ». Dumont, ami de Soustelle depuis son passage au B.C.R.A., « a conservé des amitiés très étroites avec les leaders des anciens réseaux de résistance, il réveille les vieilles organisations qui se remettent sur pied... des groupes de maquisards éventuels se rassemblent, s'encadrent. Des liaisons s'établissent avec l'armée en effervescence. »<sup>30</sup>

Parallèlement, « Debré acquiert à la révolution des directeurs, des préfets, des chefs de services capitaux. Peu à peu une administration gaulliste souterraine double l'administration officielle, se confondant souvent avec elle ». <sup>31</sup> Ainsi le gaullisme organise le concert des comploteurs en même temps qu'il poursuit le pourrissement du régime.

Toutes les couvertures légales sont utilisées. Par exemple Guillaïn de Bénouville, un des maîtres du complot, utilise la façade journalistique pour se rendre en Algérie : « comme l'aurait fait n'importe quel journaliste amoureux de son métier », note ironiquement Dronne. C'est d'ailleurs lui qui mène à bien l'évasion de Soustelle; Arrighi, le 20 mai, en arrive même à s'étonner de tant d'adresse : « Ma surprise fut grande de trouver M. Roger Frey... qui venait d'arriver (à Alger) le matin même avec deux journalistes de *Jours de France*, des Baléares, sur une embarcation espagnole »<sup>32</sup>. Sur un autre plan, dès le 14 mai, « le propriétaire de l'hebdomadaire, Marcel Dassault, le célèbre constructeur des *Mystère* et des *Mirage* ouvre un crédit illimité »<sup>33</sup>.

On touche là à la troisième raison qui va donner au gaullisme un rôle capital. Non seulement il s'est infiltré dans l'administration et dans les cercles gouvernementaux, non seulement il s'est assuré le contrôle des complots multiples qui minent le régime mais encore il reçoit *l'appui massif du grand capital*.

30. Bromberger, *op. cit.*, p. 58.

31. Bromberger, *op. cit.*, p. 66.

32. Arrighi, *op. cit.*, p. 65. Notons que ces faits rendent des plus plausibles l'affirmation de Rayon assurant que c'est dans les locaux de *Jours de France* qu'il aurait été contacté comme « tueur à gages ».

33. Bromberger, *op. cit.*, p. 287.

On sait quels sont les hommes qui, de Pompidou à Couve de Murville, entourent actuellement de Gaulle. Plus complètement que jamais, avec l'équipe des « nouveaux princes », l'Etat est aux mains de la haute banque et des monopoles. L'opération de Gaulle a été aussi — et peut-être avant tout — l'opération coffre-fort : c'est que le capital a besoin d'un pouvoir fort ! Aucun des livres qui traitent du 13 mai n'aborde cette question — et pour cause ! Pour les puissances d'argent, conserver le pétrole du Sahara est une exigence décisive ; mais on aurait tort de s'en tenir au seul aspect « algérien » de la situation. C'est par rapport à une analyse globale de la conjoncture que se déterminent les hommes des monopoles et de la banque ; or, non seulement ils ont besoin d'un pouvoir fort à cause de la situation algérienne, mais aussi parce que la France est à la veille d'entrer dans le Marché Commun. L'entrée dans le Marché Commun implique un renforcement considérable de la tenue en main des masses laborieuses et des diverses couches qui vont en souffrir.

Un mois avant le 13 mai, François Peugeot, président de la Fédération des industries mécaniques écrivait : « La transformation économique qu'on nous demande d'accomplir ne saurait être menée sans une discipline civique de tous les Français... (il faut) faire acte d'austérité personnelle afin de donner à l'autorité publique, dans un climat de confiance totale, les moyens propres à affronter des situations difficiles » ; et il réclamaient en conclusion, « un appareil gouvernemental qui réponde activement à cet élan nouveau ».<sup>34</sup> On comprend, dans ces conditions, pourquoi la sédition gaulliste disposa de moyens financiers extrêmement puissants et de l'appui des grandes entreprises capitalistes.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que Delbecque, directeur commercial chez Motte — les puissants filateurs du Nord — a été « prêté » à Chaban-Delmas avant d'être le député de la maison ; que Miriot, agent technique à la Rhodiaceta (trust Gillet) a pu, pendant le mois de mai, s'absenter à sa guise — en particulier pour servir de chauffeur au fugitif Soustelle... Il est aujourd'hui député U.N.R. du Rhône...

Cette « compréhension » du grand patronat n'est pas un fait unique. A Lyon, le parachutiste Magnillat, secrétaire du Comité de salut public, attaché chez Berliet, fut porté sur les fiches du personnel, dès le 13 mai, « absent pour mission

34. *L'usine nouvelle*, n° spécial, avril 1958.

spéciale »; il retrouvait aux réunions du comité factieux d'autres employés de la maison, tel le général Laurent chargé des usines nord-africaines de Berliet... Les « syndicalistes » de chez Simca : Calmejane, Bernasconi et Bourriquet, sont députés U.N.R. de la Seine. On sait que plusieurs centaines de millions ont été versés par le C.N.P.F. pour alimenter la campagne du référendum. Ces indices permettent de comprendre en quoi la conspiration gaulliste est bien plus vaste que toutes celles des activistes algériens et métropolitains. Pourquoi elle est plus efficace; pourquoi elle recouvre, englobe, utilise toutes les autres. Elle est le *grand complot*.

### *Les saturnales d'Alger*

Martel, dans les réunions qu'il organise pour recruter des adhérents au mouvement fasciste M.P. 13 explique qu'on a volé le 13 mai aux activistes. Il ne voit pas que le plus puissant a gagné, qu'avec le gaullisme, le grand capital a abattu ses atouts et qu'alors, les petites gouapes de l'activisme algérois n'ont pas pesé lourd. Comploteur, il n'explique le monde que par des complots et, pour lui, les événements sont le résultat des menées obscures de la franc-maçonnerie et de la synarchie...

Il est vrai qu'entre les artisans du coup d'Alger, il y a des divergences. La conspiration ourdie par les gaullistes fut un instant prise de vitesse par le fameux « groupe des 7 » dont les objectifs (un pronunciamiento sans le concours obligatoire de De Gaulle) étaient légèrement différents de ceux que poursuivaient Soustelle et Delbecque<sup>35</sup>.

La chute du gouvernement Gaillard fournit l'occasion de développer l'agitation en Algérie. Ce fut d'autant plus facile

35. Les 7 sont Lagaille, Martel, Crespin, le Dr Lefebvre, Goutailler, Orthiz et Me Baille, agitateurs algérois qui ont déjà organisé les émeutes du 6 février 1956 contre Guy Mollet. Ils regimbent quand Delbecque veut prendre en mains, au profit de De Gaulle les foules du Forum. « La rivalité entre gaullistes et activistes, écrit le Bromberger, prend parfois une tournure très vive. Un soir, le lieutenant Neuwirth, appelé hors de sa villa par des « amis » ne doit la vie qu'au fait de sortir son revolver le premier. » (p. 261). Il s'agit là de rivalités secondaires, bien dans le style de celles qui opposent les hommes de main des services secrets et les initiés aux conspirations (voir Rayon et l'affaire Lacaze). D'une façon générale, les activistes sont soutenus par les colons, dont ils expriment volontiers les intérêts et les conceptions politiques brutales et simplistes.

que le ministre résidant Robert Lacoste apporta aux agitateurs une aide inestimable. Les jugements et les témoignages concordent : ils soulignent tous l'écrasante responsabilité du commensal de Guy Mollet. Robert Lacoste, écrit Ferniot, « a joué dans les jours qui ont précédé l'émeute, le rôle de clairon »<sup>36</sup>. Dès le 17 décembre 1956, dans un entretien accordé au *Sud-Ouest de Bordeaux*, dont le texte a été largement diffusé et commenté en Algérie, Lacoste avait déclaré que toute solution négociée du conflit susciterait une réaction violente de la population. « Cette réaction, avait-il ajouté, ne serait nullement politique ou partisane, elle serait simplement mais puissamment l'expression de la volonté de vivre et d'un patriotisme ulcéré »<sup>37</sup>. Par avance, le proconsul de l'Algérie se portait garant de la virginité politique des émeutiers ; il les absolvait par avance, au nom d'un « patriotisme ulcéré ». Il semble qu'au début de mai, dans des conversations privées, Lacoste ait récidivé en aggravant ses propos : « Il expliqua volontiers que son départ correspondait à un changement de politique. À plusieurs reprises, dans des conversations privées comme dans ses discours, il employa l'expression « Dien-Bien-Phu diplomatique » qui fut reprise par M. Alain de Sérigny, par le général Massu et même par de Gaulle »<sup>38</sup>. S'il refusa de donner aux conjurés la caution de sa présence à leur tête, s'en prenant véhémentement aux officiers supérieurs, il les encouragea à la rébellion<sup>39</sup>.

De Sérigny est encore plus précis lorsqu'il écrit que Rogier — porte-parole du ministre — en l'informant qu'il n'était pas dans les intentions de Lacoste d'assister à la manifestation du 13 mai, indiquait qu'il souhaitait cependant « qu'elle prenne une ampleur monstre » et que la mairie d'Alger soit « prise d'assaut »<sup>40</sup>. Le député S.F.I.O. rentre alors à Paris, laissant le champ libre aux conjurés. Il se fait rassurant lorsqu'on s'inquiète de la situation explosive qu'il a laissée outre-Méditerranée et, lorsqu'on est un peu trop insistant, s'en tire avec les grossièretés qui lui sont coutumières...



Le 13 mai commencent les grandes manœuvres des conspirateurs. Une fantastique campagne d'excitation est entreprise :

36. Ferniot, *op. cit.*, p. 55.

37. Cité par Arrighi, p. 16.

38. Ferniot, *op. cit.*, p. 55.

39. Bromberger, *op. cit.*, p. 133.

40. De Sérigny, *op. cit.* p. 38.



« Les vrais assassins des trois soldats français tués en Tunisie par le F.L.N., clame la voiture-radio du Comité de Vigilance, ce sont les intellectuels et les politiciens français qui, depuis toujours, ont soutenu l'action des tueurs. *Nous ne les désignons pas à votre mépris, mais à votre colère* »<sup>41</sup>. Avec cet appel au lynch, le ton est donné. Ces paroles — hélas ! — vont être entendues par les masses européennes algéroises qui, à l'inverse du grand colonat exportant ses capitaux, les investissant en métropole, ne peuvent pas mettre à l'abri leurs modestes privilèges.

Le fascisme est l'idéologie contre-révolutionnaire nationaliste du grand capital utilisant comme masse de manœuvre les petits-bourgeois déclassés dans les périodes où disparaissent les privilèges des classes moyennes.

A Alger, ce matin du 13 mai, descendent dans la rue ceux qu'une propagande effrénée a affolés et qui, devant la perspective d'une solution négociée du problème algérien, craignent pour leur avenir. Le bal se prépare, orchestré grâce aux millions des grands propriétaires. Il n'est pas nié, en effet, que la propagande de l'U.S.R.A.F. est financée par les viticulteurs algériens — entre autres ! On désigne par avance à la fureur de la foule les meilleurs, les lucides, ceux qui, parmi les Européens, ne se laissent pas aveugler et pensent et disent que seule une solution négociée peut assurer la coexistence des divers éléments de la population algérienne. Une grande partie de la masse de manœuvre est constituée par des adolescents : ainsi, de Sérigny voit-il, venant de la rue Hoche « des milliers de très jeunes gens mêlés à leurs professeurs qui suivent une banderole sur laquelle on lit : *Algérie Française envers et contre tout* »<sup>42</sup>.

Au moment où se déclenche l'assaut contre le Gouvernement général, les voitures-radio battent le rappel dans la foule et « devant les grilles s'amassent de jeunes lycéens de 15 ans, *les blue-jeans de Bab El Oued*, comme les appelle Lagaille... C'est avec ces enfants qu'il pénètre dans les locaux du ministère tandis que ses troupes étudiantes s'introduisent par une autre issue. Les C.R.S. n'ont opposé qu'une timide résistance; les parachutistes du colonel Trinquier les remplacent »<sup>43</sup>.

41. Dronne, p. 63. Voir aussi Paul Gérin, *L'Algérie du 13 Mai*, Gallimard, p. 26.

42. De Sérigny, *op. cit.*, p. 53.

43. Ferniot, *op. cit.*

A partir de ce moment commence l'ère des grandes saturnales. On ne va plus à l'école, au travail, on a la possibilité légale d'instituer le chahut permanent. Cette foule juvénile du Forum fait preuve d'une étonnante versatilité qui trahit son absence de conscience politique. On hue Salan pour l'acclamer quelques heures plus tard, on peut lui faire crier n'importe quoi; comme la tension baisse, un commandant se penche d'un balcon du G.G. : « Allons, chantez, ça réconforte », et, aux accords des *Africains* recommence la frénésie nocturne.

A coups de haut-parleurs et de gros effets théâtraux, les services psychologiques de l'armée s'ingénient à entretenir une exaltation qui empêche de penser. Henri Pajaud délire ainsi sur le thème des jeunes Algériens gardiens de la morale : « Je regarde cette jeunesse qui chante des chants patriotiques ainsi que des cantiques. Nombreux parmi ces garçons et ces filles sont déjà bronzés par l'air marin et le soleil de mai et je ne peux m'empêcher de songer à d'autres jeunes. A ceux qui affectent de ne plus croire à quoi que ce soit, ceux des « surboums » et des caves équivoques, tous blasés de vingt ans. Comme ils paraissent mornes et pauvres à côté de ceux-là. Combien, sur cette terre d'Algérie ils ressemblent peu à l'image conventionnelle que l'on se fait de la jeunesse française, et pourtant combien ils en font partie. Mais on a l'impression qu'ils ont tout pris sur eux de ce qui fit jadis les qualités de la race : la ferveur patriotique, la gouaille, l'enthousiasme aussi bien que la colère courant à fleur de peau. »<sup>44</sup>

C'est sur le même ton — « à la Malraux » — qu'il exalte les héros de l'aventure, les paras, « ces garçons athlétiques coiffés de leur casquette de toile, tout à la fois rigides et souples, marchant comme s'ils ne voyaient plus qu'à travers eux-mêmes. Leur visage est comme inspiré, mystique, et leur chant est plein de paroles qui semblent venir d'un autre monde où la vie n'est plus celle de tous les jours. Longtemps encore après leur passage traînent dans l'air des mots de nuit et d'espoir et un refrain disant qu'il peut être doux de mourir à vingt ans »<sup>45</sup>.

44. Henri Pajaud, *La Révolution d'Alger, les 4 fils Aymon*, p. 68. Texte révélateur par l'esprit qu'il dénote. Il y a cependant un petit détail qui semble avoir échappé à l'auteur : en métropole, ce sont précisément les Gérard et les Marie-Chantal des « surboums » qui manifestent du klaxon sur les Champs-Élysées en faveur de l'Algérie française !

45. H. Pajaud, *op. cit.*, p. 85.

Il y a dans cette littérature mystique l'infantilisme massif de l'« idéologie » fasciste, infantilisme qui s'incarne alors dans le culte porté à Massu le surhomme-pas-compliqué.

Mais, sur le Forum, les jeunes zéloteurs de la morale mènent une bacchanale énorme. Systématiquement, le sac du G.G. est entrepris. Des autodafés à la manière nazie s'allument. « Les émeutiers font passer par les fenêtres les papiers, les dossiers, les classeurs... ils n'épargnent guère plus les tables et les chaises... Sur la place, des voyous s'en donnent à cœur joie; armés de manivelles et de clés anglaises, ils commencent à détruire consciencieusement les voitures en station : c'est une chose hideuse à voir que ces jeunes gens de quatorze ans déchaînés... les méchants lacèrent les pneus, donnent des coups de pied dans les carrosseries, ouvrent les capots et cassent les moteurs avec des pavés »<sup>46</sup>.

Au milieu de cette pagaïe frénétique, des hommes ne perdent pas la tête : « Dans une aile éloignée du G.G., tous les dossiers de police relatifs aux affaires économiques disparaissent en bloc »<sup>47</sup>, tandis que « dans les locaux de la Sûreté générale, certains emportent tous les dossiers qu'il était utile de récupérer ! »<sup>48</sup>...

Un autre homme ne perd pas la tête : c'est Delbecque qui a pour tâche de faire durer le tumulte pendant toute la nuit afin de faire pression sur le Parlement qui discute de l'investiture du gouvernement Pflimlin. Le comploteur gaulliste profite du désarroi qui règne au sein du Comité de salut public hâtivement constitué pour y introduire ses hommes et noyer sous le nombre les « activistes ». Il est, comme il l'a dit plus tard « au bon endroit, au bon moment, pour détourner vers le général de Gaulle le soulèvement qui devait se produire ».

Cependant, le 14 mai, l'exaltation tombée, la situation est moins brillante. « Moi, général Massu » a bien envoyé un message comminatoire au président Coty, mais il a dû, à 5 heures du matin, annoncer rageusement que Pflimlin a été « investi avec la complicité des voix communistes ».

Ce même jour, à 17 heures, le président du Comité de salut public a perdu sa superbe. Sans doute angoissé par la perspective du conseil de guerre, il a convoqué une conférence de presse. « Le ton a changé, note Ferniot, il justifie son attitude, il s'excuse, il rappelle ses espérances, il étale ses

46. Gerin, *op. cit.*, p. 33.

47. Bromberger, *op. cit.*, p. 194.

48. Pajaud, *op. cit.*, p. 54.

déceptions, il dégage ses responsabilités, bref, il montre son désarroi. Il se révèle St-Jean Bouche d'Or... Je veux éviter le sang. Je n'ai rien d'un général factieux... Il ne peut être question de créer à Alger un gouvernement insurrectionnel »<sup>49</sup>. Tout semble être la faute d'un « grand gaillard à lunettes qui eriait très fort » et du peu de temps dont a disposé ce pauvre général pour réfléchir... On saisit ici quel effet aurait pu avoir sur les gens responsables de l'émeute une attitude ferme du gouvernement et de rapides sanctions contre les gaullistes — Soustelle en particulier !

A Paris, Biaggi, chargé de l'agitation a éprouvé, lui aussi, d'amères désillusions. Non pas qu'il se soit heurté à l'opposition de la police : sur les Champs-Élysées, elle s'est laissée déborder<sup>50</sup>. Il a réussi à organiser des rassemblements d'hommes armés<sup>51</sup>, mais les troupes dont il dispose sont décidément trop maigres : 300 ou 400 P.P.R. et 1.500 manifestants de choc fournis par les Anciens Combattants de l'Union Française parmi lesquels on compte 300 réfugiés hongrois<sup>52</sup>.

Les possibilités d'action en métropole où se rassemblent les forces démocratiques, apparaissent donc extrêmement réduites : Chassin prend bien le maquis dans la région de Lyon, cherche à s'emparer de la préfecture de Saint-Étienne, mais les factieux de la métropole doivent avouer leur incapacité à apporter une aide décisive à ceux d'Alger. Ils ne sont pas en mesure de publier la composition d'un seul de ces « Comités de salut public » dont ils affirment pourtant avoir couvert le territoire métropolitain. La preuve de cette incapacité réside dans le « repli » des chefs en Algérie : c'est la grande migration des Biaggi, Arrighi, Soustelle, Frey, qui s'enfuient auprès du Comité de salut public d'Alger.

Dans le désarroi général, un homme garde la tête froide et sait où il va : Delbecque. Il connaît mieux la situation que Massu et Salan encore en proie à d'angoissantes hésitations. A la conférence de presse du 14 mai, alors que Massu avoue qu'il ne sait pas comment l'affaire finira, il intervient : « Le Comité de salut public fonctionnera jusqu'à ce que le gouvernement actuel présidé par M. Pflimlin démissionne et fasse

49. Ferniot, *op. cit.*, p. 33.

50. Bromberger, *op. cit.*, p. 205.

51. Bromberger, *op. cit.*, p. 207. Des rapports de police signalent le fait.

52. Bromberger, *op. cit.*, p. 202. Le 19 mai encore, dans les manifestations, on trouve des réfugiés hongrois côte à côte avec des repliés du Maroc, des « durs » de Tunisie, des P.P.R. et des bagarreurs de Le Pen. (Bromberger, p. 315.)

appel au général de Gaulle à qui le C.S.P. remet les destinées de l'Algérie.<sup>53</sup>

Le 15 mai, c'est encore lui qui souffle à Salan le cri de *Vive de Gaulle* que lance, du haut du balcon du G.G., après un moment d'hésitation, le commandant en chef promu pour la circonstance tribun populaire<sup>54</sup>. « Ce jour-là, comment Gerin, Salan semble confirmer le jugement que portait sur lui le général de Lattre de Tassigny : « Ne provoque pas les situations, mais les voit venir et est alors capable de les saisir avec une vigueur extraordinaire et pour ne plus lâcher prise. Très clairvoyant, a le sens des limites, des possibilités et des moyens. Ne part pas sans biscuits »<sup>55</sup>.

Pour nourrir l'émeute, pour intimider le faible gouvernement de Paris, les gaullistes dirigés par Delbecq ue multiplient alors les initiatives. Le 16, c'est l'immense comédie de la fraternisation. Les services psychologiques du colonel Trinquier ont créé à Alger toute une armature d'agents et de chefs d'ilots qui *tient la population*<sup>56</sup>. On en est arrivé de la « technique de *prise de possession* des personnes physiques », à la « technique de possession des âmes »<sup>57</sup>. L'efficacité momentanée et la souplesse de cette organisation expliquent en partie la rapidité avec laquelle les Algérois se rassemblent pour manifester, remarque Ferniot, tandis que les Bromberger ne cachent pas que « cet immense consentement a été préparé, négocié »<sup>58</sup>. D'ailleurs, à quoi bon cacher la vérité ? Malraux en a fait l'aveu, falsifiant l'histoire de la Révolution pour trouver dans de très hypothétiques tractations qui auraient précédé Valmy une bien curieuse excuse...

Mais il faut croire que ces scènes ne relèvent pas assez les courages. Le 17 « certains s'attendent même à être arrêtés dans l'après-midi »<sup>59</sup>; lorsqu'enfin Soustelle arrive : « Tout alors apparaissait très simple. Jacques Soustelle était arrivé ! La bataille semblait gagnée. Pour l'homme de la rue, avec Soustelle à Alger et de Gaulle peut-être à Paris bientôt, l'avènement soudain s'éclairait », écrit de Sérigny<sup>60</sup>. Désormais, la rébellion a sa tête politique, le *mouvement est relancé* et,

53. Geria, *op. cit.*, p. 61.

54. Ferniot, *op. cit.* Bromberger, Gerin, Dronne s'accordent sur ce point.

55. Gerin, *op. cit.*, p. 70.

56. *Le Monde*, 10 juillet 1958. « Conférence aux étudiants d'Alger ».

57. *Défense nationale*, p. 312.

58. Bromberger, *op. cit.*, p. 259.

59. Arrighi, *op. cit.*, p. 73.

60. De Sérigny, *op. cit.*, p. 109.

grâce au prestige de l'ancien gouverneur général, nettement orienté vers de Gaulle.

On connaît les événements qui suivirent cette arrivée. D'abord le coup de Corse — voulu semble-t-il par Soustelle qui agit en liaison avec Salan et Massu. Il est réalisé avec le concours d'Arrighi, d'Henri Maillot, cousin de De Gaulle, des anciens d'Indochine armés pour la circonstance et des parachutistes stationnés dans l'île. Ce sont ensuite les menées subversives en métropole, « l'intoxication » des parlementaires par le chantage aux paras et à la guerre civile, l'effective préparation du coup de force dont le déclenchement est cependant toujours retardé.

Mais, depuis le 15 mai, de Gaulle est intervenu personnellement, prenant, à partir de là, la direction ouverte des opérations.

#### *Colombey - Paris : le jeu de De Gaulle*

Tous les ouvrages consacrés au 13 mai ont un point commun : ils s'efforcent d'estomper au maximum le rôle personnel de De Gaulle; le jeu subtil de l'homme de Colombey facilite, il est vrai, cette manœuvre.

Certains — Ferniot, par exemple — en flagrante contradiction avec les faits dont ils font mention dans leurs divers récits, vont parfois jusqu'à prétendre que le général ignorait l'existence des complots qui visaient à l'amener au pouvoir. Erreur ! affirment les Bromberger, « dans son isolement, le solitaire de Colombey était l'homme le mieux informé de France »<sup>61</sup>. Nous sommes absolument d'accord avec ces derniers. Il est facile de comprendre les raisons qui poussent les autres auteurs à soutenir la thèse inverse : affirmer que le Chef de l'État doit le pouvoir à la sédition est particulièrement désagréable, surtout lorsqu'on s'est rallié à lui et que l'on a fait campagne pour le *oui* au référendum... Cette même affirmation est tout aussi désagréable au général : en France, depuis Napoléon III, on n'aime pas que l'origine d'un pouvoir soit discutable et discutée. Il fallait, le 1<sup>er</sup> juin 1958, maintenir la fiction de la légalité pour installer le pouvoir que l'on convoitait

Ce qui frappe, lorsqu'on cherche à préciser l'attitude de De Gaulle, c'est la grande prudence dont il n'a cessé de

61. Bromberger, *op. cit.*, p. 20.

faire preuve. Les Bromberger le disent et en donnent une raison valable : « L'homme de Colombey est très hésitant... il risque sa gloire »<sup>62</sup>. Dans ces conditions « son silence est une de ses forces capitales »<sup>63</sup> : il faut se faire mystérieux. Il y a bien longtemps déjà que de Gaulle s'est expliqué sur ce comportement qui est le sien : il faut avoir, a-t-il écrit « un parti pris de garder par-devers soi quelque secret de surprise qui risque à toute heure d'intervenir. La foi latente des masses fait le reste »<sup>64</sup>. Ainsi Roger Stéphane de *l'Observateur* a-t-il cette foi lorsque, le 27 mars 58, il revient d'une rencontre avec le général persuadé qu'il accordera l'indépendance à l'Algérie; le même jour, au même lieu, une délégation du comité soustellien des anciens combattants reçoit, elle, la confirmation qu'il est prêt à défendre « l'Algérie française ».

Parallèlement, de Gaulle encourage ses collaborateurs indéfectibles qui agissent dans l'ombre : les hommes d'affaires Olivier Guichard et Foccart, les politiciens Roger Frey, Triboulet, Michelet, Debré et — bien entendu — Soustelle reçu à Colombey début mai... Le général se fait volontiers sybillin : un jour, des « syndicalistes » de chez Simca lui apportent des pétitions pour son retour au pouvoir. Il s'étonne qu'un seul camion soit venu pour amener la délégation au 55 Faubourg St-Honoré. « Plusieurs camions auraient pu faire du bruit », lui répond quelqu'un. « *Il faudra bien un choc* », rétorque-t-il.<sup>65</sup> Le 5 mai, Neuwirth lui rend visite et l'interroge : « Viendrez-vous si l'on vous appelle ? » « Il faudra sans doute opérer à chaud », réplique le général qui console son impatient collaborateur, Olivier Guichard, en ces termes : « Ne vous tourmentez pas, les événements prendront peut-être subitement le tour que vous espérez »<sup>66</sup>. Delbecque, lui aussi, a vu le grand patron fin avril, début mai; il estime avoir obtenu de celui-ci le feu vert pour son action.<sup>67</sup> Il faut croire qu'il avait raison; le 4 juin, nous dit Arrighi, l'actif conjuré, de retour à Paris, « reçoit sa plus grande récompense : le général l'embrasse »<sup>68</sup>.

De cette prudence, de Gaulle ne se départit pas, même en pleine crise. Lorsque Olivier Guichard lui demande si Soustelle doit s'enfuir à Alger, il répond : « Que Soustelle fasse

62. Bromberger, *op. cit.*, p. 18.

63. Bromberger, *op. cit.*, p. 23.

64. De Gaulle, *Au fil de l'épée*, Berger-Levrault, p. 71.

65. Bromberger, *op. cit.*, p. 23.

66. Bromberger, *op. cit.*, p. 26.

67. Gerin, *op. cit.*, p. 82.

68. Arrighi, *op. cit.*, p. 62.

ce qu'il croit devoir faire. Je ne veux entendre parler de rien »<sup>69</sup>. Somme toute, concluent les Bromberger, « de Gaulle est informé des espoirs de ses fidèles et de leurs projets... il laisse chacun faire ce qui lui plaît. »<sup>70</sup> Précisons : *il laisse faire ce qui va dans le sens de ses ambitions, en interdisant qu'on lui fasse courir des risques.*<sup>71</sup> D'ailleurs, le 31 mai, à 19 heures, téléphonant à Salan, de Gaulle livre sa pensée en déclarant : « Ce que l'armée a fait, elle l'a bien fait. Dites mon salut aux Algériens. Dites-leur que tous unis nous aurons le succès. »<sup>72</sup>

Mais de Gaulle intervient cependant en personne. Il est intéressant de se demander quand et sous quelle forme.

Dès le 11 mai, dans *l'Echo d'Alger*, en accord avec Delbecque, de Sérigny a lancé son appel : « Je vous en conjure, parlez, parlez vite, mon général, vos paroles seront une action. » La réponse ne sera rendue publique que le 15. Dans l'intervalle, l'émeute a éclaté et le gouvernement, en tergiversant, a montré qu'il n'est pas prêt à aller jusqu'au bout, qu'il accepte sa défaite. Mais en même temps, nous avons vu qu'il y a, dans la journée du 14, danger d'avortement de la tentative algéroise. De Gaulle intervient alors : assez tard pour être à peu près sûr de ne pas jouer une carte dangereuse, et *pas trop tard pour aider à la relance du mouvement d'Alger.* « Sans compter, ajoute Ferniot, que sa déclaration permet aux gaullistes de canaliser l'opinion. »<sup>73</sup>

Chacune de ses interventions sera calculée, laconique. « La sobriété du discours accentue le relief de l'attitude », a-t-il écrit.<sup>74</sup> Ses formules à double sens consternent ceux qui ne demandent qu'à se rallier à lui. Sirius par exemple : « Le général de Gaulle devait parler. En parlant comme il l'a fait, il a multiplié les risques et compromis l'espoir de salut que beaucoup, poussés par la nécessité, voulaient mettre en lui. »<sup>75</sup> Il ne consent, dans son laconisme, qu'à une seule dérogation : lorsqu'il parle de Guy Mollet. « Il l'a fait, nous dit Ferniot, parce qu'il sait que l'accord des socialistes est indispensable

69. Bromberger, *op. cit.*, p. 153.

70. Bromberger, *op. cit.*, p. 69.

71. Peut-être faudrait-il cependant examiner dans le détail pourquoi le 30 mai, le général Miquel reçoit l'ordre de déclencher l'opération de subversion métropolitaine dans trois cas : en cas d'échec de la tentative « légale » ; en cas de « menace communiste » ; sur *appel éventuel du général de Gaulle.* (Bromberger, p. 430).

72. Arrighi, *op. cit.*, p. 36.

73. Ferniot, *op. cit.*, p. 71.

74. *Au fil de l'épée*, p. 72.

75. Sirius, *op. cit.*, p. 104.



à sa venue au pouvoir... Or, Guy Mollet reste le chef de son parti et un chef qui conserve une grande autorité.»<sup>76</sup> Détail comique : dans son désir de séduire les militants S.F.I.O., de Gaulle va jusqu'à évoquer une rencontre d'Arras qui n'a jamais eu lieu ! Guy Mollet, sur l'heure, se gardera bien de démentir...

Mais Chaban-Delmas connaît le point faible de Mollet : son anticommunisme : « Il faut trouver un moyen pour enrayer le mécanisme du Front Populaire », dit-il à Guy Mollet; tout en l'assurant que « Colombey est prêt à l'aider ».<sup>77</sup> Le 16 mai, à la stupéfaction de ses camarades de parti, Guy Mollet tend la perche à l'homme que réclame la faction, en posant les trois questions par lesquelles il établit « une passerelle entre le Palais Bourbon et Colombey sur laquelle il s'avancera plus tard après le président Pinay et avant Pflimlin ».<sup>78</sup>

Désormais, Guy Mollet s'engloutit dans la trahison. Il trahit Pflimlin qui découvre fortuitement que son ministre d'Etat est beaucoup plus avancé qu'il ne le dit dans ses négociations secrètes avec Colombey. Il trahit ses camarades de parti quand, le 27 mai, il jure qu'il n'a rencontré personne<sup>79</sup> alors que le 25 il a écrit au général et rencontré son éminence grise, Olivier Guichard, auquel il a remis la lettre. Certes, il ne participe pas à l'entrevue secrète Pflimlin-de Gaulle dans le pavillon du conservateur du parc de Saint-Cloud, mais c'est qu'il s'emploie alors à faire annuler la décision du groupe parlementaire socialiste qui approuve la grève décidée par la C.G.T.<sup>80</sup>

Pflimlin, de son côté, ne demande qu'à se laisser convaincre. La menace de guerre civile, soigneusement orchestrée par les comploteurs métropolitains, a été utilisée comme moyen de pression par de Gaulle lorsque, réclamant l'entrevue de Saint-Cloud, il ajoutait : « Si le président du Conseil n'accepte pas cette entrevue, le général de Gaulle ne pourra que reconnaître publiquement cette situation. »<sup>81</sup> On sait que la rencontre ne permit pas d'aboutir complètement. Comme Pflimlin demandait à son interlocuteur de désavouer le coup de force en Corse, le général répondit qu'il ne le pouvait pas, puisqu'il n'était pas au pouvoir ! « Vous êtes roulé. Vous ne

76. Ferniot, *op. cit.*, p. 87.

77. Ferniot, *op. cit.*, p. 242.

78. Arrighi, *op. cit.*, p. 49.

79. Voir en particulier *Le Monde* du 28 mai.

80. Ferniot, p. 121.

81. Ferniot, p. 117.

connaissez pas de Gaulle. Quand l'adversaire faiblit, il fonce », aurait dit de Chévigné, mis au courant de ces conversations.<sup>82</sup> On a tendance à accorder crédit à ces paroles lorsqu'on se rappelle que le lendemain, 48 heures avant le délai convenu, de Gaulle publie le communiqué décisif : « J'ai entamé hier le processus régulier... ».

Les Bromberger lui trouvent beaucoup d'excuses : il aurait eu peur du débarquement en métropole qu'organisaient ses amis ; il aurait eu des mots maladroits et inexacts parce qu'il « n'est pas juriste » ; il aurait « cru » qu'une conversation privée était le début du processus en question... A vouloir trop prouver...

Les derniers scrupules furent vaincus, on le sait, par l'intervention de Coty et de Vincent Auriol. Le président de la République était depuis longtemps acquis à de Gaulle. Ex-orléaniste pas tout à fait guéri, il était mal à l'aise à la tête de cette République. Le 5 mai 1958, il avait déjà fait des avances à l'homme de Colombey ; durant toute la crise, il favorisa l'accession au pouvoir du général. Enfin et surtout, comme le 27 mai le groupe parlementaire socialiste a voté contre le pouvoir personnel une résolution, apparemment ferme, il jette dans la balance la menace de sa démission.

Le 29, lorsqu'est connue l'initiative du « gardien de la Constitution », la réaction est vive parmi les députés de gauche : il semble que les socialistes vont confirmer leur intention de ne se rallier en aucun cas à la candidature du général de Gaulle ». C'est à ce moment qu'un autre leader S.F.I.O. perpète ce qu'il faut bien appeler l'ultime trahison. Une lettre d'Auriol envoyée à Colombey est publiée. Elle est approuvée par une majorité discutable (ce sont les sénateurs qui font pencher la balance) et les socialistes décident de la considérer comme une base de négociation. « Elle appuyait efficacement les efforts accomplis par Guy Mollet et Max Lejeune, pour calmer les scrupules de la S.F.I.O. ».<sup>83</sup>

Après l'opération sédition commençait — comme l'a remarqué Maurice Kriegel-Valrimont — l'opération séduction. Trahissant les manifestants du 28 mai et ceux qui, jusqu'au dernier moment, tinrent la rue en dépit des violences policières, les hommes politiques de la République défunte (sauf les communistes) acceptaient d'aller voir de Gaulle qui, jouant sur la peur et sur l'anticommunisme, les avait amenés à Canossa... « C'est l'honneur de ma vie d'avoir été reçu par

82. Ferniot, p. 126.

83. Arrighi, *op. cit.*, p. 156.

le général », dira Guy Mollet. « Un parfait honnête homme », renchéra Ramadier.

Un « parfait honnête homme » ? Poursuivons donc la lecture du livre des Bromberger : « Il a promis que l'Assemblée aurait le choix de son mode d'élection. Mais, comme l'Assemblée actuelle sera épongée par le référendum, c'est évidemment de l'Assemblée de la V<sup>e</sup> République dont il s'agit. Aucun député ne s'en est aperçu. Le prestidigitateur constitue son cabinet... »<sup>84</sup>



Quand les communistes ont dénoncé en de Gaulle le centre du complot, il se trouva nombre d'hommes de gauche pour s'en offusquer et pour leur en faire reproche; évidemment, une telle accusation ne facilitait pas les ralliements...

Il est pourtant vraisemblable que sans de Gaulle, il y aurait eu *des* complots du 13 mai; il n'y aurait pas eu la prise du pouvoir par tout ce que la France compte aujourd'hui de plus belliciste, de plus obscurantiste et de plus chauvin.

Ce n'est pas le 27 mai 1958 que de Gaulle a posé sa candidature au pouvoir personnel. Il l'a posée depuis cette matinée de janvier 1946 où il quitta la présidence du gouvernement issu de la Résistance sous le prétexte qu'il n'avait pas les mains suffisamment libres pour gouverner à sa guise.

L'investiture du 1<sup>er</sup> juin 1958, il l'a voulue, il l'a préparée, il y a travaillé avec constance et acharnement durant 13 années. D'abord en créant le *Rassemblement du Peuple Français*. Il échoua : « Bientôt sans doute, le peuple parlera. Avec vous tous, je ferai ce qu'il faut pour que cette fois, il parle sans équivoque et je suis sûr du résultat. Oui, j'en suis sûr ! » (Discours du Vélodrome d'Hiver, 21 octobre 1950.) Les électeurs, aux élections qui suivirent, parlèrent autrement. De Gaulle « laissa tomber » le Rassemblement. La tactique s'était avérée inefficace; sous certains aspects, le R.P.F. était encombrant; il va dès lors abandonner les estrades démesurées de Vincennes et de Bagatelle pour jouer le rôle de *l'homme seul*; il se retire dans son château de Colombey.

A Colombey, cependant, il recevra beaucoup; il en sortira aussi, à plusieurs reprises, pour visiter la quasi-totalité des territoires coloniaux.

84. Bromberger, *op. cit.*, p. 436.

Peut-on écarter cette idée que ces déclarations étaient partie intégrante du complot ? : « Il peut être capital, déclarera-t-il à Papetee, que des Français libres pensent encore au général de Gaulle et que le général de Gaulle pense encore à eux. Il n'est pas sûr que nous ayons fini notre tâche. Nous sommes obligés de prévoir les événements. Dès lors, nous savons bien par avance que ceux qui ont à jouer un rôle d'avant-garde sont des gens — qu'on se le dise — de notre espèce. »

De Nouvelle-Calédonie était transmis le compte rendu suivant : « Le redressement est certain, a déclaré le général de Gaulle à Nouméa. Mais s'il faut l'attendre quelque temps, qui sera l'avant-garde ? Qui donnera le signal ? » Des cris : « De Gaulle ! » Et l'ancien chef du gouvernement provisoire enchaîna : « Eh bien, oui, ce sera nous, encore une fois, les combattants qui savent vouloir et agir. Il est important pour la France que vous autres, vous pensiez encore à moi. Il est important pour la France que moi, pendant le temps qui me reste à vivre, je pense à vous. »<sup>85</sup>



« Pour un grand militaire, une révolution très civilisée » : ainsi se termine l'ouvrage des Bromberger. Il a été fait, au cours du mois de mai, une effrayante consommation de termes révolutionnaires. Presque tous les ouvrages traitant du coup de force d'Alger parlent de *Révolution* ; la prise du G.G. est assimilée, sous la plume fascisante de Pajaud, à la prise de la Bastille.<sup>86</sup> C'est le même qui évoque dans son chapitre VIII la « Révolution permanente » du Forum. Dronne, de son côté, à propos de la fraternisation du 16 mai, parle de « nuit du 4 août ». <sup>87</sup> Cette fascination sacrée qu'exercent sur les put-schistes du printemps 58 les grands ancêtres, et au-delà le marxisme, est significative : on ne peut lutter contre les porteurs d'avenir qu'en leur empruntant leur langage et leur attitude.

« Le 13 mai, nous avons fait de la subversion », a dit le colonel Trinquier au cours d'une conférence à la Faculté d'Alger. Mais, remarque Maurice Mouillaud<sup>88</sup>, « jamais un

85. Cité par Jacques Arnault, « De Gaulle et le problème colonial », *la Nouvelle Critique*, n° 99, sept.-oct. 1958, p. 46.

86. Pajaud, *op. cit.*, p. 31.

87. Dronne, *op. cit.*, p. 130.

88. M. Mouillaud, *op. cit.*, p. 128.

révolutionnaire n'aurait prononcé cette phrase car il pense en termes de fins avant de penser en termes de moyens ».

De même que « l'action psychologique » est la parodie de l'action révolutionnaire considérée uniquement comme une technique applicable aux causes les plus rétrogrades, de même la sédition fabriquée à Alger est la parodie du soulèvement révolutionnaire. Soustelle, plus que tout autre, semble bien être un des principaux inspirateurs des formules pseudo-révolutionnaires. Sans doute, chez lui, rénégat de la gauche, y a-t-il en plus, le besoin de se donner avec des mots, l'illusion de la fidélité ! Le 23 mai, dans son discours de Radio-Alger, il voit « la Marseillaise déployer ses ailes » sur les foules algéroises animées de « l'élan du 4 août ». « Les barrières sont balayées » par les « Comités de salut public » surgis « des profondeurs du peuple ». Bref, « l'Algérie française revendique fièrement la devise républicaine »...

Un an après, qu'a changé cette « révolution » ? La fraternisation a duré ce que durent les roses, les maîtres sont restés les mêmes<sup>88bis</sup>, la politique du « dernier quart d'heure » est toujours ce qu'elle fut au temps de Lacoste. Ce qu'il y a de changé ? C'est la fascisation de l'appareil d'Etat grâce à des lois qui instaurent, en fait, le pouvoir personnel, c'est l'avènement d'une faction qui partage les charges du gouvernement avec une partie des anciennes équipes de la IV<sup>e</sup> République.

En réalité, il ne s'agit pas d'une « révolution civilisée », quoi qu'en pensent les Bromberger ! *Il s'agit seulement d'une conjuration* qui est parvenue à tromper, en France, la démocratie. Il ne viendrait à personne l'idée d'appeler révolution l'action des conjurés du 9 thermidor. Mais toute comparaison est douteuse : cette fois Robespierre n'était pas le chef du gouvernement !

L'union des forces républicaines et ouvrières, faute de n'avoir pu se réaliser, n'est pas parvenue à obliger les hommes du gouvernement à plus de fermeté. Pourtant, un

---

88bis. Ferniot explique le 13 Mai comme la conjonction « entre les partisans (civils) d'une politique conservatrice et réactionnaire en Algérie et les partisans (militaires) d'une politique d'intégration » (p. 37). Il s'agit en réalité d'une *seule* politique. Un mot d'ordre change de sens suivant le temps où il est formulé. Les grands bourgeois de 1830 ne supportaient pas le mot République chargé de la signification que lui avait donnée pour eux la période de la Convention montagnarde... mais avec M. Thiers, la République devient aimable. Il en est de même pour l'intégration : le mot faisait entrer en transes les ultras d'avant-guerre, mais en 1959 leurs descendants s'y rallient, car il signifie le refus de l'indépendance à un moment où la lutte du peuple algérien a mis cette éventualité à l'ordre du jour.

aspect des choses mérite d'être souligné : la puissance du Parti communiste et des forces qui s'étaient rassemblées autour de lui a limité la catastrophe en empêchant les fascistes armés d'entrer en action. « Certes, un capitaine avec 200 paras pourrait prendre Paris et jeter les députés à la Seine... supputaient les comploteurs, mais le lendemain matin ? Les troupes communistes mobilisées, la grève générale, les réactions ouvrières dans les régions industrielles et minières, c'est la guerre d'Espagne. »<sup>89</sup> La même éventualité est examinée lorsque Poniatowski, chef de cabinet de Pflimlin, convoque à Matignon les principaux conjurés et les interroge : « La guerre civile, si vous la déclenchez, êtes-vous sûrs de la gagner ? »<sup>90</sup>

Dès le premier jour — avant le premier jour — le Parti communiste a dévoilé les plans des comploteurs; jusqu'au dernier moment il a été le rempart de la démocratie, dégageant « toutes les possibilités que recélaient l'ancienne Constitution et l'Assemblée »<sup>91</sup>, ne donnant aucun alibi aux hommes du gouvernement qui ont dû jeter le masque avant de « fuir et céder la place à l'usurpateur ». Parallèlement, il a organisé la résistance populaire, disant partout et en tout temps la vérité. Il a ainsi épargné à la France le bain de sang du putsch fasciste et forcé les ennemis de la démocratie à limiter leurs prétentions.

La constatation est d'importance. Pour ceux qu'inspirent les aventures fascistes et qui rêvent, dit-on, d'un nouveau 13 mai : après un an d'expérience du nouveau système, les choses ne seront pas plus faciles, au contraire... Pour ceux aussi qui ont le souci de reconquérir la démocratie sur la camarilla qui s'est hissée au pouvoir : l'alliance de toutes les forces, sans exclusives, peut seule vaincre.

La démocratie ne peut se reconquérir sans le Parti communiste.

L'anticommunisme ? Les libertés en meurent !

Maurice MOISSONNIER.

89. Bromberger, *op. cit.*, p. 253.

90. Bromberger, *op. cit.*, p. 315.

91. M. Thorez, Intervention au C.C. de mars 1959 à Gennevilliers.

## LE POUVOIR DES MONOPOLES

Les périodes de pire réaction sont aussi celles de l'hypocrisie triomphante, celles où les tenants du pouvoir proclament le plus bruyamment la « concorde sociale et la fin de la lutte de classe ».

Loin d'être des phases d'atténuation de la lutte de classe, ces périodes sont, au contraire, des moments aigus de cette lutte. Et tout ce tapage ne vise qu'à masquer la violence de l'attaque contre la classe ouvrière et les masses populaires, et à désarmer leur riposte. Il en est ainsi également du gaullisme. Seuls ont donné dès le début une explication cohérente du gaullisme, de sa politique et de ses perspectives, ceux-là qui ont su discerner derrière les hommes et les partis, les forces sociales dont ils expriment les intérêts, le mouvement de ces forces, l'évolution des rapports de classe.

Le pouvoir personnel est toujours celui des milieux les plus puissants et les plus réactionnaires du grand capital : la prise en charge directe des postes de commande par les représentants les plus autorisés des plus grands groupes financiers et du grand patronat aurait suffi à éclairer les plus sceptiques. Depuis, la politique du nouveau régime est rapidement venue confirmer cette appréciation.

La grande bourgeoisie monopoliste ne s'est pas emparée de la totalité du pouvoir, elle n'a pas jeté par-dessus bord les méthodes de la démocratie pour être agréable à la classe ouvrière, à la paysannerie laborieuse, aux classes moyennes des villes. Elle l'a fait pour tenter de résoudre sur leur dos et en sa faveur, les graves problèmes avec lesquels elle est confrontée, et elle le fait bien voir.

Certains se demandent parfois pourquoi la bourgeoisie a frappé aussi brutalement et toutes les couches populaires simultanément, pourquoi elle n'a pas appuyé sa démagogie verbale par quelques concessions, même momentanées; on parle de « maladresse ». (M. Maurice Schumann, lui, parle de « justice sociale et familiale, trop souvent bafouée par des technocrates au cœur froid » !)

Sans doute la réaction pensait-elle avoir les mains tout à fait libres après ses succès lors du référendum et des élections législatives. Mais là n'est pas l'essentiel. Quand nous disons que le recours au pouvoir personnel, s'il représente de graves dangers du fait des pouvoirs étendus qu'il remet aux mains des forces les plus réactionnaires, n'est pourtant pas un signe de force, mais de faiblesse, c'est une appréciation sérieuse. Cela signifie notamment que la bourgeoisie est aux prises avec des questions urgentes et difficiles, que ses possibilités de manœuvres se sont amenuisées et qu'elle est obligée d'utiliser les méthodes brutales pour tenter d'imposer ses solutions.

Quelles sont ces questions ?

1° La bourgeoisie française se cramponne au *Pacte Atlantique*, c'est-à-dire à l'instrument d'une conception périmée de la lutte de classe à l'échelle internationale, une conception dépassée par la vie; celle de l'intimidation, de la guerre froide et des désirs agressifs contre les pays socialistes. Non seulement elle s'y « confine », mais avec de Gaulle, elle en devient l'« ultra ». Mais pour ne prendre que cet aspect, les dépenses pour l'O.T.A.N. représentent près de 10 % du revenu national...

2° *La guerre d'Algérie*. Les forces capitalistes qui se sont installées au pouvoir sont essentiellement intéressées à l'exploitation du pétrole et du gaz du Sahara. Elles cherchent une issue; mais une issue qui maintiendrait la domination colonialiste sous des formes quelque peu modifiées. Mais d'une part, la mise en route de cette politique représentée par le « plan de Constantine » exige des dépenses considérables; d'autre part, cette politique — les faits le prouvent — ne conduit pas à la paix, mais à la poursuite et à l'aggravation de la guerre qui coûte actuellement trois milliards par jour; il faut la financer.

3° *Le Marché Commun* entre en vigueur et déjà apparaît son vrai visage : l'enfant merveilleux annoncé a été victime de la fée Carabosse. Ses premiers mots ont été « Borinage, Fives-Lille ». Il n'est pas cette source de prospérité et de progrès social, cet îlot d'harmonie, ce morceau de socialisme



tant vanté. C'est une jungle où s'affrontent les géants de la finance et de l'industrie, qui cherchent notamment à renforcer leur domination et à régler leurs comptes sur le dos, d'une part, des capitalistes les moins armés et des classes moyennes, afin d'accentuer la concentration capitaliste — et d'autre part sur celui de la classe ouvrière par la compression maximum des effectifs, l'élévation du rendement, la pression sur les bas salaires et la réduction des droits sociaux, sous le prétexte des exigences de la concurrence.

Cette politique est celle des monopoles et exprime leurs intérêts; elle n'est pas nouvelle. Ce qui change, c'est son aggravation, c'est le fait que ce qui était perspective devient virtualité (Marché Commun); c'est que plus elle dure, plus ses effets accumulés deviennent pesants; c'est aussi qu'elle se situe maintenant en période de crise économique.



Le problème principal de sa mise en œuvre, comme pour toute politique, est : qui va payer ?

Là encore, la réponse n'est pas entièrement nouvelle. Depuis le début, les monopoles s'efforcent de rejeter la charge énorme de cette politique sur la classe ouvrière et les classes moyennes de la campagne et de la ville. Ce qui est nouveau, c'est que la bourgeoisie n'y parvenant plus par les anciens moyens, a recours au pouvoir personnel et se livre à une attaque brutale sur tous les plans, économique, social et politique pour imposer à la classe ouvrière et aux masses populaires dans leur ensemble, le poids de ces charges insupportables. A l'expérience, le gaullisme est bien l'instrument de la haute banque et des monopoles dans leur lutte pour renforcer leur domination et s'assurer le profit maximum. Cette donnée est essentielle non seulement pour démasquer les mystifications, mais pour déterminer quelles sont les forces capables de s'unir et de faire front pour restaurer la démocratie, et quelles sont les bases réelles de leur alliance.

La caractéristique essentielle du développement du capitalisme en France ces dernières années, c'est le renforcement de la domination des monopoles, de leur mainmise sur l'Etat, l'aiguïsement de l'antagonisme de classe qui les oppose d'abord au prolétariat, mais aussi au reste de la nation.

Depuis quelque temps pourtant, on assiste dans certains milieux à l'éclosion d'une littérature abondante tendant à nier la lutte de classe et même la réalité de l'existence

des classes. Les notions les plus simples sont embrouillées à souhait et la réalité sociale devient incompréhensible. La grande découverte est que les rapports de propriété auraient perdu leur importance et ne commanderaient plus les rapports sociaux; à partir de quoi on peut affirmer, comme fait *Esprit*, que « la France est en mouvement vers une certaine forme de société sans classes ».

Du fait que la croissance des monopoles et le développement des grandes entreprises modernes entraînent le gonflement de leur appareil bureaucratique et d'une importante technocratie à leur service, on conclut que les capitalistes cessent d'exister comme classe dominante et que « le pouvoir est en train de se déplacer du groupe patronal vers le groupe administratif ».

Du fait que l'ouvrier n'a généralement plus affaire directement au capitaliste qui devient impersonnel et invisible et que, d'autre part, la technique et les méthodes d'organisation de la production se modifient — tandis que le patronat perfectionne sans cesse ses efforts pour embrouiller la conscience des ouvriers (ce qui est loin de nous être indifférent) — on conclut que le prolétariat « s'intègre » à la société capitaliste et cesse d'être une classe distincte...

De son côté, dans une analyse qui devait, assurait-on, révolutionner les « schémas périmés » du marxisme, Alain Touraine explique que la classe ouvrière a cessé d'être une classe sociale concrète pour devenir un « statut socio-économique » en raison du fait que l'organisation du travail mécanisé et rationalisé marquerait la fin de la séparation des deux mondes : le monde de l'argent et de la gestion envahit le monde du travail et de la fabrication ! Il est vrai, comme il le dit lui-même, que le fond de sa démarche est qu'il « cherche à comprendre des conduites individuelles ou collectives, non pas à partir de la logique d'un système économique, mais à partir de l'analyse sociologique de ces conduites elles-mêmes ».

« Chercher à comprendre » de cette manière, c'est, à mon sens, se condamner à ne rien comprendre du tout. Qu'est-ce qu'une sociologie qui prétend expliquer le comportement social des gens en s'occupant de tout, sauf de l'essentiel : leur place dans la société, dans les rapports de production ? Ignorer les lois objectives du développement de la société, ignorer que toute société repose sur des rapports de production donnés, lesquels sont définis par la question « qui possède les moyens de production ? », c'est simplement nier les faits réels. Mais cela ne les empêche pas d'exister. Est-il sérieux de prétendre

que les propriétaires des principaux moyens de production et d'échange cessent d'être la classe dominante au moment même où les monopoles tiennent en mains *comme jamais* la direction de l'économie et de la politique du pays ? Quel sens cela a-t-il de dire à l'ouvrier jeté à la rue par la crise ou par suite de la rationalisation, qu'il a cessé d'être un prolétaire, qu'il est « intégré » à l'entreprise et que les rapports de propriété n'ont que peu d'influence sur son sort ? Qu'il en ait conscience ou non, ces rapports lui imposent durement leur loi. Comment ne pas voir, au contraire, que tout le développement contemporain confirme l'analyse marxiste de l'accumulation capitaliste, accumulation de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre — et de l'accentuation des conflits de classe qui en découlent ?



Les monopoles n'ont pas cessé de renforcer leur puissance et leur domination. La concentration s'est sensiblement accélérée ces dernières années, tant par le rythme des fusions et absorptions d'entreprises (deux par semaine, de 1955 à 1957!) que par de nouvelles méthodes moins visibles, mais non moins efficaces : « participations » des grandes sociétés à des entreprises multiples dont elles acquièrent ainsi le contrôle, « ententes » de plus en plus fréquentes entre grandes sociétés, etc... La dépendance des petites et moyennes entreprises à l'égard des grandes sociétés s'est encore accrue. Sous couvert d'aide à l'économie régionale et par l'intermédiaire des sociétés d'investissement, le capital financier s'efforce de mettre sous sa coupe directe les entreprises moyennes qui conservent encore une parcelle d'indépendance. En fait, quelques groupes financiers contrôlent les principaux secteurs de l'économie, les industries nouvelles leur sont entièrement assujetties. Ils ont fait de l'Etat leur instrument. Leurs représentants directs occupent des postes décisifs dans l'appareil d'Etat. Ils dirigent la Banque de France et la Caisse des Dépôts et Consignations, sont à la tête des banques et des entreprises nationalisées, de la haute administration, de la diplomatie. On sait comment, sous le pouvoir gaulliste, ils ont pris complètement en mains les leviers de commande.

Jamais la concentration de la richesse et de la puissance n'a été aussi poussée qu'en ces derniers temps où certains voient les capitalistes « perdre leur pouvoir » et le capitalisme devenir « populaire » et « social »...



Il est pourtant de fait que la situation de la classe ouvrière s'est sensiblement dégradée et que son exploitation s'est renforcée dans des proportions impressionnantes.

Quel a donc été le bilan des récentes années d'essor pour la classe ouvrière et comment se présente la situation maintenant ?

On lui avait promis l'élévation continue de son niveau de vie et même son doublement en 10 ans ! En fait, le salaire réel horaire est inférieur *d'un tiers* à ce qu'il était avant la guerre.

Certes, dans la pratique, l'écart du gain total était moins grand par suite, notamment, des heures supplémentaires. Ce fait masquait dans une certaine mesure l'étendue de la paupérisation qui cependant n'a pas cessé de se manifester. Cette atténuation de l'écart avec le salaire d'avant-guerre était obtenue au prix d'une dépense supplémentaire considérable de la force de travail. Actuellement, les réductions d'heures supplémentaires ramènent pour beaucoup leur gain total au seul salaire horaire, et font ressortir plus durement son avilissement.

L'élévation de la productivité devait, disait-on, garantir à la fois la progression du niveau de vie et le plein emploi; elle devait aussi alléger le travail. C'est un fait que la productivité s'est sensiblement élevée, mais aucun des bienfaits annoncés ne s'est produit. Bien plus, la campagne pour la productivité a été l'occasion d'une augmentation sans précédent de l'intensité du travail.

La mécanisation, l'automatisation, l'organisation du travail, loin d'alléger la peine des ouvriers, ont permis une accélération effroyable du rythme du travail. Les conséquences en sont inscrites dans les statistiques en hausse constante des accidents du travail et dans le développement de ce qu'on a appelé les « maladies de la productivité »; en particulier les maladies nerveuses. D'importants congrès médicaux y ont consacré leurs travaux et le ministère du Travail a ordonné une enquête dont il serait souhaitable que l'on publie les résultats.

Quant au plein-emploi, la situation actuelle montre ce qu'il en est et c'est sans doute l'aspect le plus grave du problème. Le niveau atteint par la technique à notre époque permet de réduire la durée du travail et de libérer l'homme du caractère pénible et fatigant du travail (les perspectives du plan septennal de l'U.R.S.S. en font foi). Mais sous le capitalisme, la

machine n'est pas le soulagement de l'ouvrier, elle est son tourment *et sa rivale*. L'élévation de la productivité, en régime capitaliste, est l'un des principaux facteurs du chômage. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait que le capitalisme assure, à un rythme suffisant, l'augmentation continue et sans à-coup de la production et de son écoulement. Mais il en est incapable; il engendre des crises et des périodes de stagnation souvent prolongées.

En acquérant la possibilité de réaliser une production équivalente ou même supérieure, avec un nombre moindre de travailleurs, les capitalistes acquièrent du même coup la possibilité, dans ces périodes, de rejeter la main-d'œuvre devenue superflue. La concurrence aiguisée par la crise et le Marché Commun incite les capitalistes à retirer au maximum les avantages du niveau de productivité déjà atteint et à chercher à l'élever encore afin de tenter de réduire les frais de main-d'œuvre. L'exemple de Fives-Lille illustre très exactement cette remarque.

Tel est, pour l'essentiel, dans le domaine économique, le bilan des récentes années pour les travailleurs. Maintenant, ils doivent faire face à une nouvelle attaque du Capital concrétisée par la politique du gouvernement gaulliste et ses ordonnances.



Le développement des luttes revendicatives et le mouvement d'unité qui prend corps, comme le résultat des élections municipales, montrent que les travailleurs sont amenés à réfléchir sur leur expérience et à en tirer la leçon.

Naturellement, ce qui est en cause, c'est avant tout l'effondrement des illusions engendrées par le gaullisme, mais c'est aussi davantage : c'est l'expérience des 12 années qui ont abouti à la situation actuelle.

Au cours de ces années, la classe ouvrière a mené de grandes luttes économiques et politiques, elle a remporté des succès parfois importants. Cependant, son action a été affaiblie par la division. C'est sur la base de la collaboration de classe que la division a été organisée et entretenue; sur la base du soutien aux principes objectifs de la bourgeoisie tant dans le domaine politique — politique Atlantique, Marché Commun, guerre d'Algérie — que dans le domaine économique : « productivité », « austérité »... C'est sur la base des nécessités de la lutte de classe, de l'intérêt de classe que se réalise l'unité.

Il est significatif que la base de la lutte actuelle des chemi-nots — la plate-forme commune des diverses fédérations — prend position pour l'augmentation des salaires et traitements, la défense des droits sociaux, contre les conséquences de la « productivité » et les tarifs privilégiés consentis aux monopoles, cause essentielle du déficit de la S.N.C.F.

Il est significatif que dans différentes entreprises, les diverses organisations prennent position ensemble contre les projets « d'intéressement à la productivité » et contre l'Association Capital-Travail; plus généralement même, les organisations qui ont soutenu la « campagne de productivité » accueillent avec méfiance, sinon hostilité, les projets du gouvernement. Ce qui fait la force du courant d'unité ouvrière qui commence à prendre corps, c'est qu'il se développe sur la base d'un progrès de la conscience de classe.

De même que la question de l'unité ouvrière, la question de l'union de toutes les forces démocratiques et nationales pour la rénovation de la démocratie, pour l'avenir de la nation et de la culture se pose, au fond, en termes de classe. C'est l'alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, des intellectuels et des classes moyennes des villes, l'alliance de toutes les victimes de la politique des monopoles et son expression actuelle : le pouvoir gaulliste. Là aussi, la base de la division est la politique de collaboration avec la bourgeoisie; c'est elle qui nourrit l'anticommunisme.

Mais la collaboration avec la bourgeoisie conduit à sacrifier les intérêts évidents des classes moyennes. Les monopoles ne les épargnent pas. C'est à leur détriment que s'opère la concentration; elles n'ont rien de bon à attendre de la crise économique ni du Marché Commun; c'est aussi sur leurs épaules que le grand Capital rejette les charges de sa politique. C'est seulement en s'alliant à la classe ouvrière qu'elles peuvent espérer résister aux monopoles; l'expression politique de cette alliance ne peut être que l'alliance des partis démocratiques avec le Parti communiste français.

C'est pourquoi les théories à la mode dans certains milieux de gauche sur la disparition des classes, etc., sont non seulement nuisibles à la classe ouvrière, mais aussi aux intérêts des classes moyennes. Quelles que soient les intentions de leurs auteurs, elles sont objectivement un soutien des monopoles qu'elles parent de vertus « socialistes » et dont elles masquent la malfaisance.

Nier les rapports de classe et même l'existence du prolétariat, c'est se mettre dans l'impossibilité de comprendre la

réalité sociale et le sens des événements politiques. C'est aussi entretenir la plus grande confusion sur la question des alliances indispensables pour mettre en échec la politique réactionnaire. Si les classes cessent d'exister, les partis cessent d'exprimer des intérêts de classe; on se demande quelle est alors la base des alliances et même pourquoi il existe encore des partis.

Décréter que le prolétariat n'est plus une classe sociale est évidemment une façon confortable de résoudre la question de l'alliance avec le Parti communiste pour qui voudrait bien combattre la réaction, mais craint le socialisme.

Mais tout cela n'est pas très sérieux. Il est temps d'en revenir aux réalités. Maurice Thorez a fortement éclairé le fond de ces questions dans son discours au Comité central de Gennevilliers, en déclarant notamment : « Les différentes questions se tiennent : de la négation de la loi tendancielle de la paupérisation on passe naturellement au refus d'admettre ce qui est la condition même d'une rénovation de la démocratie, à savoir l'influence d'une classe ouvrière solidement organisée et d'un Parti communiste fort. » Et en ajoutant : « Il ne s'agit pas pour nous d'imposer nos idées propres à qui que ce soit. Nous demandons que l'on reconnaisse les faits objectifs ».

Dans la vie, les réalités de la lutte de classe sont plus fortes que les théories fumeuses et elles finissent par s'imposer. L'actuel développement des luttes ouvrières et de l'unité d'action, comme aussi les premiers signes d'un changement d'attitude des classes moyennes manifesté en particulier à l'occasion du deuxième tour des élections municipales, comme de toutes les élections partielles, témoignent que c'est dans cette voie que s'engage le mouvement des masses.

Plus la clarté se fera sur les bases réelles de cette alliance et plus vite les choses avanceront pour le plus grand bien de la cause de la démocratie et du progrès.

Henri KRASUCKI.

## LE « DEFENSEUR DE LA NATION LESEE » ?

Parmi les raisons qu'eurent 80 % de Français de dire *oui* à de Gaulle, le 28 septembre dernier, devrait être retenue pour importante celle-ci qui prenait appui sur un légitime sentiment de fierté nationale : avec de Gaulle, le sort de la France serait placé entre les mains d'un personnage d'une autre stature que ses éphémères prédécesseurs; un homme en mesure de tenir tête aux prétentions étrangères; qui ne se rendrait pas à Washington ou à Londres à la veille de chaque décision importante; capable de parler d'égal à égal avec Adenauer; peut-être même d'apporter une solution ferme et durable au problème lancinant des rapports franco-allemands.

Neuf mois de gaullisme permettent de faire le départage entre la réalité et le mythe, confirmant l'analyse que les communistes firent lorsque fut posée la question de l'accession de De Gaulle au pouvoir.



D'abord, quels sont les actes ?

- 1° Réaffirmation de la fidélité à l'alliance atlantique.
- 2° Mise en œuvre du Marché Commun.
- 3° Soutien de la politique anglo-américaine au Moyen-Orient (envoi du « De Grasse » dans les eaux libanaises).
- 4° Approbation de l'action américaine dans le détroit de Formose.
- 5° Refus d'admettre la Chine à l'O.N.U. (vote du 23 septembre).



6° Opposition à l'arrêt des expériences nucléaires.

7° Menace de faire parler la poudre à Berlin...

8° Maintien du général Speidel à Fontainebleau.

Toutes ces mesures *collent* au plus près, pour l'essentiel, à la politique des Etats-Unis.

En contrepartie, que trouve-t-on ? Une déclaration d'intention : « Dans le monde occidental auquel nous appartenons, *sans devoir nous y confiner* (nous devons) prendre une place qui nous soit propre, mener une action qui soit notre action, en vue de servir à la fois le pays et la sécurité » (Déclaration du 13 juin 1958).

Et quelques actes : lors de sa venue à Paris, M. Dulles — on le fit remarquer — n'a pas été reçu par le général de Gaulle sur le perron de l'Hôtel Matignon, mais à l'intérieur de la résidence présidentielle... Il fut reconduit dans les mêmes limites. Décision de fabriquer une bombe atomique française. Retrait de la flotte française de Méditerranée de l'autorité de l'O.T.A.N. Reconnaissance de la frontière Oder-Neisse comme frontière germano-polonaise. Revendication d'une place plus grande dans la direction de l'alliance atlantique. Assaut de grossièretés dans la presse et à la radio, à l'égard du premier ministre anglais à l'occasion de son voyage à Moscou.

Dans le même temps, le premier chef de gouvernement étranger reçu par le général de Gaulle est le Chancelier Adenauer (Colombey). Le premier chef de gouvernement étranger ayant reçu la visite du général de Gaulle est le Chancelier Adenauer (Bad-Kreuznach). Le second chef de gouvernement reçu par le général de Gaulle est encore le Chancelier Adenauer (Marly). Intensification aussi des relations avec l'Espagne franquiste (M. Rueff, conseiller financier du général de Gaulle, le général Lorillot, M. Devraigne, Président (U.N.R.) du Conseil municipal de Paris, se sont rendus successivement à Madrid). Ainsi qu'avec l'Italie (visite de M. Segni à Paris, voyage prévu du général de Gaulle à Rome).

Comment considérer cet ensemble de faits : sont-ils contradictoires ou complémentaires ? Quelle conception de l'avenir de la France et des rapports internationaux permettent-ils de définir ?



Le monde dans lequel nous vivons est divisé en deux camps : depuis 1917, la lutte de classe se déroule à l'échelle

internationale — d'un côté la bourgeoisie, régnant sous diverses formes; de l'autre le prolétariat et ses alliés.

Depuis que le socialisme existe, il y a deux possibilités, et deux seulement, pour les hommes politiques partisans du mode de production capitaliste : accepter le monde tel qu'il est ou le refuser. A notre époque, accepter le monde tel qu'il est, c'est reconnaître l'existence des pays socialistes, entrer en relation avec eux et chercher une base d'accord pour coexister en paix.

Le refuser, c'est s'efforcer de rassembler le plus de forces matérielles et morales possibles pour amener le camp socialiste, par la menace, ou par la guerre, à renoncer à être ce qu'il est et le contraindre à rétablir le mode de production capitaliste.

La conception gaulliste du monde a été, jusqu'à ce jour, la seconde : « Qui sait s'il n'y aura pas là l'élément qui, un jour, permettra aux nations libres d'imposer la paix dans le monde sans avoir été contraintes de gagner d'abord la guerre ? » (Ch. de Gaulle, *Vélodrome d'Hiver*, 21 octobre 1950). « Au contraire, que les terres gauloises, germaniques, latines (se renforcent) et tôt ou tard, c'est l'Occident qui dictera la paix. » (*Idem*, Lille, 10 décembre 1950). « Ils possèdent (les Etats du Vieux Continent) un très vaste potentiel de guerre. Que tout cela soit mis en œuvre et l'Occident dictera la paix. » (*Idem*, Nîmes, 7 janvier 1951.)

Et comme si l'appétit s'enflait en rêvant : « Il faut nous armer au point de pouvoir un jour dicter la paix à l'U.R.S.S. et amener les Soviets à renoncer à leur ambition ou *disparaître*. » (Conférence de presse, 23 juin 1951.)



Quel est le moyen de « dicter la paix » à l'U.R.S.S. ? L'unité des nations « libres ». Quelles sont les nations « libres » ? Les Etats-Unis d'Amérique et les pays de la vieille Europe, sans exception : « Oui ! au point où nous en sommes, les exclusives sont dérisoires (...) Quelque opinion que l'on ait, par exemple, du régime qui gouverne l'Espagne, ce peuple fier et vaillant, dont le territoire est l'un des môles essentiels de l'Occident, doit être, sans plus tarder, incorporé à l'ensemble. Quelles qu'aient été, de siècle en siècle, de part et d'autre du Rhin, les douleurs et les fureurs, c'est un fait que l'Allemagne est au cœur de l'Europe et que la couverture sur l'Elbe exige le concours des Allemands. Quant à eux, qu'ils

prennent leur place sans étaler à l'excès leurs alarmes ou leurs exigences ! » (Nîmes, 7 janvier 1951.)



Le désaccord qui séparera à une certaine époque de Gaulle des autres formations politiques « européennes » portera, non sur l'objectif à atteindre (faire reculer le socialisme) ni sur la ligne générale de la politique à mettre en œuvre (le rassemblement des forces de l'Europe de l'Ouest aux côtés des Etats-Unis), mais sur la *méthode* pour organiser ce rassemblement.

Alors que le M.R.P., les socialistes, etc. (et les Etats-Unis) mettent en avant une politique de *fusion* des économies et des forces armées au nom du « dépassement de la nation », de l'ère des « supra-nationalités » qui s'ouvre, de Gaulle défend l'idée d'une coopération des économies, d'une juxtaposition, d'une *coordination* des forces armées s'appuyant sur la réalité *nationale* et sur cette idée que la force du sentiment national est telle qu'un peuple ne se bat bien que sous son drapeau : « Il serait mauvais que sous prétexte d'unité, on en vînt à dissoudre, dans une machinerie apatride, par exemple les forces françaises. Il faut penser que, demain, *un peuple ne se battra pas* s'il n'a pas sa chance. Il faut penser *qu'il ne se battra bien* que si son effort est le sien (...) Pour que *l'équipe* l'emporte, il faut que chaque peuple fasse tout ce qu'il peut. Pour qu'il le fasse, il faut qu'il y trouve *son compte*. Bref, nous sommes une *coalition*. » (10 juillet 1950.) « Renvoyons aux géomètres les plans étranges qui prétendent mêler, à l'intérieur des mêmes unités, les contingents de pays divers pour fabriquer l'armée apatride. Le principe qui domine tout, c'est qu'*une armée se bat pour son pays*, sous l'autorité de son gouvernement et sous les ordres de ses chefs. Aucune, je dis aucune, de celles que doit fournir l'Europe ne saurait être bâtie, ni employée autrement. » (Nîmes, 7 janvier 1951.)

Aucun désaccord sur l'objectif; pas plus sur les moyens; aucun désaccord non plus sur le réarmement de l'Allemagne : « La couverture sur l'Elbe *exige le concours des Allemands* (...) Pour organiser l'Europe, qu'on la prenne donc telle qu'elle est, c'est-à-dire comme un ensemble de peuples très distincts dont chacun a, bien à lui, son corps, son âme, son génie et, par suite, *doit avoir ses forces*. » (7 janvier 1951.)

Oui à l'alliance atlantique; oui à la petite Europe; oui au réarmement allemand : il n'y a pas une conception gaul-

liste particulière, indépendante, différente des conceptions politiques générales de la bourgeoisie française; une conception gaulliste qui aurait, dans ces derniers mois, triomphé. Ce qui diffère, c'est la manière d'obtenir de bons combattants. La politique Bidault-Schuman-Mollet fustigeait un « nationalisme périmé »; celle de De Gaulle se fait sous le couvert de l'« indépendance » des nations; elle condamne le « cosmopolitisme ». Elle cherche à exalter le sentiment national. Ne pourrait-on pas cependant faire le rapprochement avec cette remarque de Dimitrov : « Le fascisme agit dans l'intérêt des impérialistes à outrance, mais il se montre aux masses sous le masque du défenseur de la nation lésée, et en appelle au sentiment national blessé ».



« Agir dans l'intérêt des impérialistes » ? De l'impérialisme en général, aucun doute sur ce point.

Mais aussi de l'impérialisme français en particulier.

La seconde raison du refus de « fondre » les forces françaises dans une armée européenne était définie en ces termes : « Une France debout ne laisserait qu'à ses ministres et à ses généraux la responsabilité de sa défense propre et de celle des territoires d'outre-mer. Une France debout ferait en sorte de disposer de moyens autonomes dans l'air, sur terre et sur mer. » (Assises nationales du R.P.F., 25 juin 1950.) « Tous veulent que (...) la France se fasse une armée permanente comptant en Europe au moins quinze divisions modèles, et dans l'Union Française, outre les forces de « souveraineté » la valeur de cinq divisions à porter où il le faudrait, par exemple en Indochine. » (21 octobre 1950.) « Pour la défense de la métropole, de l'Afrique française, de l'Indochine, nous acclamons, nous, la coopération, mais nous ne voulons pas d'absorption. » (*Idem*)



La politique de De Gaulle apparaît alors comme celle d'un impérialisme français qui posséderait les moyens de mener son propre jeu à l'intérieur du camp impérialiste; un impérialisme français qui, dans l'équipe prétendrait se réserver le droit de jouer sa propre partie.

De ce point de vue, il pourrait être intéressant d'examiner si le retour de De Gaulle au pouvoir ne coïncide pas avec le

réveil d'un impérialisme français jusqu'alors sur le déclin, ayant abandonné ses prétentions à jouer un rôle dirigeant, ou seulement indépendant; et à qui la découverte du pétrole du Sahara a fait soudain entrevoir un avenir inespéré. Les conceptions politiques de De Gaulle qui paraissaient désuètes à une bonne part de la bourgeoisie française en 1950-1952 — qu'on relise une certaine presse de l'époque — peuvent ne plus apparaître comme telles en 1959. La découverte du pétrole saharien — si les réserves sont aussi importantes qu'on le dit — éclaire l'avenir d'un jour nouveau : qui tient en main le pétrole saharien détient un puissant moyen d'intervention dans le développement des économies des pays africains; un pipe-line Sahara - Ruhr peut offrir une base de coopération entre monopoles franco-allemands et redonner vie à ce qui fut dit en d'autres temps : « J'ai parlé d'un accord entre la France et l'Allemagne. Expliquons-nous. Je pense à un accord économique d'abord. C'est un fait qu'en beaucoup de matières, les économies allemande et française sont complémentaires. Les Allemands ont le charbon. Ils construisent des équipements de grande valeur (...) En revanche, ils n'ont pas tout ce qu'il faut pour s'alimenter (...) Nous avons, en outre, du fer, de la bauxite. *Notre Afrique* dispose d'une quantité de produits coloniaux que les Allemands n'ont pas. » (14 novembre 1949.) « Si l'on ne se contraignait pas à voir les choses froidement, on serait presque ébloui par la perspective de ce que pourraient donner ensemble la valeur allemande et la valeur française, *celle-ci prolongée par l'Afrique.* » (16 mars 1950.)

Faisons alors un rêve : associons l'Italie, l'Espagne, la Belgique à cet axe Paris-Bonn et voilà une petite Europe impérialiste assez forte pour jouer son propre jeu face à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Voilà réalisée aussi cette union des Etats catholiques européens définie par le Pape Pie XII, devant De Gaulle, le 30 juin 1944 : « Mais c'est l'action des Soviets (...) qui remplit d'angoisse le Saint-Père (...) Il croit (...) que, seule, *l'union étroite* des Etats européens inspirés par le catholicisme : Allemagne, France, Italie, Espagne, Belgique, Portugal, pourra endiguer le péril. » (*Mémoires de guerre*, « L'unité », p. 234.) Nous voilà aussi revenus — avec un « style » nouveau — à la politique constante de la bourgeoisie française après la deuxième guerre mondiale; avec cet avantage qu'elle peut jouer sur le sentiment antianglais qui sommeille dans toute bonne conscience bourgeoise française (voir Vichy et Maurras); qu'elle se donne des appa-

rences d'indépendance à l'égard des Etats-Unis; en même temps qu'elle feint d'amorcer un règlement des rapports franco-allemands.



Le malheur est que cette politique n'est pas indépendante du tout. Elle a choisi son camp. Elle s'y « confine ».

Cette politique est, en outre, grosse de dangers pour la France. C'est une politique qui, avant 1914, ou même avant 1939, pouvait se concevoir; elle est un anachronisme dangereux dans le monde d'aujourd'hui.

Parce que d'abord c'est une politique de blocs. Pas seulement parce qu'elle est fondamentalement dirigée contre le socialisme : ici son danger est limité en ce sens que le socialisme « a triomphé à jamais »; mais parce qu'elle est une politique de blocs même à l'intérieur du camp capitaliste; et qu'une politique de blocs *de même nature* a conduit à la catastrophe d'août 1939 et à la deuxième guerre mondiale : en 1914, la guerre a éclaté entre deux blocs de pays capitalistes; en 1939, la guerre a éclaté non entre les pays capitalistes et l'U.R.S.S., mais entre blocs impérialistes rivaux. La politique de blocs, d'« équilibre des puissances », inhérente à un monde entièrement dominé par le système d'économie capitaliste — comme conséquence de la loi du développement inégal et comme moyen pour les bourgeoisies d'aborder dans les meilleures conditions les conflits inéluctables qui en découlent — n'est plus aujourd'hui, du fait de l'existence du camp socialiste, une fatalité. Une autre politique est désormais possible.

Cette politique est aussi une source de conflits en ce sens qu'elle implique *la maîtrise* des territoires d'outre-mer sous contrôle de l'impérialisme français; elle implique le maintien — sous une nouvelle forme — de l'*Empire*. En effet, si l'apport français consiste, pour une large part, dans « son prolongement africain », il s'ensuit que ce prolongement doit rester *sous la direction* de l'impérialisme français; sinon il n'y aura plus apport. A supposer que les peuples d'Afrique soient en mesure de traiter directement — en toute indépendance — avec les pays de leur choix, il s'ensuivrait que l'« apport français » à la petite Europe deviendrait quasi nul. L'impérialisme allemand, par exemple, pourrait traiter directement avec ces pays. La politique « gaulliste » implique donc le

maintien de la tutelle, le refus de l'indépendance des pays d'Afrique. C'est ce qu'a dit, en toute innocence, M. Michel Debré devant la presse diplomatique (15 avril 1959) : « Le rôle de la France est lié à son rôle de *tutrice* et de *conductrice* des Etats de son ancien empire. »

Cette politique implique pour les mêmes raisons une politique de force en Algérie : il est inconcevable que l'impérialisme français laisse aux Algériens — comme aux peuples d'Afrique — la libre disposition de leurs ressources (y compris pétrolières) puisque l'impérialisme français a besoin, précisément, *d'en disposer* pour atteindre ses propres objectifs : « Nous ne pouvons envisager une diplomatie sans penser que le destin des Français est lié à leur présence et à *l'autorité de la France en Algérie.* » (Michel Debré, *idem.*)

Selon la logique du système, chercher à s'entendre avec les monopoles d'outre-Rhin, c'est *renoncer à s'entendre* durablement avec les Algériens.

L'axe Bonn-Paris implique donc l'arrêt de toute évolution politique des pays d'outre-mer et la mise en place des moyens de faire front à toute velléité de sortir du « prolongement africain ». Comment comprendre autrement la revendication du libre usage de la flotte française; contre qui, sinon contre les peuples d'outre-mer, serait-il donc nécessaire de disposer de la flotte ?

On peut de même se demander si la décision de fabriquer une bombe atomique ne vise pas le même objectif : on ne voit pas comment la disposition d'une bombe A entre les mains de De Gaulle pourrait impressionner les Soviétiques, les Anglais, les Américains ou les Allemands. On a beau chercher, on ne voit pas d'autres possibilités de menace réelle que celle que l'on pourrait faire peser sur les pays sous-développés... (menace qui ne tient pas compte d'ailleurs de l'exemple coréen et vietnamien, quand il fallut, sous le poids de l'opinion mondiale, renoncer à la bombe).



Cette politiques anachronique est dangereuse aussi parce qu'elle lie l'avenir de la France à un impérialisme aux dents longues, qui n'a pas renoncé aux visées territoriales. L'ambition de De Gaulle : lier l'Allemagne de l'Ouest à l'Occident, tout en jouant avec elle à un subtil jeu de bascule (Refus de reconnaître l'existence de la République démocratique alle-

mande propre à satisfaire les ultras de Bonn et reconnaissance, en même temps, de la frontière Oder-Neisse, pour prouver que l'on garde sa liberté d'action) ne peut mener loin. Constituer un bloc dont le pivot serait Paris-Bonn, tout en cherchant à limiter les forces de cette Allemagne est — toute l'histoire l'atteste — une vue de l'esprit.



Cette politique implique le maintien de la division de l'Allemagne et les dangers qui en découlent. Si on admettait, en effet, que soit possible l'unification de l'Allemagne sous la direction des militaristes et monopolistes de Bonn, cette Allemagne unifiée et expansionniste pèserait d'un poids tel — avec ses 72 millions d'habitants et sa formidable production d'acier — qu'elle écraserait rapidement sous sa masse la politique gaulliste. Si l'unification — plus probable — de l'Allemagne s'accomplissait par une voie démocratique et pacifique, par entente entre les deux Etats allemands, cette réunification impliquerait un certain « désengagement », une certaine « neutralisation » de toute l'Allemagne qui signifierait la fin de la petite Europe; et de l'axe Paris-Bonn tombé en désuétude...

L'axe Paris-Bonn ne peut donc, en dernière analyse, se concevoir qu'avec le maintien de la division de l'Allemagne. Or, la réunification de l'Allemagne est aujourd'hui inscrite dans la nécessité des choses. Seul un accroissement de la tension internationale pourrait en retarder le progrès. La politique gaulliste est une politique qui présuppose cette tension — et qui a donc *intérêt* à l'entretenir.

Enfin, combien d'années de vie donne-t-on à cette politique : deux ans, dix ans, vingt ans ? A voir la mise en hibernation d'Adenauer, on se demande même si elle aura vécu les neuf mois... Qui oserait affirmer que c'est là une politique sur laquelle baser à long terme notre avenir national ?



Une telle conception des relations internationales est hors du temps. Elle ne correspond pas à l'état présent du monde. Elle relève de la diplomatie de la canonnière (ouster) et des accords secrets (sur le continent). Elle ne tient



pas compte non plus de la maturité politique des peuples et de la poussée démocratique générale qui marque le monde d'aujourd'hui.

Il n'y a d'avenir que dans l'acceptation de la coexistence. Pourquoi attendre ? Attendre que se réalise la prévision géniale du général Ely ? « Il semble qu'à la faveur d'un déplacement possible vers le spirituel du vieux fond mystique propre aux Slaves et dont le marxisme léninien a su utiliser la générosité et la force, on soit en mesure d'envisager, devant la gravité de la menace chinoise, le retour de la Russie au camp occidental et l'instauration, par là même, d'un futur équilibre. » (*Revue de la Défense nationale*, février 1959.) Et cet auteur, notons-le, est le commandant en chef des forces armées françaises désigné par de Gaulle.

Escompter le retour de la « Russie » au camp occidental, cela ne peut signifier que le rétablissement du système de production capitaliste en U.R.S.S. (faire retour, c'est revenir à l'état antérieur).

Escompter un tel « retour » est le signe d'une fantastique incompréhension de la situation réelle.



C'est que la diplomatie gaulliste — nullement différente de celle de ses prédécesseurs — part elle aussi d'une conception fautive de la nation : selon de Gaulle, la bourgeoisie (le patronat, la banque, etc.) peut seule en être l'élément moteur, dirigeant ; aidée, bien sûr, par les techniciens issus du peuple et le peuple lui-même. Au Creusot, c'est à M. Schneider que de Gaulle s'adresse : « Vous êtes un pilote de l'activité nationale. Je vous en donne publiquement l'attestation. » Sans doute n'imagine-t-il pas que les forges puissent fonctionner et se développer sans M. Schneider... La prospérité gaulliste de la nation se mesure à l'aune de la propriété bourgeoise, au niveau de l'activité de la Bourse qui enregistre le niveau des profits et non le niveau de vie des masses... Assurer la prospérité des monopoles serait assurer la prospérité nationale. Défendre le « mode de vie » des monopoles serait défendre la nation.

Il existe une autre conception de la nation qui fait des masses laborieuses, de l'ensemble du peuple le moteur du progrès national. Cette conception implique la démocratie :

économique, sociale, politique. Elle est une conception de notre temps.

La politique de De Gaulle n'est pas une politique indépendante. Une politique indépendante ne peut être qu'une politique de bons et libres rapports, de rapports avantageux, avec tous les pays, quel que soit leur régime social. De Gaulle, comme ses prédécesseurs, a choisi la solidarité des pays de type capitaliste.

Pour le malheur de la Nation.

Jacques ARNAULT.

## SUR "LE GAULLISME"

### LA NOUVELLE CRITIQUE

#### A DÉJÀ PUBLIÉ

*Du Bonapartisme au néo-fascisme* (Paulette Charbonnel, n° 97); *Référendum et plébiscites* (Pierre Angrand, n° 99); *Le Général et « Faust »* (André Gisselbrecht, n° 98); *La leçon italienne* (Laurent Salini, n° 98); *L'exemple allemand* (André Gisselbrecht, n° 99); *L'exemple espagnol* (n° spécial, 104); *Sur les Constitutions* (Jean Suret-Canale, n° 98); *La Constitution gaulliste* (Roland Weyl, n°99); *De Gaulle et le problème colonial* (Jacques Arnault, n° 99); *Réflexions sur la démocratie* (Léo Figières, n° 101); *Accordailles à Bad-Kreuznach* (Henri Claude, n° 102); *De Gaulle législateur* (Jacques Arnault, n° 103); *Aspects du gaullisme* (Guy Besse, Roland Weyl, Gilbert Mury, Michel Hincker, n° 105).

## CHARLES DE GAULLE ET L'EGLISE

*Nous avons réuni ci-dessous les textes relatant les rapports connus depuis le 29 mai 1944 entre de Gaulle et l'Eglise. Ces textes sont, soit des extraits des Mémoires de De Gaulle, soit des messages échangés avec le Vatican.*



*Le 4 juin, deux jours avant le débarquement sur le sol français, de Gaulle faisait remettre une lettre au pape Pie XII, datée du 29 mai. De Gaulle expose au pape ses intentions. Il lui demande son soutien. Le pape répondra le 15 juin, neuf jours après le débarquement.*

### LETTRE A S.S. LE PAPE PIE XII

Alger, le 29 mai 1944.

Très Saint Père,

Placé à la tête du Gouvernement provisoire de la République française, je tiens à apporter à Votre Sainteté l'assurance du respect filial de notre peuple et de son attachement filial au Siège apostolique.

Les épreuves endurées par la France depuis de longues années, les souffrances de chacun de ses enfants ont été atténuées par les témoignages de Votre paternelle affection. Nous entrevoyons la fin du conflit.

Mais nos malheurs pourraient se prolonger après le terme des combats, si les bouleversements moraux, économiques et sociaux consécutifs à cette guerre ne nous trouvaient pas prêts à éviter tous désordres et à travailler dans la paix rétablie entre les peuples et les diverses catégories sociales. Parmi celles-ci, nous pensons, suivant l'enseignement qui nous a été donné, que les plus déshéritées méritent la sollicitude la plus grande.

En ce moment, les opérations militaires dans lesquelles sont engagées nos armées sont et seront menées avec tout le respect que nous portons aux souvenirs les plus chers de notre foi chrétienne, ainsi qu'au patrimoine religieux, intellectuel et moral qu'ils représentent. Nous comptons que ces opérations, avec la permission de Dieu, nous conduiront bientôt à la victoire.

Des circonstances, peut-être providentielles, ont groupé derrière nous, en une seule volonté de vaincre et de refaire la France, non seulement l'Empire français, mais aussi la masse de tous ceux qui, dans la Métropole, défendent contre l'envahisseur l'unité et la souveraineté nationale. Il n'y a pas, à l'heure présente, de Gouvernement français sur le sol de la Métropole. Mais, forts de l'aide matérielle que nous apportent nos alliés et soutenus par l'appui moral des peuples, nous envisageons le présent avec calme et l'avenir avec une grande confiance.

Dès la délivrance, les intérêts spirituels du peuple français retrouveront leur primauté que met en péril l'oppression de l'ennemi. Nous sommes résolus à les sauvegarder et nous souhaitons infiniment pouvoir être en mesure de le faire en profitant de la spéciale bienveillance que Votre Sainteté veut bien accorder à la France.

Daigne Votre Sainteté bénir nos projets et la foi du peuple français, dont je dépose ce témoignage à Ses pieds.

#### LETTRE DE S.S. LE PAPE PIE XII AU GENERAL DE GAULLE A ALGER

C'est avec grand plaisir que Nous avons pris connaissance, cher Fils, du message solennel que vous Nous avez adressé d'Alger, en date du 29 mai, et que le commandant de Panafieu Nous a remis ces jours-ci de votre part.

Il Nous a été agréable de voir en quels termes filialement reconnaissants vous rendiez hommage à l'œuvre de charité que Nous avons accomplie avec l'aide de Dieu, en faveur de tous Nos fils éprouvés par la guerre, au nombre desquels vous placez à bon droit ceux de France qui Nous sont particulièrement chers, soumis — comme ils l'ont été depuis plus longtemps que d'autres — à des privations et à des souffrances de toutes sortes.

D'autre part, Notre cœur paternel, attristé par la récente destruction — occasionnée par la guerre — d'insignes et séculaires monuments d'une haute valeur religieuse, artistique et historique, ne pouvait manquer d'être sensible au louable dessein que vous Nous manifestez d'éviter, pendant les opérations militaires en cours, de porter atteinte à ces précieux souvenirs de la civilisation chrétienne, semés comme des phares lumineux de foi, de culture et de vrai progrès le long des chemins que parcourent les armées.

Nous implorons chaque jour la Divine Miséricorde pour que la terrible tragédie, qui a déjà fait tant de victimes, arrive bientôt à sa fin et formons des vœux particulièrement affectueux pour que la France, qui Nous est si chère, sorte de la douloureuse épreuve spirituellement

renouvelée et continue sa marche à travers l'Histoire sur la trace glorieuse des traditions chrétiennes qui la rendirent jadis forte, grande et respectée parmi les nations.

Comme vous l'observez justement, la fin des combats ne suffirait pas à redonner à la France l'ordre et la tranquillité de la paix, qu'elle désire si vivement, si elle conservait dans son sein des germes funestes de discordes civiles et de conflits sociaux qui pourraient lui faire perdre tout le fruit des sacrifices imposés par la plus dure des guerres. Aussi est-ce avec ferveur que Nous demandons à Dieu d'épargner à votre patrie ces troubles néfastes, d'éclairer ceux qui seront chargés de la conduire et de faire prévaloir, dans le cœur de tous, des sentiments, non de rancœur et de violence, mais de charité et de réconciliation fraternelle.

C'est avec cette prière et ces vœux dans le cœur que Nous vous envoyons, cher Fils, en retour de votre filial hommage et en gage des grâces de choix que Nous appelons d'en haut sur vous et sur votre patrie, Notre Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 15 juin 1944.



## VISITE AU PAPE

(Mémoires)

*Le 30 juin 1944, de Gaulle se rend à Rome. Il est reçu par le pape Pie XII. La relation ci-dessous est celle donnée par de Gaulle dans ses Mémoires. On notera l'invitation formulée par le Vatican quant à l'attitude à observer à l'égard de l'Eglise de France (qui confirme celle contenue dans la lettre de Pie XII du 15 juin) et la définition, dès cette date, de la politique européenne souhaitée : l'« union étroite » des Etats catholiques.*

« Le 30 juin, visite au Pape. Le Saint-Siège, conformément à son éternelle prudence, était resté jusqu'alors sur une complète réserve à l'égard de la France Combattante, puis du Gouvernement d'Alger. Mgr Valerio Valeri, qui occupait en 1940 la nonciature à Paris, avait gardé ses fonctions à Vichy auprès du Maréchal, que M. Léon Bérard représentait au Vatican. Cependant, nous n'avions pas cessé d'utiliser des moyens de fortune pour faire connaître au Siège apostolique nos buts et nos sentiments, non sans, d'ailleurs, y trouver d'actives sympathies, notamment celles de l'éminent cardinal Tisserant. Nous savions que la défaite d'Hitler et de son système était souhaitée par le Saint-Père et nous voulions, dès que possible, nouer des relations avec lui. Le 4 juin, tandis qu'on se battait encore dans Rome, le commandant de Panafieu et le lieutenant Voizard avaient porté à Mgr Tisserant une lettre du général de Gaulle adressée à Pie XII. Le Pape m'avait répondu le 15. Aujourd'hui, je me rends à l'audience qu'il veut bien me donner.

Au Vatican, je prends d'abord contact avec le cardinal Maglione, secrétaire d'Etat, qui, malade et près de la mort, a tenu à se lever pour

converser avec moi. De même que Rome, du haut de sa sérénité, regarde de siècle en siècle couler au pied de ses murailles le flot des hommes et des événements sans cesser d'y être attentive, ainsi l'Eglise assiste-t-elle, impavide mais compatissante et, au surplus, très renseignée, au flux et au reflux de la guerre. Mgr Maglione, convaincu de la victoire des alliés, se soucie surtout de ses suites. Pour ce qui est de la France, il escompte la disparition de Vichy et déclare voir en fait, en ma personne, le chef du Gouvernement français. Il espère que le changement de régime pourra s'opérer sans graves secousses, spécialement pour l'Eglise de France. J'indique au cardinal que le Gouvernement de la République entend qu'il en soit ainsi, bien que certains milieux ecclésiastiques français aient pris à son endroit une attitude qui, demain, ne lui facilitera pas les choses. Quant à l'avenir de l'Europe après la défaite du Reich et l'ascension des Soviets, je dis que la condition d'un équilibre nouveau sera le redressement intérieur et extérieur de la France. Je demande au Vatican d'y aider de son immense influence.

Le Saint-Père me reçoit. Sous la bienveillance de l'accueil et la simplicité du propos, je suis saisi par ce que sa pensée a de sensible et de puissant. Pie XII juge chaque chose d'un point de vue qui dépasse les hommes, leurs entreprises et leurs querelles. Mais il sait ce que celles-ci leur coûtent et souffre avec tous à la fois. La charge surnaturelle, dont seul au monde il est investi, on sent qu'elle est lourde à son âme, mais qu'il la porte sans que rien ne le lasse, certain du but, assuré du chemin. Du drame qui bouleverse l'univers, ses réflexions et son information ne lui laissent rien ignorer. Sa lucide pensée est fixée sur la conséquence : déchaînement des idéologies confondues du communisme et du nationalisme sur une grande partie de la terre. Son inspiration lui révèle que, seules, pourront les surmonter la foi, l'espérance, la charité chrétiennes, lors même que celles-ci seraient partout et longtemps submergées. Pour lui, tout dépend donc de la politique de l'Eglise, de son action, de son langage, de la manière dont elle est conduite. C'est pourquoi le Pasteur en fait un domaine qu'il se réserve personnellement et où il déploie les dons d'autorité, de rayonnement, d'éloquence, que Dieu lui a impartis. Pieux, pitoyable, politique, au sens le plus élevé que puissent revêtir ces termes, tel m'apparaît, à travers le respect qu'il m'inspire, ce pontife et ce souverain.

Nous parlons des peuples catholiques dont le sort est en balance. De la France, il croit qu'elle ne sera, d'abord, menacée que par elle-même. Il aperçoit l'occasion qu'elle va trouver, malgré ses épreuves, de jouer un grand rôle dans un monde où tant de valeurs humaines sont réduites aux abois, mais aussi le danger qu'elle court de retomber dans les divisions qui, trop souvent, paralysent son génie. Vers l'Allemagne, qui par beaucoup de côtés lui est partiellement chère, se porte en ce moment sa principale sollicitude. « Pauvre peuple ! me répète-t-il. Comme il va souffrir ! » Il prévoit une longue confusion en Italie, sans en éprouver, toutefois, une inquiétude excessive. Peut-être pense-t-il, qu'après l'effondrement du fascisme et la chute de la monarchie, l'Eglise, moralement très puissante dans ce pays, y demeure

raera la seule force d'ordre et d'unité ; perspective qu'il semble envisager assez volontiers. Tandis qu'il me le laisse entendre, je songe à ce que, tout à l'heure, des témoins m'ont rapporté. A peine finie la bataille d'hier, une foule énorme, d'un seul mouvement, s'est portée sur la place Saint-Pierre pour acclamer le Pape, tout comme s'il était le souverain délivré de Rome et le recours de l'Italie. Mais c'est l'action des Soviets, aujourd'hui sur les terres polonaises, demain dans toute l'Europe centrale, qui remplit d'angoisse le Saint-Père. Dans notre conversation, il évoque ce qui se passe déjà en Galicie où, derrière l'armée Rouge, commence la persécution contre les fidèles et les prêtres. Il croit que, de ce fait, la Chrétienté va subir de très cruelles épreuves et que, seule, l'union étroite des États européens inspirés par le catholicisme : Allemagne, France, Italie, Espagne, Belgique, Portugal, pourra endiguer le péril. Je discerne que tel est le grand dessein du pape Pie XII. Il me bénit. Je me retire.»



SAMEDI 26 AOUT 1944

*De Gaulle, arrivé à Paris la veille à 17 heures, a décidé de se rendre le 26 août à Notre-Dame de Paris après avoir ranimé la flamme à l'Arc-de-Triomphe. Le Conseil national de la Résistance, présidé par Georges Bidault, s'est opposé à ce que le cardinal-archevêque, Mgr Suhard, préside l'office en raison de son attitude durant l'occupation nazie. Dans les lignes qui suivent de Gaulle relate les faits ; il prend parti pour le cardinal.*

« (...) Vers 4 heures et demie, je vais, comme prévu, entrer à Notre-Dame. Tout à l'heure, rue de Rivoli, je suis monté en voiture et, après un court arrêt sur le perron de l'Hôtel de Ville, j'arrive place du Parvis. Le cardinal-archevêque ne m'accueillera pas au seuil de la basilique. Non point qu'il ne l'eût désiré. Mais l'autorité nouvelle l'a prié de s'abstenir. En effet, Mgr Suhard a cru devoir, il y a quatre mois, recevoir solennellement ici le maréchal Pétain lors de son passage dans Paris occupé par les Allemands, puis, le mois dernier, présider le service funèbre que Vichy a fait célébrer après la mort de Philippe Henriot. De ce fait, beaucoup de résistants s'indignent à l'idée que le prélat pourrait, dès à présent, introduire dans la cathédrale le général de Gaulle. Pour moi, sachant que l'Eglise se considère comme obligée d'accepter « l'ordre établi », n'ignorant pas que chez le cardinal la pitié et la charité sont à ce point éminentes qu'elles laissent peu de place dans son âme à l'appréciation de ce qui est temporel, j'aurais volontiers passé outre. Mais l'état de tension d'un grand nombre de combattants au lendemain de la bataille et ma volonté d'éviter toute manifestation désobligeante pour Mgr Suhard m'ont amené à approuver ma délégation qui l'a prié de demeurer à l'archevêché, pendant la cérémonie. (...) J'entre donc dans la cathédrale (...).

Les chanoines sont à leurs stalles. L'archiprêtre, Mgr Brot, vient me transmettre le salut, les regrets et la protestation du cardinal. Je le charge d'exprimer à Son Eminence mon respect en matière religieuse, mon désir de réconciliation au point de vue national et mon intention de le recevoir avant peu.



### LE RETOUR AU POUVOIR

*Le 24 juin 1958, de Gaulle fait remettre au pape, par M. René Brouillet, Secrétaire général de la Présidence du Conseil, un message par lequel il demande le soutien de l'Eglise, comme en 1944.*

Paris, 21 juin 1958.

Très Saint-Père,

La mission vient de m'être donnée de diriger de nouveau la France en une période grave pour son destin. Au moment où j'assume cette lourde responsabilité, ma pensée respectueuse se porte vers Votre Sainteté. En toute piété, j'appelle Son soutien spirituel sur mon action et Lui demande de bénir la France.

*Le pape en réponse remet à M. Brouillet le message suivant :*

« Vivement sensible au noble message que vous nous adressez, nous faisons monter vers Dieu nos prières pour qu'il vous assiste dans votre importante et lourde tâche.

Nous appelons sur votre patrie, qui nous est si chère, un avenir de paix et de prospérité en gage duquel nous vous accordons bien volontiers notre paternelle bénédiction apostolique.

*M. Raymond Millet, correspondant du Figaro à Rome, commente l'événement en ces termes (25 juin 1958) :*

« Les termes du message pontifical permettent de deviner la nature du long entretien que le pape avait eu le matin avec M. René Brouillet (...).

*Cette entrevue est d'autant plus importante que l'organe du Vatican, l'Osservatore Romano, avec bienveillance d'ailleurs, se posait hier soir une série de questions sur l'orientation de la politique française. »*



### ECHANGE DE MESSAGES AU LENDEMAIN DU REFERENDUM

*Au lendemain du référendum (28 septembre 1958), Pie XII adressait au général de Gaulle le message suivant :*

« Félicitant Votre Excellence pour la preuve de confiance qu'elle vient d'obtenir, nous lui présentons nos meilleurs vœux. Nous prions Dieu de l'éclairer et de l'assister dans ses activités orientées vers le bien et la



prospérité des populations de la France et des territoires d'outre-mer et vers la réalisation de la concorde et de la collaboration entre les nations. »

*Le général de Gaulle adressait la réponse suivante :*

« Très Saint Père, je remercie votre Sainteté du témoignage de son affection pour la France. Une fois de plus dans son histoire le peuple français s'est rassemblé dans un élan de concorde et d'espérance auquel s'associe l'immense majorité des populations dont le destin est lié au sien. Je prie Votre Sainteté d'accepter l'expression de mon respect filial. »



ECHANGE DE MESSAGES A L'OCCASION  
DE L'ELECTION DE JEAN XXIII

*Le général fait parvenir au nouveau pape le message suivant :*

« Unissant ma joie à celle de toute la chrétienté, je vous prie, Votre Sainteté, d'accueillir l'hommage de mon filial respect. »

*Jean XXIII répond en ces termes :*

« Nous avons reçu avec une particulière satisfaction votre message de félicitations, et dans le souvenir des relations si courtoises et agréables que nous entretenions à Paris avec Votre Excellence, nous vous exprimons notre bien vive gratitude et formons devant Dieu des vœux paternels pour l'heureux avenir de votre chère patrie. »



*Le président de la République se rendra à Rome le 24 juin prochain. Il sera reçu par Jean XXIII.*

(à suivre ?)

## GRANDEUR OU BOMBE ?

« Les techniciens français préparent, pour le printemps 1960, l'explosion de la bombe atomique », titre *Le Monde*. *Les Echos* définissent dans cet ordre le programme atomique de De Gaulle : la bombe, les centrales, l'usine de séparation isotopique; et son coût : 600 milliards de francs. *France-Soir* s'extasie sur les techniciens et les militaires qui, au cœur du Sahara, édifient les blockhaus, les casemates, les souterrains, les réseaux d'appareils d'observation, dans la zone où auront lieu les expériences d'armes atomiques françaises.

Cette orientation ouvertement militaire, cette priorité accordée aux objectifs militaires, baignent les propos du général de Gaulle : « Pas de grande puissance sans bombe atomique » semble être un axiome de la politique des dirigeants de la Cinquième République.

Avant d'examiner la valeur de cet axiome il faut, nous semble-t-il, rappeler et rappeler encore ce qu'est la bombe atomique. Rien ne serait plus dangereux en l'absence de ce rappel, que de laisser s'instaurer au niveau de l'opinion publique, au niveau des hommes et des femmes conscients, au niveau des intellectuels qui, par civisme traditionnel, se préoccupent de ces questions, une discussion sur la nécessité pour notre pays de posséder la bombe atomique, sur la vertu comparée des armes atomiques et des armes conventionnelles, sur la possibilité de limiter une guerre nucléaire. A l'axiome « pas de grande puissance sans arme atomique », nous ne craignons pas de proclamer au départ que nous opposons notre propre axiome, celui du Mouvement de la Paix, celui des millions d'hommes et de femmes qui, en 1950, après Joliot-Curie,

signèrent l'Appel de Stockholm : « Pas de paix sans l'élimination absolue des armes atomiques ».

La bombe atomique, c'est l'arme de la terreur. C'est l'arme qui, dans sa première version, celle que l'on appelle maintenant petite bombe, bombe de poche, bombe tactique, fit au Japon, à Hiroshima, en une fraction de seconde, 70.000 tués et autant de blessés dont beaucoup moururent; soit 57 % de la population totale de la ville et 85 % de la population des quartiers ravagés.

L'existence d'armes un grand nombre de fois plus puissantes accumulées par milliers — 50.000 dans le monde, estime le Docteur Schweitzer — rend le problème plus dramatique encore. Relisons la déclaration de la troisième des Conférences dites de Pugwash, et qui se tint l'an dernier en Autriche : « Si, en cas d'éclatement d'une guerre, une proportion importante des armes nucléaires existantes était utilisée contre des objectifs urbains, la plupart des centres de civilisation seraient anéantis dans les pays belligérants, et la majeure partie de la population serait tuée. Il en serait ainsi aussi bien en cas d'emploi de bombes dont la puissance proviendrait essentiellement de réactions de fusion (bombes dites « propres »), qu'en cas d'emploi de bombes basées essentiellement sur des réactions de fission (bombes dites « sales »). De telles bombes détruiraient les grands centres de peuplement et les grands centres industriels et, de plus, détermineraient — par l'anéantissement des moyens vitaux d'échange et de communication — la ruine de l'économie du pays attaqué. Les principales puissances ont déjà accumulé d'importants stocks d'armes nucléaires « sales », et il semble qu'elles continuent à en stocker. »



La bombe est-elle nécessaire au prestige de notre pays ?

A une époque, lors de la création du Commissariat à l'Energie atomique, et durant les années qui suivirent, la France avait solennellement et délibérément décidé de mener une activité exclusivement pacifique dans le domaine de l'énergie atomique. Sous l'impulsion de Frédéric Joliot-Curie, la plupart des spécialistes s'engagèrent ultérieurement à ne pas travailler à la réalisation de l'arme atomique. Aujourd'hui notre pays prépare la bombe atomique. Est-ce son intérêt ? Y gagnera-t-il en prestige et en sécurité ?

Les armes atomiques, dont la réalisation, puis l'expérimentation sont projetées, seront de petites bombes du type de celles qui furent jetées sur le Japon. Ce seront des armes qui, sur le plan technique, sont dépassées. Dire que leur possession est nécessaire pour affirmer la position de grande puissance de notre pays, n'est-ce pas ouvrir effectivement la voie à une éviction de la France du rang des grandes puissances ?

Si l'armement nucléaire est le critère, alors pourquoi la bombe A, pourquoi pas la bombe H ? Ou un stock de bombes H, comme insigne distinctif de la qualité de grande puissance ?

Personne aujourd'hui ne conteste le rôle — et le rang — de notre pays parmi les grandes puissances dans le domaine de la recherche et de l'application en physique nucléaire. Ce rôle tient aux traditions de notre pays, à sa participation très ancienne à la recherche et aux découvertes fondamentales. Il tient à l'effort important — bien qu'insuffisant — qui a été fait depuis 1944 pour recouvrer ce rang, pour reconstruire l'équipement de recherches et constituer les équipes de chercheurs. Ce rôle tient encore à la richesse de notre pays en minerais d'uranium et à ses premières réalisations dans le domaine des centrales atomiques.

Notre pays, dans ces conditions, pourrait aisément développer l'énergie atomique à des fins pacifiques. Ce développement pourrait être d'autant plus impétueux que nos besoins en énergie sont particulièrement élevés ; et le besoin constitue, comme l'on sait, le meilleur aiguillon du progrès.

Or, la réalisation de la bombe absorberait (et absorbe sans doute), des ressources qui ne se calculent pas seulement en milliards de francs — encore que cent milliards de francs ne soient pas négligeables, même en les comparant au gouffre des dépenses militaires et des dépenses de guerre...

Mais il est d'autres ressources qui ne se calculent pas en monnaie : ce sont les ressources en matières et, plus encore, les ressources en hommes. Alors que l'on proclame tant et plus que notre pays manque de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens, faut-il disposer d'un grand nombre de ceux-ci pour l'arme atomique, les distraire de la production énergétique pacifique dont chacun conçoit qu'elle serait la source, pour notre pays, de la vraie puissance et de la vraie grandeur ?

On ne peut ignorer non plus les conséquences qui résulteraient de l'explosion expérimentale de ces armes au Sahara, même dans le cas où ces armes seraient du type de celles

que les Etats-Unis ou l'Union soviétique expérimentent sur leur propre territoire, c'est-à-dire de bombes dont les retombées proches seraient assez limitées; même dans ce cas, ces explosions ne manqueraient pas de créer des inimitiés profondes parmi les peuples de toute l'Afrique à l'égard de la France. Peut-on ignorer l'hostilité foncière qu'exprimeraient les peuples d'Afrique ? L'ignorance de la sensibilité des peuples causerait un préjudice grave à notre pays, alors que sa politique en Afrique du Nord constitue déjà pour lui un élément d'isolement. Ce serait donner aux peuples d'Afrique cette même impression qui a heurté et sensibilisé à juste titre les peuples d'Asie : l'impression qu'il s'agit de peuples mineurs — de peuples cobayes — dont on dispose, sans demander leur avis, et pour des buts auxquels ils sont étrangers.



Aucun motif de sécurité ne peut être invoqué non plus en faveur de cette politique atomique.

A-t-on le droit d'ignorer ce que signifierait une guerre atomique ? Les experts militaires parlent beaucoup de « guerre nucléaire limitée ». Mais bien peu soutiennent sérieusement qu'il serait possible en fait de *limiter* une guerre nucléaire. En tous cas, par cette expression, ils entendent une guerre qui épargnerait le territoire des Etats-Unis, mais les experts admettent que l'Europe occidentale serait profondément bouleversée, en grande partie détruite, par une telle guerre limitée. C'est ce qui résulte, par exemple, de manœuvres accomplies ces dernières années. Dans l'exercice dénommé « Carte Blanche », mené en Allemagne, 335 bombes furent supposées jetées en 48 heures; les pertes civiles et militaires estimées furent de 1.500.000 Allemands tués et de 3.500.000 blessés. On ne voit pas quel genre de sécurité l'arme atomique apporte dans ce cas.

« Sécurité » serait-il le mot utilisé pour signifier « paix » et le gouvernement du général de Gaulle reprendrait-il l'idée que l'arme atomique est un facteur de paix ? Cet argument ne tient nullement. En effet, d'une part, si réellement la peur de la bombe était la garantie de la paix, on ne voit guère en quoi les bombes françaises ajouteraient à cette peur. Le *savoir-faire* la bombe — et sur ce savoir-faire il n'est plus possible à personne de revenir, c'est un fait — serait d'ailleurs suffisant dans ce cas comme frein à la guerre. D'autre part,

c'est négliger le fait que la décision française de faire la bombe s'inscrit à contre-courant des tendances sérieuses qui se font jour, même si les négociations ont jusqu'à maintenant échoué, pour un renversement de la course aux armes atomiques.

Le chancelier Adenauer était, en Europe, l'autre champion (et le premier en date) de la bombe atomique. Il crut pouvoir passer outre à l'opposition manifestée par les savants allemands et par le peuple allemand. Il crut pouvoir miser sur la guerre froide et la tension en Europe. Mais n'est-ce pas pour avoir méconnu ces tendances profondes à la détente qu'il doit céder la place ?

Nous pouvons comprendre, même si nous ne partageons pas ce point de vue, que les Français, soucieux de la place de leur pays, n'acceptent pas qu'une situation exceptionnelle lui soit faite dans un monde où de grandes puissances possèdent la bombe atomique. Mais ce souci doit être surmonté alors que l'Union soviétique a accepté pendant plusieurs mois — en supprimant ses expériences atomiques — et que la Grande-Bretagne accepte aujourd'hui un certain « exceptionnalisme » de leur position.

Après le voyage de M. Macmillan en U.R.S.S., puis aux Etats-Unis, à la veille de la Conférence des ministres des Affaires étrangères, alors que la Conférence au sommet est acceptée, cette politique que la bombe symbolise ne « colle » pas à la situation internationale réelle. Elle traduit le fait que la politique extérieure de notre gouvernement mise actuellement sur le maintien de la guerre froide.



Au cours d'un voyage récent, à Toulouse, devant des chercheurs, le Chef de l'Etat a défini, assez singulièrement d'ailleurs, une hiérarchie : il y a, dit-il en substance, les enseignants; au-dessus, les chercheurs; au-dessus enfin, l'Etat. Qu'il y ait une part de vrai dans cette formule, notamment quant à la place de l'Etat, c'est certain. Mais n'est-ce pas là un de ces propos qui dévoilent la volonté de ces recherches militaires, de la fabrication de la bombe ? L'Etat définit les priorités, affecte les ressources, et vous, chercheurs, malgré votre rang, ceci n'est pas de votre compétence.

Aux dix-huit savants qui disaient *non* à une bombe allemande, Adenauer, sans succès d'ailleurs, avait tenu un langage analogue : ceci n'est pas de votre compétence, vous ne

comprenez pas, nous voulons la bombe mais c'est pour aider à la négociation, au désarmement...

Le civisme, aujourd'hui, pour un homme de notre pays, c'est de conserver sa faculté de juger et d'agir alors même que les institutions nouvelles veulent mettre le pouvoir à l'abri des jugements et des actions des citoyens, à l'abri même « des contingences électorales ».

En continuant à expliquer de toutes nos forces que nous sommes fondamentalement, résolument contre le stockage, la fabrication, l'expérimentation et l'utilisation des armes atomiques, nous agissons pour la paix.

En nous opposant à une politique française qui irait à l'encontre de la négociation pour l'élimination des armes atomiques — ou pour les gestes qui iraient dans le sens de cette élimination — nous agissons pour notre pays, pour notre survie.

Il serait grave de sous-estimer le danger d'une politique qui engage notre pays sur cette voie. Il serait plus grave encore de croire que *le pouvoir, le gouvernement de législature* pourront aisément atteindre ces objectifs. On ne va pas loin à contre-courant de l'Histoire.

Ce serait pourtant un très réel dommage pour notre pays si de trop grands pas étaient faits sur cette voie néfaste. Des chances importantes seraient gâchées qu'il ne serait pas aisé de saisir de nouveau : chances politiques dans une politique africaine qui reste encore possible, chances économiques dans les révolutions technologiques dont bénéficieront les premiers, les pays et les peuples qui feront un effort essentiel, en premier lieu dans le domaine de la recherche fondamentale.

Arrêter le cours de ces tendances dépend encore du peuple français. En ce domaine, les scientifiques, les médecins, les enseignants, ceux qui ont la charge du savoir et de la santé, ont un grand rôle à jouer et une grande responsabilité, qui n'est pas extérieure à leur métier ni aux moyens de recherches dont ils devraient disposer.

Une politique nationale doit être orientée vers une extension énorme des moyens de recherche et d'exploitation pacifique qui serait pour notre pays la vraie chance, la vraie grandeur.

Roger MAYER.

## MALRAUX MINISTRE

« Quand Zarathustra eut trente ans, il quitta sa patrie et le lac de sa patrie et s'en fut dans la montagne. Là, il se nourrit de son esprit et de sa solitude, pendant dix ans, il ne s'en lassa point. Mais un jour son cœur changea — et un matin il se leva avec l'aurore, se présenta devant le soleil et lui parla ainsi :

« Grand astre ! Que serait ton bonheur si tu n'avais ceux que tu éclaires ? »

» Et Zarathustra descendit vers les hommes... »

Quand, en 1958, le général de Gaulle quittant sa tente pour assumer les pouvoirs de la République, présenta son gouvernement où s'alliaient Ramonet à Pflimlin, Mollet à Pinay, le nom d'André Malraux flamboya comme une étoile rare dans ce ministère du lieu commun.

Depuis trente ans, depuis *La Tentation de l'Occident et Les Conquérants*, Malraux n'a cessé d'occuper l'actualité. En 1933, l'attribution du Goncourt à *La Condition Humaine* consacrait un succès dû à la fois aux prestiges de l'évocation romanesque et à l'attraction exercée sur les esprits par une carrière tumultueuse; trois cent mille exemplaires se vendirent en quelques mois. Nouveau coup d'éclat en 1936 : Malraux participait à la guerre d'Espagne dans les rangs des Brigades Internationales, organisait l'escadrille « Espana », commandait l'aviation républicaine à la bataille de Medellin, était blessé. *L'Espoir* (film et roman) évoque les luttes des républicains. La Libération lui valait une illustration nou-



velle : arrêté par les nazis, puis libéré par les F.F.I., il conduisit la brigade de volontaires *Alsace-Lorraine* jusqu'à Nuremberg.

A partir de cette date, Malraux devenait un personnage officiel : attaché culturel au cabinet de Gaulle, puis ministre de l'Information (assisté de Jacques Chaban-Delmas et Raymond Aron) du 22 novembre 1945 au 22 janvier 1946. Membre du Comité directeur du R.P.F. et délégué national à la propagande de ce parti de 1947 à 1952, Malraux feignit un temps de s'être, comme le général, retiré de l'action politique : il avait refusé de se présenter aux élections de 1951, il ne parlait plus en public que de loin en loin pour une conférence de presse à grand spectacle, il se consacrait aux luxueux volumes d'une philosophie de l'art.

*Ecce homo !* D'un coup, Malraux réapparaisait. Ministre « du Verbe et du Geste » (*Le Monde*, 3 juin 1958), il était salué par les gaullistes libéraux, qu'il déconcertait et fascinait en d'étranges allocutions.

Sa première conférence de presse (24 juin) surprit. Formules abruptes, aphorismes sans appel, emportements, élans lyriques, métaphores elliptiques, se succédaient sur un rythme haletant. Le visage couturé de tics, les mains fébriles, la mèche en bataille, la parole volubile, Malraux traita globalement cent soixante-dix questions écrites et une vingtaine de questions orales concernant tous les grands problèmes politiques d'actualité... en quarante minutes. Il passa des Aurès à Valmy, lança comme des boules de feu : Quatre-vingt-neuf, Louis XIV, Nasser, les Croisades, Mao Tsé-toung, Bonaparte, jongla avec la fraternisation, l'espoir, la République, la plus moderne gare de triage, les maisons ouvrières de Suisse et de Hollande. Etonnante chevauchée verbale, frémissante et saccadée, foisonnement de symboles, d'idées, de mythes jetés au hasard : plus d'un auditeur, comme Gide jadis, s'essouffla à le suivre.

Mais les intellectuels gaullistes étaient satisfaits. Pierre Vianson-Ponté, dans *Le Monde*, mesurait « l'abîme qui sépare une conférence traditionnelle des discours inspirés ». Etienne Borne, dans *Forces Nouvelles*, s'abandonnait sous le charme d'une « magie esthétique » à la vertigineuse fascination des « prestiges obscurs de l'équivoque » : « Le général de Gaulle et M. André Malraux sont deux belles figures, l'une de l'action, l'autre de la pensée. Le général de Gaulle agit comme M. André Malraux pense, et M. André Malraux pense comme

le général agit... Le général de Gaulle et M. André Malraux nous proposent la représentation d'une sorte de rêve éveillé.

Quant à M. François Mauriac, il se demanda, dans le *Figaro Littéraire*, ce qui, chez Malraux, pouvait bien séduire de Gaulle et il conclut que ce goût était probablement un grain de folie : « Que Malraux, tel qu'il est, plaise à de Gaulle, c'est le signe qu'il subsiste dans ce grand homme, comme dans tout génie, une part un peu folle et qui nous le fait aimer. »

Ne cherchons pas trop à harmoniser ce concert de louanges : si M. Malraux est le brin de folie du général et si le général agit comme pense M. Malraux, selon une formule chère à Malraux « ça nous mènerait assez loin, comme vous voyez... »



« Le réel qui décline s'allie aux mythes »

*La Tentation de l'Occident.*

Mais la présence de Malraux au gouvernement du 1<sup>er</sup> juin revêtait une signification plus profonde : son rôle n'était pas seulement d'amuser la galerie.

En son fondement, le régime instauré après le 1<sup>er</sup> juin résulte de la dégradation du système capitaliste. Il a pour but d'en assurer la prolongation, notamment de défendre les restes de l'empire colonial et de freiner la lutte du prolétariat révolutionnaire pour le pouvoir. Le changement de régime traduit l'impuissance de la classe dirigeante et de ses partis classiques à maintenir sa domination dans le cadre du libéralisme. Il porte en lui la possibilité du fascisme.

Mais les contradictions mêmes dont l'aggravation a provoqué ce changement empêchent le régime autoritaire de se présenter à visage découvert. Le régime autoritaire est trop fragile pour pouvoir révéler sa nature. Il ne peut dire que son but est de prolonger l'ordre ancien et, pour ce faire, de concentrer plus encore tout le pouvoir dans les mains d'une classe qui est la minorité, de poursuivre une politique colonialiste. Il lui faut faire illusion, mystifier.

La création et la propagation des mythes sont dans la logique de tous les fascismes. Le fascisme hitlérien n'a pas dit au peuple allemand : « Nous aiderons Krupp, Thyssen et l'I.G.-Farben à maintenir leurs positions dans la société allemande et dans le monde. » Mais : « Aidez-nous à faire

trionpher les valeurs du sol, du sang, de la nation.» A la suite de la défaite du national-socialisme allemand, du fascisme mussolinien et des régimes similaires instaurés en Europe avant 1945, et en raison du souvenir qu'ils ont laissé dans la conscience des peuples, une entreprise de restauration fasciste nécessite, plus encore que par le passé, le recours aux mythes.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre le double appel à de Gaulle et à Malraux. Le 18 juin devait couvrir le 13 mai. Le mythe gaulliste était vulnérable pourtant : les élections avaient prouvé que le « rassemblement » pouvait s'effondrer jusqu'à moins de 5 % des voix. La légende de Malraux allait renforcer le prestige de De Gaulle.

Quand, après l'entrée de Soustelle au ministère, Malraux fut en fait dépossédé du portefeuille de l'Information, on fit écrire qu'il était chargé du « rayonnement », du « prestige ». C'était, à la vérité, une interprétation très large du décret du *Journal Officiel*, qui définissait sa fonction en ces termes : « Connaît toutes les affaires qui lui sont confiées par le Président du Conseil... il peut être chargé par délégation personnelle et directe du Président du Conseil de la réalisation de divers projets ». Mais, dans un régime où l'autorité du chef doit venir non des arguments, mais d'un irrationnel « prestige » défini dans *Le Fil de l'Épée*, comme un « magnétisme de confiance et même d'illusion », la charge de Malraux au ministère, c'était bien de faire rayonner le gaullisme, de réhausser l'auréole du général par l'éclat de son hagiographie personnelle.



« On ne remue pas les foules autrement que par des sentiments élémentaires, de violentes images, de brutales invocations. » Dans la même période où le jeune de Gaulle fasciné par le succès de « tel dictateur sorti de rien sinon de son audace » érigeait le pouvoir de la parole en moyen de gouvernement, André Malraux rêvait, dans son premier grand roman, sur la puissance conquérante de ce qui deviendra « l'action psychologique ». Aujourd'hui, comme l'écrit Malraux dans la postface des *Conquérants* : « La propagande a fait du chemin depuis Garine »<sup>1</sup>. Déjà lors de son premier passage au ministère de l'Information, en 1945, Malraux formait le vaste projet d'une propagande utilisant tous les moyens modernes de sensibilisation des masses, car « l'on

1. *Pléiade*, p. 164.

conteste un article de journal, mais non une image ou un son »<sup>2</sup>.

Cette propagande émotive a besoin d'un système de symboles générateurs d'états d'âmes, de la magie du verbe et du geste. Jean Amrouche et d'autres s'empressèrent de l'écrire : nous sommes gouvernés par des stylistes. De Gaulle, dans ses *Mémoires* et ses discours, sculpte le marbre de sa statue, Malraux a le souffle épique. Tacite et Nietzsche conjuguent leurs éloquences en un duo, où le mythe veut signifier à la fois la grandeur apollonienne et l'enthousiasme dionysiaque.

Il y a quelques années, dans un grand article « inspiré », publié dans l'hebdomadaire *Paris-Match* (19 au 26 juin 1954), Jean Farran écrivait sous le titre « La grande aventure d'André Malraux » : « Un mot l'a conduit vers de Gaulle : grandeur... Il devint le Barrès de cet homme qui est entré en religion... Comment pourrait-il en parler ? On ne parle pas d'un prêtre... » Tout au plus l'auteur des *Voix du Silence* se borne-t-il à cette formule magique pour définir le général « hors de toute psychologie... » : « Ce n'est pas un Renoir, c'est un Cézanne ». « Phrase fulgurante, commente Farran. Bien à la mesure de Malraux dont la parole change tout en or. »

Mais au-delà de cette collusion des prestiges, la présence de Malraux auprès de De Gaulle veut avoir valeur de garantie. Un gouvernement de stylistes, n'est-ce pas la représentation directe des intellectuels au pouvoir ? Dans un ministère qui s'appuie sur les forces les plus ouvertement fascistes, qui a été créé grâce au soulèvement des ennemis des « chers professeurs » et où, pour la première fois depuis Louis-Philippe, les leviers de commandes sont détenus directement par les administrateurs des grandes banques, il importe de rassurer les intellectuels et les libéraux. A peine à son poste Malraux supprimait la censure, le professeur Morazé parlait à la radio et à la télévision (pour peu de temps, il est vrai). Despotisme peut-être, mais despotisme éclairé. Sans doute les illusions devaient rapidement s'éteindre : le 8 juillet Soustelle prenait l'Information, occupait la Radio-Télévision, contrôlait la presse et le cinéma. Mais les libéraux faisaient confiance, continuant à céder aux « prestiges obscurs de l'équivoque ».

Car l'ambiguïté a été la ruse suprême du ministère gaulliste avant le référendum. Le général a écrit : « Le prestige

2. Pléiade, p. 149.

ne peut aller sans mystère, car on révère peu ce que l'on connaît trop bien... Il faut donc que, dans les projets, la manière, les mouvements de l'esprit, un élément demeure que les autres ne puissent saisir et qui les intrigue, les émeuve, les tienne en haleine... » (*Le Fil de l'Épée*). Que veut faire le général ? Quelle est sa position sur le problème algérien ? Condamne-t-il ou approuve-t-il les hommes du 13 mai ? L'ambiguïté ne lui est pas imposée seulement par ses théories sur le parfait chef d'État : elle résulte d'un équilibrisme subtil pour satisfaire à la fois les ultras et les libéraux, Alger et Paris, Massu et Mauriac.

Malraux va accentuer l'ambiguïté. Mauriac ne l'a-t-il pas compris, qui écrivait dans l'article cité du *Figaro Littéraire* : « Peut-être Malraux, venu de la gauche extrême, ancien combattant des brigades internationales, est-il délégué auprès de Charles de Gaulle pour lui rappeler ce visage de la France révolutionnaire ? »

Malraux ministre, c'est une tentative pour annexer aux mythes gaullistes le souvenir de la Chine révolutionnaire, la défense de Dimitrov et Thaelmann, la gloire des Brigades d'Espagne; Malraux doit, aux hommes de gauche, faire oublier Soustelle et Massu. Il doit faire oublier que de Gaulle est intervenu contre la Révolution soviétique sous les ordres de Weygand. Lui, le non-conformiste, l'antibourgeois, doit faire oublier que Rothschild, Mirabeau et quelques autres représentants de la plus haute bourgeoisie dirigent le gouvernement. L'auteur de *L'Espoir* doit faire oublier l'approbation de Franco...

Malraux est destiné, par sa présence et son verbe, à expliciter dans un sens rassurant les silences du général; il est l'un des reflets de son âme secrète; l'une de ses étoiles; il doit rendre possibles les exégèses de Jean Amrouche, Etienne Borne ou François Mauriac.



« La vie de Malraux n'a pas fini d'étonner. »

Georges Pompidou.

Malraux a été considéré, avant la guerre, comme un homme de gauche. Plusieurs de ses romans, surtout *La Condition Humaine*, furent des tests de la conscience antifasciste internationale.

Le style même de ses récits, pathétiques et pittoresques, leur caractère de documentaires romancés en firent des témoignages sur la misère et la lutte des peuples. Découvrant un monde de violence et de désordre, ils laissaient percevoir la protestation des foules humaines, vouées à la faim et l'humiliation. L'univers romanesque de Malraux n'est pas un monde de la demi-mesure. C'est le règne du paroxysme; des situations-limites; le meurtre terroriste et l'érotisme sadique. A le lire on est saisi à la gorge par une espèce d'étrangeté de l'atroce, d'obsession de la violence, de la torture et de la mort. Aujourd'hui, les Européens ont vécu la tragique expérience du monde concentrationnaire, des tortures, des fusillades. En décrivant le supplice de Klein dans *Les Conquérants*, la flagellation des prisonniers de la Gestapo dans *Le Temps du Mépris*, Malraux faisait éclater le scandale, ouvrait la conscience des intellectuels sur un monde de conflits sanglants. Après l'avoir lu, les intellectuels ne pouvaient plus, sans mauvaise foi, se confiner dans un confortable abstentionnisme. Ainsi Malraux a-t-il posé, pour beaucoup d'intellectuels, le problème du rapport de la pensée et de l'action et a-t-il pu contribuer à l'engagement positif de nombre d'entre eux.

Aux jeunes surtout, même à ceux qui combattaient ses idées, Malraux est apparu comme un champion de la vie héroïque, comme celui qui, à l'instar de Nietzsche, dénonçait la pusillanimité des médiocres et l'aridité livresque d'une culture trop abstraite. Aujourd'hui encore Malraux est presque constamment présenté — y compris dans les ouvrages scolaires utilisés dans nos lycées — comme l'aventurier qui a vécu ses romans.<sup>3</sup>

3. René Lalou (*Histoire de la littérature française contemporaine*, T. II, p. 471) : « Cette fière attitude de combattant, ils (les jeunes) l'opposaient à la noblesse des écrivains de l'après-guerre, demeurés pour la plupart des amuseurs et des parasites du désordre. Ils aimaient que Malraux n'eût point admis le divorce entre le rêve et l'action, que ce romancier de l'aventure ne fût point un aventurier en chambre... Sa vie apporte une sorte de garantie à son œuvre... »

Gaëtan Picon, qui se présente avec la caution officielle de Malraux, développe le même thème (*Malraux par lui-même*, p. 7-19) : « Il tire son œuvre de sa vie... la rencontre d'un homme et d'un destin réel... Écrit-il *les Conquérants* et *la Condition Humaine*, c'est pour avoir participé aux mouvements révolutionnaires qui tentent de donner une forme nouvelle à l'Asie... C'est la rencontre de Malraux et de l'Histoire qui devient l'histoire de Malraux. Raison majeure de son prestige, pour une génération où les destins personnels se confondent si souvent avec le destin collectif... »

Georges Pompidou, commentateur des *Pages choisies* de Malraux (publiées par Hachette dans la collection des « Classiques illustrés Vau-bourdolle ») constate *in limine* : « Tout d'abord, ce qui frappe, c'est le parallélisme de l'œuvre et de la vie » (p. 5).

Peut-être les historiens de demain s'étonneront-ils de la crédulité des contemporains de Malraux ? Les informations que l'on possède sur sa biographie sont confuses et contradictoires. En 1923, à vingt-deux ans, il part, avec sa femme, prospecter les confins du Siam et du Cambodge : quelle furent au juste ses activités archéologiques ?<sup>4</sup>

Au volume 6 du *Manuel des études littéraires françaises* publié, chez la même éditeur, par MM. Castex et Surer, on lit cette affirmation : « La carrière aventureuse de Malraux inspire directement son œuvre romanesque. » (P. 95).

Quant au Malraux à l'usage du « grand public », Jean Farran le compare à Byron et le présente en ces termes dans l'article cité de *Paris-Match* : « Dernier grand romantique, il a vécu ses romans ».

4. Sans doute la confusion est-elle volontaire. Ainsi Claude Mauriac, biographe de Malraux, écrit : « S'il est peu de biographies contemporaines qui intéressent à ce point, il n'en est aucune qui, en dépit de tant de curiosité, laisse subsister de si larges zones d'ombre. Certains chapitres de l'existence d'André Malraux, et non des moindres, demeurent mystérieux sans qu'il ait jamais rien fait, même lorsqu'on l'interroge de façon pressante, pour les éclairer. »

Parmi ces chapitres mystérieux, Claude Mauriac cite l'épisode indo-chinois de 1923. Il écrit : « Ce fut en 1923 qu'il partit en mission pour l'Indochine avec sa première femme, Clara. Il s'agissait pour lui de prospecter, le long de « la voie royale » du Cambodge, des temples khmers dont on connaissait vaguement, et dont on n'avait point encore inventorié les richesses. Le Musée Guimet fut *peut-être* à l'origine de ce voyage. Nous disons *peut-être* parce que même cela, qu'il devrait pourtant être facile de vérifier, a été contesté. Ce qui est sûr, c'est que le jeune André Malraux était officiellement mandaté et qu'il y eut un malentendu sur l'objet exact de sa mission. »

Puis il poursuit : « Le ménage Malraux s'enfonça à cheval dans la forêt cambodgienne. Il fallait s'y ouvrir un dur chemin à coups de hachettes. Parmi tant de difficultés et de dangers, les fièvres n'étaient pas les moindres. Conduits par des indigènes, des chariots attelés de bœufs suivaient tant bien que mal. André Malraux trouva les temples; il trouva les statues khmères; il fit plus et sans doute trop; il se crut autorisé à un charger un certain nombre sur ses charrettes. Or, ces trésors, bien que non dénombrés et à peine connus, se trouvaient en territoire classé. L'Administration coloniale intervint, confisqua les objets et attaqua l'imprudent archéologue (...) Un non-lieu fut prononcé. »

Confrontons avec la réalité. Elle est tout autre.

D'abord la « forêt cambodgienne » et ses « dangers »; dans une note rédigée à la suite de l'article de Claude Mauriac, M. A. Jodin, Président de Cour d'Appel honoraire, ancien président du tribunal de Pnom-Penh, qui séjourna au Cambodge et eut à connaître, dans le détail, les faits décrits, s'étonne en ces termes : « Cette image de roman d'aventure (...), écrit-il, ne répond pas à la réalité (...) Dans la région sablonneuse du groupe d'Angkor, il n'y a guère de paludisme; les arbres de la « forêt cambodgienne » sont clairsemés. Et j'ai personnellement fait le même trajet sans « difficultés » ni « dangers ». Ce trajet est d'ailleurs très court; débarqué du courrier fluvial venant de Saïgon, à Sien Reap, situé à proximité des ruines, Malraux n'avait qu'un nombre restreint de kilomètres à franchir, pour parvenir au temple de Bantéai-Srey (...) »

En réalité, Claude Mauriac a gardé en mémoire « La voie royale » qui sera une transposition romanesque de cette « expédition », une sublimation des faits réels...

Quant au reste, les faits sont parfaitement connus. Il ne subsiste aucune « zone d'ombre »; Claude Mauriac dit le contraire de la vérité lorsqu'il écrit

Jusqu'en 1927, quel itinéraire exact suivit-il dans les pays d'Extrême-Orient ? Sur le plan politique, quelles relations entretint-il avec le mouvement révolutionnaire annamite ? A-t-il appartenu à l'état-major de Borodine ? Quel rôle a-t-il joué auprès du Kuo-Min-Tang ? Fut-il « une sorte de haut-commissaire à la propagande révolutionnaire dans les provinces de Kouang-Si et de Kouang-Toung » ? Dans quelle mesure ce que l'auteur des *Conquérants* dit de l'impossibilité pour Garine de trouver sa place entre les communistes et Chang Kaï-shek peut-il s'appliquer à l'activité politique de Malraux lui-même ? Cette lueur de légende qui, depuis les années trente, s'attache à la vie de Malraux pourrait bien n'être qu'un halo de mystère, dont Malraux serait plus ou moins complice.

Et quelle réalité recouvre cette expédition aérienne menée, paraît-il, avec Corniglion-Molinier au-dessus de la capitale de la reine de Saba ? Comment juger l'engagement de Malraux dans les Brigades Internationales ? Quelle fut son activité précise dans l'organisation de la Résistance ? Que croire de cette histoire mentionnée par certaines biographies, selon laquelle, pris dans une embuscade en août 1944, il aurait *par jeu* parlé ?

Dans une thèse récente intitulée *André Malraux and the tragic imagination*<sup>5</sup>, W. H. Frohock, professeur de littérature française à l'Université de Columbia soumet la légende de Malraux à une critique serrée. La jungle terrifiante où se débattent les héros de *La Voie Royale* n'aurait été qu'une région depuis longtemps « pacifiée » et habitée par les blancs. L'action des *Conquérants* se déroule à Canton du 25 juin au 18 août 1925. Or, à cette époque, Malraux se serait trouvé à Saïgon où il dirigeait le journal nationaliste *L'Indochine*. Selon Frohock, Malraux n'aurait donc pas vécu les luttes décrites dans le roman, mais aurait appris les événements, à des milliers de kilomètres de distance, par le canal des services de propagande ; son « imagination tragique » aurait fait le reste. Quant à la *Condition Humaine*, il est vrai qu'elle présente des descriptions qui pourraient correspondre à la plupart des grandes villes chinoises du type de Shangaï. Mais

---

(et lorsque Malraux laisse écrire) qu'« un non-lieu fut prononcé ». Alors que toute l'affaire figure — ô ironie du sort — dans le *Recueil général de Jurisprudence, doctrine et législation coloniales et maritimes* publié, sous le haut patronage du Ministère des Colonies, par M. Penant — volume 24, pages 197 à 210 ; ouvrage qui figure dans toutes les bonnes bibliothèques...

5. Stanford University Press.



surtout Frohock relève plusieurs inexactitudes historiques graves. Par exemple, les débuts de l'insurrection n'auraient pas été marqués par la lutte sanglante que décrit le roman; mais les masses ouvrières dirigées par Chou En-laï se seraient emparées de la ville presque sans combat. Selon le professeur américain, Malraux n'aurait pas assisté aux événements de Shangai, où il ne serait allé que quatre ans après l'insurrection, et son nom ne figurerait sur aucune liste du Kuo-Min-Tang.

Rien d'étonnant si plusieurs commentateurs malruxiens, comme Pierre de Boisdeffre ou même Pompidou, prennent des précautions pour parler de l'adéquation entre la biographie réelle de Malraux et ses romans. René Lalou demande « que notre imagination accepte de se voir laisser la même marge de liberté qu'il réservait à la sienne ». Aussi bien ne veut-on pas engager un débat sur ce terrain où le fictif dérobe le réel. On admettra, comme Malraux lui-même dans *Les Voix du Silence*, que « la biographie d'un artiste, c'est sa biographie d'artiste, l'histoire de sa faculté transformatrice ». En revanche, on demandera simplement, jusqu'à plus ample informé, que l'on cesse de juger et de faire juger Malraux à la jeunesse en fonction d'une biographie peut-être frelatée; que l'on s'efforce essentiellement de chercher le sens de son œuvre romanesque elle-même et de définir la conception de l'homme et de la vie qu'elle exprime.



« Nous sommes entrés dans l'irrationnel »  
Malraux, *Gazette de Lausanne*.

« Tous souffrent, et chacun souffre parce qu'il pense. Tout au fond, l'esprit ne pense l'homme que dans l'éternel, et la conscience de la vie ne peut être qu'angoisse. » Cette phrase de Gisors dans *La Condition Humaine*, tous les personnages de Malraux la disent sous des formes diverses. Singulière conception que celle qui place la source de la souffrance humaine dans la conscience que les hommes ont des condi-

tions de leur vie. Déjà, dans *Les Conquérants*, Garine résorbait en quelque sorte la misère sociale des hommes dans la généralité abstraite d'une misère métaphysique : « J'éprouvais — mais très fortement — le sentiment de la vanité de toute vie, d'une humanité menée par des forces obscures... L'impression d'absurdité que me donnait l'ordre social s'est peu à peu étendue à presque tout ce qui est humain... » Nous lisons dans *L'Espoir* : « Pour un homme qui pense, la révolution est tragique. Mais pour un tel homme, la vie aussi est tragique. »

Ces remarques indiquent à la fois la source réelle du pessimisme malruzien, le reflet fantastique qu'en donne son œuvre.

Le point de départ de ce pessimisme est la conscience d'une décadence. Quand Malraux atteignit vingt ans, cela faisait une trentaine d'années qu'avait commencé le pourrissement du système capitaliste. Après la secousse de 1905, deux grands événements rendirent manifeste cette décrépitude : la guerre mondiale et la révolution bolchévique. La mort de millions d'hommes dans les tranchées de boue, de vermine et de nuit a fait éclater la folie d'un monde de contradictions et d'instincts cruels. Du coup, un grand remue-ménage bouleversait l'univers des idées : car ces antinomies sordides s'étaient enveloppées du voile des grands mots. Et toutes les valeurs de la pensée bourgeoise, déjà ébranlées par l'absurde hécatombe, étaient remises en cause par le succès d'Octobre. Dorénavant, aucun intellectuel ne pourrait plus se déterminer que par rapport à ce phénomène capital du XX<sup>e</sup> siècle : la suppression définitive du capitalisme sur un sixième du globe et son remplacement par un régime où le prolétariat possède les moyens de production et détient le pouvoir. « Le temps du monde fini commence », écrivait Paul Valéry. L'entre-deux-guerres était le début d'une période bouleversante : un entre-deux-mondes.

Quelques-uns (parmi les plus grands) répondaient déjà oui à l'avenir qui se dessinait, beaucoup n'entendaient pas l'appel ou lui résistaient. Tous avaient le sentiment aigu d'une accélération des changements, d'une instabilité fondamentale.

Dans cette modification un trait dominait : le développement de la concentration industrielle, l'entrechoquement de quelque soixante millions d'hommes sur les champs de bataille, l'intervention directe du peuple dans la révolution soviétique et la répercussion de cet ébranlement parmi les

populations d'Europe et d'Asie, autant de réalités qui faisaient s'accroître chaque jour l'importance de l'action des masses.

En politique, ce changement remettait en question le libéralisme parlementaire au moyen duquel le capitalisme avait, jusqu'en 1914, gouverné. Pour prolonger son existence, le régime devait capter à son profit le mouvement des masses : telle est la signification des idéologies fascistes. En France, les conditions et les traditions réduisaient l'ampleur de ce mouvement vers la dictature. Mais, à côté de ceux qui pensaient pouvoir endiguer la poussée derrière la ligne Maginot de leur conservatisme, s'augmentait le nombre des partisans d'une politique autoritaire d'entraînement et d'encadrement des masses.

Parmi les intellectuels, ceux qui ne voyaient pas d'issue parce qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient prolonger dans l'avenir la courbe commencée, confondaient la crise du régime avec un crépuscule des dieux où toute culture s'éclairait d'un jour tragique de fin du monde. Après l'explosion de révolte qui a suivi la guerre, leur inquiétude devant le déclin de la société capitaliste se traduisit par l'obsession d'autres civilisations, la fuite hors d'Europe ou hors du réel, une interrogation angoissée sur le rapport entre les intellectuels et les masses.

Malraux n'exprime-t-il pas, dans ses premiers essais, cette inquiétude ? Il interroge : « A quel destin est donc vouée cette jeunesse violente, merveilleusement armée contre elle-même, et délivrée de la basse vanité de nommer grandeur la vanité d'une vie à laquelle elle ne sait pas se lier ? » (*D'une jeunesse européenne*, 1927).

Même désarroi et même rupture avec le passé européen dans la dernière page de *La Tentation de l'Occident* (1926) : « Il n'est pas d'idéal auquel nous puissions nous sacrifier, car de tous nous connaissons les mensonges, nous qui ne savons point ce qu'est la vérité... Patrie, justice, grandeur, vérité, laquelle de ces statues ne porte de telles traces de mains humaines qu'elle ne soulève en nous la même ironie triste que les vieux visages, autrefois aimés ? Comprendre ne permet point toutes les démenes. Et, cependant, quels sacrifices, quels héroïsmes injustifiés dorment en nous... Europe, grand cimetière où ne dorment que des conquérants morts et dont la tristesse devient plus profonde en se parant de leurs noms illustres, tu ne laisses autour de moi qu'un horizon nu et le

miroir qu'apporte le désespoir, vieux maître de la solitude... »

Au cœur de cet essai, une critique de la civilisation européenne aboutit au nihilisme. L'Européen a d'abord détruit la religion chrétienne. Malraux ne revient sur cet athéisme que pour affirmer : « Certes, il est une foi, plus haute, celle que proposent les croix des villages, et ces mêmes croix qui dominent nos morts. Elle est amour, et l'apaisement est en elle. Je ne l'accepterai jamais, je ne m'abaisserai pas à lui demander l'apaisement auquel ma faiblesse m'appelle. »

L'héritage chrétien rejeté, l'Européen a érigé l'homme en suprême valeur. Mais cet humanisme, à son tour, est détruit par l'irruption des forces obscures : l'intelligence humaine découvre que l'homme n'est rien face à la mort, cet immense inconscient. Le Chinois Ling écrit à son correspondant : « La réalité absolue a été pour vous Dieu, puis l'homme, mais *l'homme est mort*, après Dieu, et vous cherchez avec angoisse celui à qui vous pourriez confier son étrange héritage. Vos petits essais de structure pour des nihilismes modérés ne me semblent pas destinés à une longue existence... La conscience totale du monde est : mort, et vous l'avez bien compris. Mais la conscience que vous en prenez est ordonnée, et, par conséquent, esprit. Pauvre appui... »

Condamnant à la fois le christianisme, le nationalisme, et tout ce qu'a engendré l'humanisme européen, Malraux exprime l'énergie sans emploi d'une jeunesse sans idéal.

On nous dira : cette attitude n'est pas neuve. *Zarathustra* fut écrit entre 1883 et 1885 : même pessimisme agressif et altier, même négation des anciens idéaux. Il est vrai. Et la critique nietzschienne est certainement l'une des principales composantes de la pensée du jeune Malraux. Cette constatation nous conduit à remarquer deux faits corrélatifs : une carence et une continuité.

Une carence. La génération qui eut vingt ans vers 1850, celle de Taine et de Renan, avait su, en produisant les idées philosophiques et politiques utiles à la bourgeoisie ascendante, se faire investir, sous la République, d'un véritable pouvoir spirituel. La génération suivante, avait su, quoique avec un moindre éclat, fournir à la bourgeoisie de France et d'Europe, avec Bergson, une philosophie, avec Barrès, une politique. La génération à laquelle appartient Malraux est impuissante à produire une idéologie indépendante. Loin de tirer d'elle-même ses grands producteurs d'idées, elle vit

presque entièrement sur des réserves, sur l'apport des générations précédentes. Alors qu'il y a un monde à construire, son idéologie est une idéologie d'épigones, qui se réfère constamment à Barrès, Bergson, Georges Sorel, Unanimo, Nietzsche, et en deçà de Nietzsche, à Kierkegaard — en deçà de Kierkegaard, à Pascal. Malraux n'échappe pas à cette limite : et pas plus aujourd'hui, avec *Les Voix du Silence*, que dans les années vingt, avec *La Tentation de l'Occident*.

Une continuité. Car, si Malraux — comme les contemporains qui partagent son pessimisme — rejette la culture européenne qui l'a précédé, il ne procède pourtant pas à une rupture avec *tout* le passé. Il reste cette province de la pensée bourgeoise, avec laquelle il ne coupe jamais les ponts, à laquelle, au contraire, il remonte pour y puiser ses idées-mères : les cimes en sont Nietzsche et Kierkegaard. Toutes ces pensées sont des pensées *contre*. La philosophie de Nietzsche est une réaction irrationaliste et individualiste contre la montée de la démocratie et du socialisme, contre une forme de rationalisme incapable de répondre aux besoins de l'expansion impérialiste et à l'évolution accélérée de la connaissance. Cinquante ans plus tôt, la philosophie de Kierkegaard a opposé la tragique irrationalité de l'existence humaine individuelle à l'édifice rationnel de l'idéalisme hégélien. Plus loin encore, Pascal fut un anti-Descartes.

Pourquoi le retour à l'irrationalisme ? Une société perd à tel point sa nécessité, son caractère rationnel qu'elle doit être abolie. A cette réalité mouvante a commencé à se substituer une réalité neuve et viable. Comme l'écrit Engels dans l'étude sur *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* : « Tout ce qui est réel dans le domaine de l'histoire humaine devient, avec le temps, irrationnel, est donc déjà, par destination, irrationnel, entaché d'avance d'irrationalité, et tout ce qui est rationnel dans la tête des hommes est destiné à devenir réel, aussi en contradiction que cela puisse être avec la réalité apparemment existante. »

Aucune forme de vie humaine n'est définitive. Cette vérité s'impose comme une évidence dans la période qui suit 1917. Les rationalistes en tirent la conclusion d'un progrès incessant de l'humanité. Ceux qui, ne pouvant plus nier que la forme de vie actuelle a perdu son droit à l'existence, ne veulent pourtant pas admettre qu'une forme supérieure doit logiquement la remplacer, ceux-là dénie toute rationalité à quelque forme que ce soit, y compris aux formes de l'avenir.

La généralisation métaphysique de l'irrationalisme à tout le réel et à tout le possible signifie la négation du progrès. Elle est le fond de la pensée post-nietzschienne et post-kierkegaardienne, dont les ouvrages de Malraux expriment les thèmes comme les obsédants leit-motifs d'une mélodie funèbre qui étend sa mélancolie tragique d'un visage du monde au monde tout entier.

(A suivre)

Pierre JUQUIN.

*Si vous aviez acheté*

les trois derniers numéros de

## **FRANCE NOUVELLE**

*vous auriez lu :*

François BILLOUX : L'anticommunisme est une infirmité bourgeoise, n° 702.

Marcel SERVIN : Réflexions sur les entretiens Bevan-Nenni-Mendès-France, n° 703.

Fernand NICOLON : Les « nouvelles couches moyennes » en France, n° 702.

Henri CLAUDE : Les dessous de l'axe Bonn-Paris, n° 704.

et les éditoriaux de Maurice KRIEGEL-VALRIMONT.

« NOUS VOUS DEMANDONS DE NOUS JUGER  
SUR NOS ACTES, RIEN DE PLUS, RIEN DE MOINS. »

A. MALRAUX,

Conférence de Presse du 4 juillet 1958.

LES PAROLES

24 juin 1958 : « Je suis convaincu que lorsqu'on crie « Algérie Française », nous nous trouvons en face d'un immense mouvement historique, le plus important sans doute avec la résurrection de la Chine. »

« Le gouvernement projette de transformer radicalement l'un des départements d'Algérie et d'en faire un département épreuve, un test... il ne s'agit pas d'une utopie : nous voulons entreprendre, toutes proportions gardées, ce qu'entreprirent les Etats-Unis dans la vallée du Tennessee... »

« Cette mise en valeur du Sahara permettra... d'associer à cette tentative, dans des proportions variables, le Maroc et la Tunisie. »

LES ACTES

*Après 9 mois de « fraternisation » l'armée a eu la plus grande peine à trouver des candidats musulmans pour l'« Algérie Française ». « Nous avons dû déplacer un million de personnes. » (H. De-  
louvrier, Délégué général.)*

*Le département-test n'a jamais vu le jour. Le plan de Constantine est toujours en discussion...*

*La « mise en valeur » du Sahara s'effectue non pas en association avec le Maroc et la Tunisie, mais en association avec la Standard Oil des pétroles... et les sociétés financières ouest-allemandes.*

« Aucun acte de torture ne s'est produit, à ma connaissance ni à la vôtre, depuis la venue à Alger du général de Gaulle. Il ne doit plus s'en produire désormais. Au nom du gouvernement j'invite ici les trois écrivains français auxquels le prix Nobel a donné une autorité particulière, et qui ont déjà étudié ces problèmes, à former une commission qui partira pour l'Algérie... »

« Faut-il différer la prise de position de la France en faveur d'un désarmement réel et contrôlé ? En octobre le peuple décidera librement et souverainement. »

14 juillet 1958 : « Devant notre plan de liquidation de l'analphabétisme qui évoque celui de la Chine, et dont nul Etat arabe ne propose un équivalent, devant la fraternisation entre les musulmans et les jeunes soldats du contingent, devant la libération des femmes faite avec nous, l'égalité des droits proclamée par nous, la création des secteurs-témoins qui en un an feront passer leurs premiers villages du Moyen-Age au XX<sup>e</sup> siècle, les élections préparées malgré tant d'obstacles, le combat de la France redevient, une fois de plus celui de l'Occident — qui ne s'y méprend pas.

Et lorsque, la paix conquise, les derniers soldats du contingent passeront devant la statue de la République, peut-être, sur la face dou loureuse de Dien-Bien-Phu, retrouveront-ils le sourire que connurent les soldats de Fleurus. »

*La commission des « Prix Nobel » n'a jamais été constituée.*

*Un memorandum adressé au Président de Gaulle montrant la continuité de l'emploi de la torture et son extension en métropole a été saisi.*

*Le 18 mars 1959 une assemblée « Pour la fin des tortures et des atteintes aux droits et libertés individuels en Algérie et en France » a été interdite.*

*Henri Alleg va être jugé ; le gouvernement a placé à ses côtés l'ombre de Maurice Audin que l'on se propose de condamner par contumace.*

*Le gouvernement français s'oppose à l'arrêt contrôlé des explosions nucléaires et s'insère dans la course aux armements en décidant de faire construire une bombe A.*

*Neuf mois plus tard, la guerre d'Algérie continue, plus meurtrière. Les lampions de la fraternisation sont éteints. Les « élections » n'ont pas comblé le « vide » politique. Pas plus de secteurs-témoins que de département-pilote...*

*Les « derniers soldats du contingent » ne sont pas sur le point de passer devant « la statue de la République »... De Gaulle ne parle plus de « dernier quart d'heure », mais de « génération » entière. Le général Challe assure que « l'armée n'embarquera pas avant longtemps ».*



« Notre peuple nous jugera sur nos actes... En France d'abord sur la construction. Car il n'est pas tolérable que le peuple qui éleva les cathédrales reste l'un des plus mal logés d'Europe... Lorsque le ministre de la construction montrera au pays les rues nouvelles, soyons certains que le pays le comprendra... »

« Vieux peuple de France, séculièrement divisé, comme il est temps de ne plus attendre de l'avenir tes réconciliations ! Comme il est temps de comprendre pourquoi, sur le chemin qui va de l'Arc-de-Triomphe au Rond-point de la Défense, le gouvernement veut faire une avenue Jean-Jaurès continuée par une avenue du Général-Leclerc ! »

9 avril 1959 : M. André Malraux promet des théâtres (et de la tragédie) pour tous les Français.

Dépenses militaires : 1.576 milliards.

Budget de la construction : 344 milliards.

A Paris : l'office d'H.L.M. de la Ville a reçu, en 1959, des crédits pour 874 logements, alors que 120.000 familles sont inscrites à cet office. Faute de mieux, « on ravalera les façades ». (Sudreau.)

20 avril 1959 : L'avenue qui va de l'Arc de Triomphe vers le Rond-point de la Défense porte toujours le nom d'« Avenue de la Grande Armée », prolongée par l'avenue de Neuilly et l'avenue du Général de Gaulle.

« ...Les actes, rien de plus, rien de moins... »

## RESPONSABILITÉS DES INTELLECTUELS FRANÇAIS DEVANT LE GAULLISME

Les intellectuels ne sont pas seulement les gardiens d'un patrimoine culturel. Ils n'ont pas seulement la charge d'élaborer les idées de leur époque. Ils sont encore — et peut-être avant tout — les éducateurs de la conscience sociale. « Je ne bâtis que pierres vives », disait Rabelais. Pourquoi défendre la culture, sinon pour la donner aux hommes ? Pourquoi continuer une tradition nationale si le peuple ne venait y modeler son âme ? A quoi bon des idées neuves, si ce n'est pour bâtir une vie neuve ? Ce souci s'appelle humanisme. Il traverse comme un fil rouge toute l'histoire de notre culture. La leçon en reste assez présente pour que la masse des intellectuels français conserve aujourd'hui le sens de ses responsabilités culturelles devant notre peuple.



De là à porter ces responsabilités sur un plan politique, il y a pourtant un pas que chacun n'a point franchi. Non par lâcheté. On peut assumer courageusement ses devoirs de citoyen sans vouloir donner pour autant au civisme un contenu proprement culturel. Distinguer les ordres, c'est une vieille leçon pascalienne, plus vivante qu'il ne paraît. « Sérions les plans : pas de politique dans le domaine culturel. Mais inversement, pas de raisons culturelles en politique. »

A vrai dire, les classes dominantes se retrouvent fort bien dans ce *distinguo*. Est-il meilleur moyen pour émousser le tranchant critique de la culture et pour éluder les droits de la pensée en politique ? Une culture sans conscience poli-

tique volera moins haut. Une politique sans références culturelles rampera mieux. Aussi Stendhal le notait-il déjà : parler de politique dans un roman, c'est tirer un coup de revolver dans un salon. Eluard s'étonnait encore un siècle plus tard de voir bannis si ingénieusement de la culture officielle « ces mots mystérieusement interdits » dont il avait dû lui-même réapprendre l'usage de son peuple : Liberté, Patrie, Classe, Parti — ces mots politiques...



L'intellectuel moderne peut-il cependant s'en tenir à ces interdits tacites ? Le service de l'intelligence n'implique-t-il pas l'intelligence de la politique ? Tout ce qui existe mérite d'être conçu, disait Bacon. Si indigne qu'il soit, le pouvoir le mérite. Et peut-être d'autant plus qu'il a plus d'indignité. Que les puissants craignent d'être compris, soit. Mais les intellectuels et le peuple ont-ils des raisons de partager cette peur ? La question du pouvoir est une partie de la question du bonheur. On ne peut penser celle-ci à l'échelle universelle sans rencontrer celle-là. Un des grands mérites de notre culture nationale est précisément d'avoir su assumer à chaque époque les tâches de compréhension politique impliquées par le service de l'homme. La Boétie, d'Aubigné, Bayle, Voltaire, Rousseau, Hugo, parmi tant d'autres, ont ainsi frayé à notre peuple le chemin de la conscience politique et donné une dimension nouvelle à la conscience humaine. Fermer aujourd'hui cet horizon ce serait appauvrir la conscience, rapetisser l'homme.

Et aussi mutiler la culture. Car le progrès de l'esprit a lui-même ses conditions politiques : il ne dépend pas seulement des libertés de recherche, de création, d'expression concédées par le pouvoir au chercheur ou au créateur, mais plus profondément des libertés des masses elles-mêmes. Toutes les révolutions sociales donnent à plus ou moins longue échéance de nouvelles libertés à l'esprit. Elles étendent les droits des masses, élargissent le champ de leur activité, de leur conscience, de leurs aspirations, rendent leur existence plus variée et plus pleine. En ouvrant l'éventail de l'existence humaine, elles ouvrent aussi celui de la réflexion intellectuelle et morale, de la compréhension scientifique, de la création artistique. Une culture insoucieuse des droits de l'homme se priverait elle-même de l'air dont elle vit. Elle s'étiolerait dans les salons peureux dont parlait Stendhal.

L'audience de la culture dans les masses n'est pas moins fonction de son contenu politique. La force d'une culture est d'aider à vivre. Si elle ne fait pas comprendre l'existence, si elle ne donne pas les clefs du malheur et du bonheur, les hommes l'ignoreront. Ils ne se soucient de culture que si la culture se soucie d'eux. Mais une fois encore, peut-on élucider les raisons du malheur sans entrer dans le domaine interdit ? Sans parler par exemple de la propriété et du pouvoir ? Sans prendre parti dans les luttes politiques et sociales dont les effets retentissent dans les vies les plus simples ? Une culture apolitique au siècle où le destin est politique, serait bientôt une culture morte.

L'intellectuel désireux d'assumer toutes les fonctions de l'intelligence doit accepter aussi celles de l'intelligence politique.

Cela signifie par exemple, en France, en 1959, comprendre le gaullisme. Et du même coup le refuser.



Les hommes de la culture ont la vocation de l'universel. Ils retiennent au moins de Descartes son commencement : « Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée. » Exclure un homme de la pensée serait l'exclure de l'espèce. De quel droit ?

De quel droit donc l'exclure de la pensée politique ? L'universalité du bon sens contredit les prétentions des élites au monopole du sens civique. Si tout homme peut penser, il peut penser politique. Et la culture doit précisément lui en donner l'audace.

Comment tolérer dans ces conditions le pouvoir personnel ? On ne peut vouloir élever la conscience de tous et déléguer en même temps à un seul le soin de juger et de décider des intérêts sociaux universels. Le monopole personnel de l'initiative politique repose sur l'inconscience politique des masses et tend nécessairement à l'entretenir. Au peuple de sujets dont rêvent les despotes, les plus grands intellectuels de notre histoire n'ont cessé d'opposer l'image d'un peuple de citoyens, d'un peuple conscient et pensant.

Les intellectuels en qui reste vivant « ce goût infini de la République » dont parlait Baudelaire, ne sauraient donner leur caution au gaullisme sans se renier. Un pouvoir qui restreint les droits du peuple organise l'inconscience publique.

Ceux qui ont pris le parti de la conscience ne peuvent se trouver à ses côtés.



Le simple respect de l'intelligence historique le leur interdirait d'ailleurs.

Et tout d'abord l'intelligence de la politique. Le gaulisme vulgaire est avant tout une mystique — pour les esprits délicats « un culte raisonné de la personne ».

Passons sur les aspects comiques de cette révélation. La psychologie du courtisan n'a pas vieilli. Voyez nos chambellans épier le sourcil du monarque, scruter ses intentions, interpréter ses propos, admirer ses silences (les silences surtout sont superbes !).

Passons sur la puérité des séductions invoquées. L'un est charmé par l'allure; l'autre par le format; celui-ci par le style; cet autre par l'uniforme. O prestiges de la forme ! Pourtant Montaigne nous le rappelait : « Est-il rien certain, résolu, desdaigneux, contemplatif, grave, sérieux comme l'asne ? »

Passons sur l'étrange déraison de ce fidéisme qui réduit la réflexion politique à un pari sur l'avenir. « C'est un extrême malheur, disait La Boétie, d'être sujet à un maître duquel on ne se peut jamais assurer qu'il soit bon puisqu'il est toujours en sa puissance d'être mauvais quand il voudra ».

Tenons-nous-en aux simples exigences de la pensée politique. Comment est-il encore possible aujourd'hui à un homme cultivé de caractériser le pouvoir d'Etat par la personne qui l'occupe ? Cinq siècles de réflexion politique ne nous ont-ils pas appris à déceler et à analyser derrière les apparences personnelles du pouvoir son essence sociale profonde, à définir son caractère non par la taille de celui qui l'occupe, mais par la nature des forces sociales qui le soutiennent et de l'ordre économique qu'il sanctionne et garantit ? Il n'est plus permis, intellectuellement permis, d'expliquer l'histoire au XX<sup>e</sup> siècle par la psychologie des Auguste...

La politique n'est pas un rapport de personnes mais un rapport de classes. Le jeu de celles-ci y est subordonné au jeu de celles-là.

Faute de le comprendre, l'humanité dans son enfance put déifier ses chefs, attribuer à leur personne la force qu'ils

tenaient de la société. Mais faut-il vraiment croire qu'un dieu est descendu l'an dernier sur l'Elysée ? Vouerons-nous un culte à sa statue ?



Le gaullisme poétique ne supporte guère mieux l'examen. Il s'est créé une légende gaulliste. Comme toute légende, elle embellit l'histoire et agrandit les proportions des héros. C'est déjà une question de savoir si la fonction de l'intelligence historique est de croire aux légendes ou de les critiquer. Racine fut grand poète et mauvais historiographe. Il n'est pas assuré que le sens esthétique se confonde avec le sens politique. Et encore moins le goût du pathos. Encore la mythologie historique est-elle sans danger une fois l'histoire faite. Dans l'histoire vivante par contre, la fabulation peut être autrement meurtrière. Fabrice Del Dongo poursuivait une légende : il trouva Waterloo...

Accordons même les droits de l'imagination historique. Du moins faut-il que la réalité supporte le mythe. Quand l'histoire se fait triviale, la légende s'effrite sous les moqueries de la réalité. Marx et Hugo avaient remarqué la fonction démystificatrice de la parodie historique. Napoléon III imite le grand Napoléon : il n'en est que la caricature grotesque, l'ombre tragi-comique et l'épopée se résoud en farce.

Mais il est rarement donné au héros de se parodier lui-même : l'histoire réservait ce sarcasme à de Gaulle.

Qui l'eût dit ? Que les pétainistes deviendraient gaullistes. Que l'armée adorerait ce qu'elle brûlait vingt ans avant ? Que le vaincu de 1945 réaliserait pacifiquement ses buts de guerre (à l'Ouest) avec le consentement du vainqueur ? Que l'homme de la Libération irait chercher dans les greniers de la défaite la panoplie de l'Etat Français et de la Charte du Travail ? Que le héros remonterait sa légende à l'envers ?

Se vouer au mythe précisément au moment où la réalité le met en pièces, ne serait-ce pas joindre la faute de goût à l'erreur historique ? On concède l'une et l'autre au bourgeois apeuré. L'homme de pensée a-t-il les mêmes excuses ?



Il y a bien une pensée gaulliste. Mais elle souffre d'un vice congénital : elle est née vieille.

Jamais l'histoire n'a été plus vite. Les masses humaines sont en mouvement. Le gaullisme s'est arrêté en 1830 : les Ordonnances, une constitution Louis-Philipparde, comme en immortalisa... Daumier. Voilà son horizon constitutionnel.

Notre époque vit sous le signe du socialisme. La crise du système capitaliste ne cesse de s'approfondir. Pour remède, le gaullisme vous propose... les pilules laudatives de l'Association Capital-Travail...

L'homme moderne vit à l'échelle universelle. Le marché est devenu mondial. La culture est désormais internationale. La paix et la guerre se jouent sur le globe entier. Le gaullisme pense « pré carré » : il se meut sans inquiétude dans la catégorie du nationalisme, comme au temps où la France était le centre de l'Europe et l'Europe le centre du monde.

On pourrait continuer. Paix des braves : voir Abd El-Kader. Politique internationale : voir Sainte Alliance. Laïcité : voir Mac-Mahon...

L'idéologie gaulliste, quand elle consent à sortir de ses donjons conceptuels, ne dépasse jamais l'horizon historique du XIX<sup>e</sup> siècle.

Sans doute cette Somme de l'Anachronisme aurait-elle sa place dans le Musée Imaginaire de la politique. Mais vivre dans ces costumes surannés ? Révéler cette scolastique ?

L'archaïsme est le pire obstacle à l'intelligence, car il empêche d'inventer. L'époque moderne exige une pensée moderne, capable de former ces « concepts inconcevables » qu'appelle le développement de l'histoire. Les intellectuels peuvent-ils tolérer l'archaïsme au pouvoir ?



Reste le gaullisme des moralistes. Pureté et dureté. Saint Louis et Jeanne d'Arc. Charles de Gaulle ou l'Alliance de la Vertu et du Trône...

La réalité soutient-elle cette imagerie d'Épinal ? Parlons torture : Massu est décoré, Audin mis en jugement. Parlons honneur : le général Salan vous en donne, paraît-il, l'exemple. Qu'appelle-t-on donc félonie ? Parlons clarté : une part des Français attendait que de Gaulle fit la paix en Algérie et l'autre qu'il ne la fit pas. Il fallait que l'une des deux fût trompée... Que de ruses n'a-t-on pas déployées pour conserver cette équivoque ?

Parlons générosité : Madagascar est détruite. Le gouvernement lui envoie non sans panache... 200 millions; en deux jours, la France populaire fait honte à la France officielle.

Une chose et une seule a changé : le langage. Il s'est élevé d'une hauteur. C'est vrai. Mais la vérité y a-t-elle gagné ? La politique bourgeoise en langage féodal, c'est la même trivialité mise en phrases nobles. L'imposture est-elle moindre ou pire ?

Ce régime parle de morale. Mais son existence la contredit. Il est le produit de la force cynique. Il vit de ruse : les masses le refuseraient s'il ne masquait sa vraie nature. Aussi nomme-t-il république le pouvoir personnel, communauté l'exploitation coloniale<sup>1</sup>, pacification la guerre, franc lourd le franc allégé. Comment pourrait-il faire autrement ? Peut-il dire ce qu'il fait ?

Bien sûr, les menteurs ne vous diront pas qu'ils mentent. D'ailleurs les plus bêtes se prennent sans doute à leur propos. Mais la première vertu du moraliste n'est-elle pas la lucidité ?



L'intelligence du gaullisme ne se trouve ni dans la personne de De Gaulle, ni dans sa légende, ni dans son verbe. Elle se situe dans la réalité sociale française.

Pour comprendre ce pouvoir, demandons-nous quelles circonstances l'ont fait naître, avec l'appui de quelles forces sociales, pour quelle politique. Les faits nous répondront : un coup de force prétorien a mis fin à la République. Le nouvel Etat prend appui sur les forces du grand capital monopoliste. Il fait une politique de classe : celle des riches contre les pauvres. La pompe des mots ne peut cacher le vrai contenu des choses : des ordonnances contre le « petit peuple du métro », des accords qui sentent le pétrole, une sale guerre...

Une fois écartées les apparences trompeuses de l'imagination, le choix devient somme toute simple et classique. Les intellectuels français doivent-ils donner la caution de l'intelligence et de la culture au règne aggravé de la bourgeoisie ?

La majorité a déjà répondu négativement à cette question. Ce refus est dans la norme : les hommes qui ont atteint l'intelligence théorique des besoins de leur époque ne peuvent

---

1. La doctrine de la Communauté semble infirmer ce jugement. En fait, elle reste imprégnée des préjugés « impériaux » les plus dépassés. La forme est rajeunie, mais le contenu reste vieux...



plus prendre le parti des classes décadentes, fussent-elles encore dominantes, dès lors que leur domination implique une régression historique. L'esprit qui comprend l'histoire prend naturellement le parti de l'avenir. A moins que l'intérêt ne vienne fausser sa démarche. Mais le propre des régimes sociaux déclinants est précisément de s'intéresser de moins en moins à la culture et donc d'intéresser de moins en moins les intellectuels à eux-mêmes. Cela s'entend jusque sur le plan matériel. Le gaullisme n'échappe pas à la règle : il ne peut guère payer les intellectuels que de mots.

Tout porte donc la grande masse de ceux-ci à refuser ce régime périmé. Et par là-même à se ranger aux côtés de la classe ouvrière, force principale de résistance à la régression.



D'aucuns hésitent cependant à assumer la responsabilité d'une telle alliance. Leur refus prend appui sur certaines attitudes traditionnelles.

D'abord le culte de la solitude. C'est un fait que les pionniers de l'intelligence théorique ont souvent été seuls dans l'histoire, méconnus des masses incultes, bafoués par les minorités privilégiées. D'où un aristocratisme de la raison. Un jansénisme politique se perpétue en notre siècle. Il a ses abbayes et ses solitaires.

Ajoutons-y la tentation du mépris. On excuse mal l'erreur quand on voit la vérité. Or un peuple peut se tromper, et d'autant plus qu'on a plus de moyens de l'abuser. Voilà le doute porté sur les masses. Et bientôt sur soi-même. Que faire seul, sinon pleurer ? Ou se désintéresser ?

Comptons encore avec l'esprit de facilité. Il est confortable de ne point agir. Les moins exigeants estimeront avoir assez fait en pensant juste. Ou bien ils se contenteront de penser l'action des autres (non sans sévérité critique !). Et puis l'attentisme est si casuiste. On peut attendre tant de choses : les autres, le moment, les erreurs de l'adversaire...

Ces tentations sont réelles. Elles prennent assise dans le statut social de l'intellectuel. La division du travail l'accoutume à séparer la théorie de la pratique. La structure de classe de la société le porte à ignorer, sinon à mépriser les masses ; l'ordre établi trouve en lui la complicité de l'habitude.

Mais ces réflexes ont-ils une valeur de raison ? Notre époque n'invite-t-elle pas plutôt l'intellectuel à les critiquer et

à se repenser lui-même, quitte à assumer de nouvelles responsabilités ?



Il est temps d'en prendre conscience : l'ère du mandarinat est close.

Il reste pour longtemps encore des spécialistes de la culture : mais celle-ci sera de moins en moins leur monopole. S'ils cédaient à l'affreuse tentation d'en revendiquer le privilège, ils se mettraient eux-mêmes sur les bas-côtés de l'histoire.

La vie moderne réalise en effet déjà cette promotion théorique des masses en laquelle nous avons reconnu une des exigences les plus profondes de la vie culturelle. Celle-ci ne s'accomplit-elle pas, sous nos yeux, dans le mouvement qui porte la classe ouvrière de la lutte politique quotidienne pour la défense de ses intérêts à la prise de conscience des conditions de transformation révolutionnaire de la société ? Une nouvelle race d'intellectuels est née : les cadres syndicalistes, les cadres politiques du prolétariat et de la paysannerie travailleuse : les intellectuels de la révolution. Penseurs d'un type nouveau, instruits à l'école de la vie, fils de l'action et de l'organisation, ils ont trouvé dans la lutte de nouveaux chemins vers la conscience, la culture et la science politique.

En refusant l'alliance politique avec la classe ouvrière, les intellectuels traditionnels ne priveraient pas seulement la justice de la force sans laquelle elle n'est rien. Ils se couperaient des formes les plus créatrices et les plus originales de l'intelligence moderne. Pour le plus grand tort de tous.

Car les intellectuels nouveaux ont beaucoup à recevoir de leurs collatéraux : le combat ne leur enseigne pas tout. Seulement les principes de la science politique, et le goût d'apprendre le reste. Qui le leur apprendrait sinon les spécialistes ? Les pousses de la culture populaire sont les plus vivantes. Mais sans la greffe savante elles ne donneraient que des fruits sauvages.

A l'inverse, l'intelligence classique peut beaucoup apprendre de ces hérauts de masses. D'abord, peut-être une conscience plus exacte de son propre statut social.



L'intellectuel n'est pas ce penseur absolu et solitaire, ce petit dieu théorique, dont certains se plaisent à cultiver

l'image. Il est homme parmi les hommes, solidaire, donc responsable, qu'il le veuille ou non.

Pour penser, il faut avoir mangé, il faut avoir du loisir. Supprimons ce peuple ouvrier qui produit richesses et temps libre social — et la condition même d'intellectuel devient impossible. La pensée ne nourrit pas son homme : vérité triviale. Mais « pour parler avec dégoût du manger, il faut déjà avoir mangé », disait Brecht. Pourquoi l'intellectuel ne se sentirait-il pas responsable devant ceux qui ont faim ?

Sans pour autant tomber dans la mauvaise conscience. Exception faite des quelques penseurs qui revendiquent par antiphrase la gratuité de la réflexion, l'intellectuel n'est-il pas un travailleur ? La division du travail social l'a spécialisé dans le métier de l'esprit pour élaborer avec ses pairs la conscience théorique de l'humanité. Il participe par là à la grande alliance des métiers et aux responsabilités professionnelles qu'elle implique.

A vrai dire, la solidarité qui le lie aux autres hommes, est plus intérieure encore ; elle s'inscrit dans l'exercice même de la réflexion. Sur quoi réfléchir en effet, sinon sur l'existence ? Que savoir de celle-ci sans interroger l'ensemble de la pratique sociale, les rapports qu'elle implique entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme ? Sans recueillir la tradition de tous ceux qui, au fil des siècles, ont humanisé le paysage, élevé les villes, forgé la langue et accumulé le patrimoine de la culture universelle ? « Moi-même qu'ont formé tous les corps et les choses humaines », disait Apollinaire.

L'intelligence ouvrière, issue de la pratique est naturellement plus apte à percevoir ce conditionnement social de la pensée. L'intellectuel peut apprendre d'elle à se mieux connaître lui-même.



Et aussi à enrichir sa vision humaniste. Car ces intellectuels de type nouveau avancent aussi une nouvelle image de l'homme. Ne réconcilient-ils pas déjà partiellement en eux-mêmes la théorie et la pratique dont la rupture a mutilé tout à la fois les intellectuels et les travailleurs manuels dès l'orée de la civilisation ? Ne donnent-ils pas déjà à leur action les dimensions de la « puissante vie à venir » dont parlait Maïakowski ? Ne constituent-ils pas l'aboutissement réel, vivant, incarné de la tradition militante et révolutionnaire qui par-

court la culture française de Voltaire à Aragon, de Monge à Joliot-Curie, de Saint-Just à Jaurès ?

« Le mépris de l'ouvrier est affreux à supporter », disait Lucien Leuwen. Le mépris du penseur pour les masses ne l'était sans doute pas moins pour celles-ci. Mais voici le temps de la réconciliation.

La rencontre des intellectuels et de l'intelligence ouvrière, symbolisée par cet « intellectuel collectif » qu'est selon Gramsci le Parti communiste peut désormais amorcer un processus d'éducation réciproque des masses et des intellectuels dont les unes et les autres sortiraient transformées.

La responsabilité des intellectuels s'en trouve portée à un niveau supérieur, jamais encore atteint dans l'histoire. Pourquoi la refuser ? Pour le « confort des roses en papier » ? Pour le ronronnement des idées reçues ? Pour le salut du Capital, de ses pompes, de ses œuvres ? Qu'on n'invoque pas du moins le service de la pensée ou de la culture.



Faut-il donc se faire communiste ? Peut-être la conscience communiste constitue-t-elle en effet de nos jours l'expression théorique la plus exacte des responsabilités de l'intellectuel et des intérêts de la culture. Pourtant, le débat reste ouvert : à chacun d'y apporter ses preuves théoriques et pratiques. Demandons seulement que personne n'en soit exclu et qu'on juge au mérite et non à l'ancienneté...

On peut défendre la culture sans être communiste. Du moins faut-il être antigauilliste. Irréductiblement et jusqu'au bout, jusqu'à l'action inclusivement. Sous peine d'assumer toute la bêtise historique de notre époque.

Michel VERRET.

GEORGES FRANJU : « LA TÊTE CONTRE LES MURS »  
OU QUAND LE CRITIQUE EST CONTREDIT PAR LE PSYCHIATRE

Jean-Marc Aucuy nous avait déjà remis son texte sur l'œuvre de Franju, et en particulier *La tête contre les murs*, que le Docteur Bonafé, médecin chef des hôpitaux psychiatriques, nous faisait part de son point de vue — un point de vue différent. Nous avons donc mis le critique et le psychiatre en présence... Nos lecteurs trouveront d'abord la critique de Jean-Marc Aucuy, puis l'entretien, que nous avons enregistré, entre Jean-Marc Aucuy et le Docteur Bonafé. Nous les remercions l'un et l'autre d'avoir bien voulu s'y prêter.

Voici le pari : celui qui n'aime pas *La tête contre les murs* de Georges Franju n'aime pas le cinématographe. Pari stupide, car qui pourrait départager les tenants ? Fécond, car il serait facile et intéressant de s'offrir en jeu de massacre une critique des critiques dans la grande presse avec un petit g; inquiétant, car le succès de l'exclusivité parisienne apparaît extrêmement relatif, ce qui est tout à fait surprenant si l'on considère que *La tête contre les murs* est tiré d'un livre à succès, traite un grand sujet, dans un style inspiré, et avec d'excellentes têtes d'affiche (Brasseur, Meurisse, Anouck Aimée, Aznavour).

Et Franju lui-même : *La tête contre les murs* est son premier long métrage : c'est-à-dire que son nom est inconnu du grand public. Pourtant, certains le considéraient déjà comme l'un des premiers cinéastes français : parce qu'il est sans conteste notre plus grand auteur de court métrage, avec Alain Resnais. Depuis dix ans, il a écrit, réalisé et commenté une douzaine de films dont certains sont entrés dans l'histoire et qui ont tous participé à l'abolition du sinistre « documentaire » au bénéfice du film de « court métrage », c'est-à-dire une œuvre qui, pour être réduite, n'en a pas moins le droit et le devoir de signifier et d'apporter quelque chose, de refléter une conception, une attitude par rapport au sujet, c'est-à-dire à tout ce qui est mort ou qui vit, tout ce qui est caché sous les apparences.

Il n'est pas inutile de rappeler la « filmographie » de Franju : *Le sang des bêtes* (1949); *En passant par la Lorraine* (1950); *Hôtel des Invalides* (musique Maurice Jarre)

(1951); *Le grand Melies, M. et Mme Curie* (1952); *Les poussières, Navigation marchande*, scénario R.M. Arland (1953); *A propos d'une rivière, le saumon* (1954); *Mon chien*, commentaire Jacques Prévert (1955); *Théâtre National Populaire, Sur le pont d'Avignon*, cinémascope couleurs, *Notre-Dame de Paris*, cinémascope couleurs (1956); *La première nuit*, sorti avec *La tête contre les murs* (1958).

C'est en 1958 seulement que lui est donnée l'occasion de réaliser son premier long métrage. Et cette occasion lui est apportée par le jeune comédien Jean-Pierre Mocky qui avait trouvé le financement, commencé l'adaptation et même envisagé à l'origine de réaliser l'ouvrage. Franju a 47 ans. L'attente fut d'autant plus longue et surprenante que Franju est un autodidacte qui semble né pour et s'être éveillé dans le cinéma.

Formation générale : certificat d'études (« par indulgence », dit-il). Mais ayant rencontré Henri Langlois à son retour « du régiment », il avait fondé avec lui d'abord un ciné-club, le Cercle du Cinéma, et un journal « paraissant à l'improviste, *Cinéma (tographie)* », puis la Cinémathèque Française en 1936. Il avait ensuite, en 1938, participé à la Fondation de la Fédération Internationale des Archives du Film, et enfin, après la guerre, à la gestion de l'Institut de Cinématographie Scientifique créé par Jean Painlevé.

Cette longue attente de Franju inquiétait ceux qui attendaient avec lui. Certains commençaient à douter de lui, en vertu de ce principe selon lequel celui qui ne parvient pas à s'exprimer n'a pas assez à dire. Et l'on se demandait aussi ce que pourraient donner en termes de long métrage le style et la recherche de Franju qui avaient dominé et enrichi le court métrage, mais pouvaient paraître limités, voire dépassés.

La réponse est éclatante, et d'autant mieux frappée que *La Première nuit* passe avec *La tête contre les murs*. (Le spectateur doit prendre garde aux horaires, car selon la bonne habitude des exploitants, le court sujet saute à deux séances sur cinq.)

La marque de son œuvre se trouvait dans l'insolite, c'est-à-dire dans une recherche passionnée de l'expression curieuse, étrange et fascinante. Franju ne cache d'ailleurs pas sa prédilection pour l'expressionnisme allemand à la Fritz Lang. Et s'il est un peu attaché au jeune cinéma américain — Welles, Aldrich, Ray — c'est au vu de sa germanisation.

Mais son esthétique n'a jamais été gratuite. L'artifice n'est pas fabriqué, il est découvert, pris sur le vif, il est mise en

lumière du naturel, recherche du sens caché des choses, tentative constante de « voir un truc devant lequel on passe tous les jours sans le remarquer et d'en faire un décor ». Cette expression est dirigée dans le sens du symbolisme à la Carné-Prévert de la grande époque. « J'ai fait *Le sang des bêtes* parce que les terrains vagues de Vanves et le Canal de l'Ourcq sont des paysages qui apportaient un contrepoint tendre et lyrique à la terrible réalité du document proprement dit. Si *L'Hôtel des Invalides* n'était pas situé dans Paris, si la Seine n'y coulait pas à côté, je n'aurais pas filmé l'Hôtel des Invalides. Si les aciéries de Lorraine n'étaient pas entourées de champs de blé, je n'aurais pas tourné *Les aciéries de Lorraine*<sup>1</sup>. »

*La première nuit*, c'est Zazie vraiment dans le métro. C'est l'exploration du métropolitain par un petit garçon pour l'amour d'une petite fille. Poétisation du son, du décor, découverte des tunnels, des escaliers, des élévateurs, des travaux secrets de la nuit. Les visages des deux enfants se croisent et se perdent. Et juste au moment où l'on se dit : « C'est un peu long », on débouche sur cette séquence admirable : les deux enfants chacun dans une rame roulant parallèlement le temps de se trouver, de s'absorber l'un dans l'autre et puis soudain séparés irrésistiblement; une rame s'élève en tournant tandis que l'autre reste en bas. D'un seul coup voilà tout l'amour du monde, en une image brève, la transfiguration de la réalité. On touche aux racines et au sommet de l'art cinématographique.



Avec *La tête contre les murs*, il n'y a pas de solution de continuité, mais accomplissement. Le cadre, sur le plan de la pagination ou du métrage, est du roman par opposition à la nouvelle, et le résultat a bien la valeur d'un roman réussi par rapport à une jolie nouvelle. La manière de Franju demeure la même, mais ne va pas seulement conserver et adapter ses qualités d'inspiration, de liberté et de puissance d'expression. Elles s'amplifient, s'approfondissent tout naturellement à la mesure de l'œuvre. Ce que Franju veut nous dire, il ne le raconte pas, il ne l'illustre pas point par point, il l'évoque, il le suggère et finalement il l'impose par la fascination et l'envoûtement d'une poésie constante. Les questions ne sont

1. Entretien avec Franju, in *Cinéma* 59, n° 34.

pas seulement posées, mais incarnées, obsédantes. On sort vraiment de là comme l'oiseau échappé au serpent, la tête pleine de murs. Et se découvre alors la double dimension de l'œuvre, la thèse sociologique sur les prisons de fous, et l'aspect qui touche au métaphysique, la folie, produit naturel du monde qui nous entoure, la folie partout.



Le sujet apparent et principal se trouve dans la seconde partie, de beaucoup la plus volumineuse, du film qui en comporte trois : internement de Gérane dans ce qui s'est appelé un asile de fous, qui s'appelle désormais un hôpital psychiatrique, et qui a été et demeure *presque* toujours une prison.

*La tête contre les murs* est inspiré, et non pas adapté, d'un roman célèbre d'Hervé Bazin. La littérature offre ici ce qu'elle devrait toujours offrir au cinéma : un point de départ, un thème, des personnages et des épisodes parmi d'autres possibles, un fil que le cinéaste a le devoir de ne pas suivre de très loin ou d'assez près selon les besoins de son expression, un propos à transposer et non point à transcrire. Antonionio a été le plus fidèle à Pavese, non pas dans *Les Amiches*, mais dans *Il Crido*, que Pavese n'a jamais écrit.

*La tête contre les murs* pourrait s'appeler tout aussi bien *L'île aux fous* et s'inspirer des deux romans sortis sur le même thème par notre Delly médical, et dont la lecture est pleine d'intérêt tant la richesse du sujet fait éclater le cadre de la mauvaise littérature.

Il s'agit de dénoncer l'un des chancres de notre civilisation : le sort que la société réserve aux malades mentaux. Scandale immense, puisqu'ils sont plus de cent mille, la population d'un département comme la Lozère. Scandale séculaire, plus affreux d'être secret. Approcher ce sujet, c'est nécessairement donner dans l'indignation, le réquisitoire. La thèse est facile puisque tous les aspects du régime sont vicieux. Elle est généreuse et utile puisqu'elle tend à enfoncer de hautes murailles et que les remèdes sont connus, possibles, et à défaut du programme de structure, font déjà l'objet d'initiatives isolées : il s'agit de réduire un univers concentrationnaire; que Kafka ne soit plus à la portée de tous.

Devant ce fourmillement de vices, comment Franju a-t-il procédé ? Cayatte aurait tenté l'impossible, abordé de front trop de problèmes, enfoncé son sillon dans le *plus d'aspects*



*possibles du scandale*, et leur seule énumération donne le vertige : modalités de l'internement volontaire ou forcé, judiciaire (*L'île aux fous*), administratif, arbitraire (en l'espèce); insuffisance et anachronisme des locaux qui n'ont jamais été des asiles, mais des abris pour la société *contre* les fous; insignifiance des crédits qui exclut toute réorganisation rationnelle, toute évolution vers un progrès ou un confort relatifs; condition matérielle des malades de toutes catégories; condition morale, caractérisée par la dégradation propre au système concentrationnaire<sup>2</sup>; condition médicale, dominée par le nombre dérisoire de médecins, d'où l'absence de soins, le défaut d'application des traitements nouveaux existants, l'impossibilité d'instaurer les traitements nouveaux; les problèmes d'administration et de personnel : rivalité entre les hauts fonctionnaires et les médecins, tyrannie et paralysie de l'administration en présence de tout projet de réforme et d'amélioration, hypocrisie et indifférence des commissions départementales; routine préfectorale, enlisement, résignation ou déformation de certains psychiatres partagés « entre le parti de la complicité ou celui de la vérité » et dont certains même, tel le médecin-chef de *La tête contre les murs* (Pierre Bras-seur) se réduisent d'eux-mêmes à ne plus se considérer que comme des geôliers; rapports de cet univers clos et fermé avec le monde extérieur, les visites des familles, les abandons, les réactions en présence d'un éventuel élargissement. La liste n'est pas limitative.

C'était le constat impossible.

D'autant plus qu'il se situe dans un domaine maudit où le réalisme est intolérable. Non par hypocrisie, parti pris de beauté. Le réalisme est toujours possible avec des mots; déjà ils transposent, adaptent l'objet à l'impression. Mais l'œil : il est des spectacles, des tranches de vie, proches de la mort, devant lesquels l'homme détourne les yeux et se sent mal, même s'il se force à ramener son regard pour ne rien éluder, pour assumer sa condition. Et l'œil humain est aveugle, comparé au pouvoir de vision de la caméra. Lorsque le cinéma a voulu l'épouvante, il a dû la chercher dans la ligne des fictions pures — les monstres, les vampires, les gros singes, les martiens. Mais le fou, le gâteux, l'infirme, le déporté, ce n'est pas possible, ce ne serait pas supportable. Il appartient à l'artiste d'intervenir et de nous donner une *autre* vision de

2. « Le pire, ce doit être la promiscuité — Non, la contagion. » (Dialogue du film.)

l'intolérable et de la faire passer. Pouvait-on « filmer » les camps de concentration autrement que Resnais dans *Nuit et brouillard*, les douleurs de l'accouchement autrement que Bergman dans *Au seuil de la vie*, l'infirmité de l'homme autrement que dans les éclairs oniriques de Bunuel, une crise d'épilepsie autrement que Franju ?

Franju n'a donc pas cherché un instant la dénonciation articulée ou même la description fidèle. Poète, il *sait* que la sociologie au cinéma ne saurait se traduire qu'en termes de lyrisme. Il a décanté, stylisé, cristallisé la thèse. Il a créé la base de traits et d'épisodes, de plans d'ensemble, de silhouettes fugaces, dans un décor incroyable mais vrai, avec une admirable musique de Maurice Jarre, un climat de démence intégrale et de cauchemar, participant à un film d'épouvante plaqué sur le réel.

Le décor est naturel. Franju a tourné à l'Hôpital psychiatrique de Dury : « Au centre de la cour, un arbre phallique avec quatre bancs autour. Autour des bancs, des tulipes et autour des tulipes, des hauts murs. Les malades sont sur les bancs et toute la journée ils regardent l'arbre. J'avoue que je ne penserais pas à demander à un décorateur un décor aussi composé, aussi démentiel. »

Et encore : l'entrée de l'asile où les hauts peupliers, la nuit, « font comme une chevelure » ; l'in vraisemblable petit train dans le parc à l'abandon ; le cimetière où l'on enterre les pendus de la veille ; la volière pleine de colombes devant laquelle s'opposent les deux médecins, le complice et le pur...

La condition des malades, au-delà des plans d'ensemble, tels que le réfectoire, la visite, la magnifique séquence de la chapelle où une folle chante d'une voix d'ange, est incarnée dans la petite silhouette d'Aznavor, le doux épileptique qui voudrait tant qu'on le soigne pour qu'il puisse sortir, changer de service pour qu'enfin on le soigne, mais le médecin-chef ne veut pas le lâcher pour un empire — c'est le malade le plus gentil — alors il se résigne à s'évader, il est terrassé par une crise, repris, un peu plus tard il se pend.

L'étude psychologique et didactique sur la fonction des psychiatres, leurs conceptions respectives, leurs rapports avec les captifs, est moins dans la ligne de Franju. Poète, il se fourvoie dans la psychologie. Le médecin-chef, notamment, souffre d'un déséquilibre accentué par l'interprétation pas assez bridée de Brasseur. Franju pouvait se permettre un personnage monolithique, une figuration simple de la psychiatrie arriérée, en contrepoint à la conception consciente et progressive de Paul

Meurisse. C'est d'ailleurs très exactement ce qu'il est : ses actes, ses préoccupations le prouvent, et même il le proclame. Lorsqu'il examine Gérane, interné pour avoir brûlé un dossier d'instruction criminelle trouvé chez son père, avocat, il lui annonce qu'il ne le libérera que s'il peut lui expliquer son acte. Gérane le lui explique parfaitement au cours d'une narco-analyse, après une première tentative d'évasion. Mais le médecin, qui a suivi avec une totale compréhension la description d'une haine filiale non seulement cohérente, mais justifiée, conclut la séance par une pirouette : « L'envie d'évasion, c'est le signe de la folie... A maintenir ». Est-ce déformation professionnelle, ou même complicité lucide avec un internement arbitraire ainsi que tout laisse à le supposer ? A coup sûr, en tout cas, le bonhomme est ignoble, comme il doit l'être. Mais Brasseur a surchargé, ouaté son personnage de toute une série d'arrière-plans humains qui ne correspondent à rien et sont sans cesse démentis. Je vois très bien l'intention : c'est-à-dire l'erreur, peur de faire simpliste, image d'Epinal. Mais ce recul de l'interprète par rapport à son rôle ne tient pas à l'essence du personnage. C'est du rajouté. Il n'a pas une réelle conscience de sa dégradation, de son ratage, il n'a pas honte, il ne se défend pas contre lui-même, il est complètement intégré au système qu'il représente. Il devait et pouvait avoir cette force et ce mystère des mythes terribles que l'on subit sans comprendre, sans pouvoir expliquer, sans avoir imaginé qu'ils existent. C'est ainsi que je le conçois, après m'être abstrait des clins d'œil de Brasseur à l'humain qui faussent la mythologie.

Tel est donc le film à thèse : non pas description formelle, démonstration articulée, réquisitoire cartésien, mais beaucoup plus : évocation de l'univers où la société met au rebut les victimes de ses déformations. Le malade n'a plus rien, n'est plus rien, il n'est même pas un malade, il est une chose, une maigre flamme qui s'éteint peu à peu. Les êtres ne sont plus que les éléments d'un cadre et d'un système qui ne sont plus bons à rien parce qu'ils ont absorbé cette folie et la ressortent par tous les pores. Les murs sont tout aussi fous que la tête. N'importe qui, comme Gérane, peut y être transporté n'importe quand et laissé pour compte. Pour s'en évader, il faut franchir deux traînées de feu dans les champs qui bordent l'asile. Et l'on est repris, à ce jeu de société où tous les pions sont échec et mat.

Mais ce n'est pas tout. Le film va plus loin, remonte aux sources. J'ai parlé de dimension métaphysique. Comment

définir autrement une poésie de l'absurde qui signifie : la folie est le produit naturel d'une société qui a perdu le sens de la vie, et court après sa queue, ou après rien du tout, qui tourne à vide. L'asile est juste un point limite. Il engendre chez Gérane une prise de conscience aiguë de sa vacuité. Il veut sortir pour *commencer* à vivre, pour aimer, pour travailler, pour aller vers d'autres horizons. Est-il sauvé ? Pas du tout. Il est perdu. La société ne saurait autoriser de tels accomplissements. L'amour dénonce l'évadé aux policiers en chasse. Les portes se referment sur lui. Il est revenu à la normale, c'est-à-dire au monde fou qui le tient et qui ne le lâche pas.

En deux parties saisissantes, au début et à la fin, Franju traduit tout autant de démence à l'extérieur des murs qu'à l'intérieur.

Dès les premières images, Gérane apparaît ce garçon vêtu de cuir, qui dévale interminablement sur une énorme moto, dans un ballet hallucinant, les collines des fortifications, et emmène en croupe une fille très belle venue à sa rencontre. Quelle est cette élucubration qui tient du cauchemar et de la féerie ? Cela se définit socialement : s'entraîner au motocross et raccompagner une fille. Gérane n'est autre que le cousin des tricheurs de toutes les fureurs de vivre ou de ne pas vivre. Produit de la génération occidentale, déraciné, sans famille ou dressé contre elle, sans attache, sans travail, sans amour, sans goût, son portrait en raccourci rejoint toutes les peintures récentes de la jeunesse et de la décomposition bourgeoise, et les cristallise dans l'absurde délire d'une trépidation désordonnée, sans perspective même immédiate : une danse sur le pont d'Avignon, une existence bâtie sur le fond du tonneau des Danaïdes.

Seul ressort, négatif : la haine de son père, qui le pousse à le voler, à détruire ce qui peut mieux l'atteindre, un dossier officiel qui n'aurait jamais dû être confié à un avocat. Et si l'internement n'est pas arbitraire, si ce comportement recèle un signe de déséquilibre au regard des normes reçues, alors c'est encore plus fou, c'est que les préjugés sur lesquels est construit notre désordre sont fermés à tout, aveugles comme des murs.

Plus tard, il s'évade. Pour lui, c'est la seule sortie possible. Lui a changé, mais pas *le reste*. Dès son retour à Paris, il est submergé par ce symbole quotidien de notre hystérie collective, la cacophonie des bruits, la fureur des voitures, les éclairs du néon, la bêtise de Pigalle. Le travail s'offre à lui

dans une étrange salle, comme prêtre d'un billard loterie dont la boule hésite sans fin autour du numéro gagnant. Franju n'a jamais été plus inspiré que lorsqu'il trace les éclairs de démençe qui traversent la vie « normale ». Il n'y a pas de refuge. L'amour, je l'ai dit, est condamné, étouffé dans l'œuf. Il est cette lumière pour laquelle les insectes viennent se brûler, ou se déchiqueter aux grilles qui l'entourent.

C'est bien le plus beau film d'épouvante que Franju a réalisé — une épouvante qui tient à Edgar Poe par le lyrisme et à Kafka par l'esprit, à la folie non point tant des hommes que de la société qu'ils ont faite et où ils sont perdus, des choses qu'ils ont façonnées et qui échappent à leur contrôle, des systèmes qu'ils ont créés et qui se retournent contre eux, mais où ils sont si bien enlisés qu'ils se sentent impuissants à en sortir et se cognent la tête contre les murs, les sons, les mythes, les drapeaux, les boutons de rose et de robot, les guerres froides, les pacifications brûlantes et tous les neutrons du monde.

Jean-Marc AUCUY.



#### ENTRETIEN

D<sup>r</sup> BONAFE. — Effectivement, le film est bien fabriqué, la technique cinématographique est bonne, le style est émouvant, mais à mon avis le sens est faux et c'est grave.

J.-M. AUCUY. — Il faut faire attention. Nous n'avons pas le droit de juger le film comme un essai ou un traité. Franju a voulu faire un film d'épouvante, et on l'aime si on en sort épouventé. La gageure, c'est qu'au lieu de Frankenstein, le monstre est un hôpital. L'horreur ne naît pas de la folie, mais

du sort réservé aux fous. Et s'il n'y a pas thèse, c'est parce que le problème n'est ni résolu, ni même traité : seulement posé, et transposé en langage poétique.

D<sup>r</sup> BONAFE. — Qu'il ne prétende pas au « film à thèse », certes, et je ne le lui reprocherai pas, ne serait-ce que du point de vue de l'efficacité. Ce n'est pas le genre « à thèse » qui emporte la conviction, mais le document humain dégageant une signification vraie. Or, dans le film, la réalité est dénaturée ou détournée.

J.-M. AUCUY. — Il est vrai que je suis un profane; elle apparaît, pour moi, seulement stylisée. Le décor, par exemple. C'est un décor naturel, il est donc faux pour tous les autres asiles. Mais il est si étrange, si peu réaliste malgré sa réalité qu'il les symbolise tous. Bien sûr, toute stylisation schématisée et falsifie...

D<sup>r</sup> BONAFE. — S'il n'y avait que cette forme de dénaturation, ce ne serait pas grave. D'abord dénaturation par rapport au roman. Il est vrai que Franju a eu des prédécesseurs. Un exemple de « détournement » ? En voici un, éclatant : *La fosse aux serpents*, de M. J. Ward, constituait un document d'une vérité bouleversante sur le calvaire d'une femme traitée en hôpital psychiatrique et guérie. Or, un bon fabricant, A. Litvak, en a fait un film qui ne manque pas de qualités et qui contient des aspects de vérité bien venus. Mais le sens du témoignage vécu était, comme il est encore de règle dans la généralité des hôpitaux psychiatriques, *l'absence du médecin*, l'impossibilité pour la malade de bénéficier de la relation personnelle avec un médecin écartelé par la masse de ses tâches. Tel était le ressort dramatique du livre. Au cinéma, la situation est inversée, le « roman » de la relation médecin-malade est complaisamment étalé, et le drame est détourné à l'encontre des « mauvaises infirmières » sur qui l'on fait reposer en premier lieu, pour le public, la responsabilité de la misère des malades.

J.-M. AUCUY. — Une remarque; c'est le procédé classique dans le cinéma américain, tempérament nécessaire à une critique sociale courageuse, mais qui n'est pas destructive. Dans les plus affreux films de guerre, si le sergent est méchant, le capitaine est « formidable »; si le capitaine est méchant, le général est parfait.

Ce qui est curieux, c'est que le problème de l'absence médicale est présent dans le film de Franju : Aznavour aspire à être soigné et guéri, mais son service ne s'occupe pas de lui et refuse son transfert. Mais ce n'est évidemment pas la préoccupation de Franju de montrer cet aspect des choses.

D<sup>r</sup> BONAFE. — Nous y reviendrons. Dans *La tête contre les murs*, les voies du détournement sont moins nettes. Le déplacement de signification du livre au film est moins significatif. Le Gérane de Bazin est un déséquilibré très authentique, un de ces « pervers amoureux » comme disait la psychiatrie traditionnelle d'une façon très contestable, « infracteurs » dit-on plus objectivement, qui posent pour le psychiatre un problème majeur. Celui-ci est la nécessité où contraint l'état rudimentaire de l'organisation psychiatrique : traiter ces cas et les authentiques malades mentaux dans la même institution, ceci est particulièrement néfaste pour les malades « vrais »; la cohabitation de déprimés, etc... avec de tels « mauvais sujets » est intolérable.

Ce n'est pas bon non plus pour ces déséquilibrés qui ne peuvent trouver dans le milieu de l'hôpital psychiatrique proprement dit aucune rééducation valable et qui, à peu près constamment, se vengent sur leurs anciens compagnons d'hôpital, les « fous », de leur ressentiment qu'on les a mis eux-mêmes... « chez les dingues ». Il est constant que, dans la littérature qu'ils inspirent, ils exploitent les préjugés de l'opinion publique qui font de l'aliéné un monstre inhumain. Il suffit de lire *L'île aux fous* de Soubiran, pour voir jusqu'où peut aller la déformation passionnelle de la réalité de nos malades, presque toujours si sensibles, si humains, si gentiment malheureux.

Revenons à notre « détournement ». Le Gérane de Bazin parmi les malades mentaux pose le problème d'une organisation archaïque et inhumaine, caractérisée par le mélange et la promiscuité des cas. Ce problème ne peut être abordé objectivement qu'en impliquant le procès de cette organisation. Or, ce procès n'est pas fait.

J.-M. AUCUY. — Le mélange et la contagion sont évoqués dans le film. Par exemple dans la scène du réfectoire, où toutes les catégories sont mêlées au point qu'on a d'ailleurs critiqué la vraisemblance. Certes, les questions de structure ne sont pas traitées, pas plus que les rapports personnels de l'interné avec son propre cas ou avec les autres malades, mais

il en sera de même de tous les aspects que nous aborderons. *La tête contre les murs* n'est pas du Zola, c'est du Victor Hugo, et en alexandrins. Une Légende des Asiles, si l'on veut, qui ouvre toutes les discussions, sur ce qu'elle a traité ou pas traité, esquissé ou faussé. Où apparaît alors le détournement ?

D<sup>r</sup> BONAFE. — D'abord, il est tellement plus simple, plus mélo, et surtout plus « conforme » de faire de Gérane un bon petit Gérane, à peine un petit peu « cinglé » sur les bords, mais si peu... victime de son mauvais papa et du mauvais médecin, enfermé inexorablement bien sûr, puisque c'est à l'« asile » qu'il est enfermé et que, comme chacun sait, les « asiles » sont faits pour qu'on n'en sorte pas... Une illustration évidente de cette thèse, c'est que, si l'on ne sort pas du service du « mauvais » médecin, on ne sort pas davantage du service du « bon » médecin. Celui-ci, bien sûr, pourrait faire sortir Gérane, *puisque'il n'est pas malade*; mais s'il était malade, il serait, comme tous les autres, bon pour contempler les colombes et faire la ronde toute sa vie.

J.-M. AUCUY. — Gérane n'est plus fou dans le film parce qu'on n'a pas voulu traiter en lui le drame de la folie vue de l'intérieur. L'horreur naît du cadre, des murs et du reste, du fait que n'importe qui puisse être soudain transporté dans cet autre monde. Et je pense à n'importe qui *malade*, hier libre et aujourd'hui prisonnier, pour la seule raison d'un trouble souvent bénin et dont il est innocent. Car j'entends bien que l'internement arbitraire n'a pas d'intérêt. C'est un postulat.

D<sup>r</sup> BONAFE. — L'internement arbitraire est un détournement caractérisé, impossible en fait, en raison du nombre de complicités, médecins, personnes de toutes catégories qu'il nécessiterait; impossible en présence du surpeuplement, car le médecin a pour idée dominante de « faire des sorties » à tout prix, quitte même, actuellement, à faire sortir certains malades trop tôt... Le problème de l'internement arbitraire (maintien de quelqu'un qui n'est pas du tout malade) est un faux problème. Il constitue pourtant un des ressorts du film. Par contre, il existe un *vrai problème* : celui des malades restant à l'hôpital, alors que, médicalement, ils pourraient sortir; mais se dressent devant eux des obstacles sociaux, économiques (travail, logement, encadrement des diminués que les moyens actuels de la société permettent très mal). Nous



revendiquons des moyens économiques et techniques puissants pour pouvoir faire sortir nos handicapés qui ne relèvent plus des soins de l'hôpital. Voilà un problème.

Il y a bien, dans le film, une discussion obscure sur le courage du « bon » médecin qui prend des responsabilités en faisant sortir des gens qui peuvent faire courir des risques à la société, mais, comme par hasard, c'est toujours du *danger* que peut faire courir le « fou » dont il nous est parlé. C'est la même déformation systématique qui vise à faire frémir le public en exploitant les préjugés sur la folie, considérée comme automatiquement dangereuse. En fait, le nombre des malades mentaux susceptibles d'être un moment dangereux est *infime*. Bien sûr, il y a des accidents graves; il est facile d'en faire le compte, puisque, dès qu'il y en a un, toute la presse s'en empare et le monte en épingle. Mais si l'on considère que, tous les ans, plus de soixante mille malades sortent des hôpitaux psychiatriques en France, le danger qu'ils représentent apparaît proportionnellement bien limité. Il en va d'ailleurs de même pour les suicides. Les suicides sont très rares, de plus en plus rares, dans les hôpitaux psychiatriques. Ils apparaissent pourtant, dans le film, comme une règle de la vie des hôpitaux.

J.-M. AUCUY. — Mais c'est le « mauvais » psychiatre qui parle de ce risque. Il est donc présenté comme un préjugé intégré au système incarné par Brasseur. Et il est accepté, ou mieux, négligé par le bon médecin.

D<sup>r</sup> BONAFE. — Le *bon* médecin ? Qui, dans le public, comprendra qu'il est « meilleur » que l'autre, si ce n'est parce qu'il *conserve* les malades avec bonté au lieu que l'autre les conserve avec méchanceté ? Si le préjugé d'incurabilité de la folie n'avait pas été entretenu, l'aventure Gêrane eût été moins horrifique. La ronde relève, elle aussi, du mélodrame; si les « aliénés » n'étaient pas ces êtres déchus que l'on fait tourner en rond comme des enfants, l'horrifique ne serait pas à son comble.

Quelle autre signification donner à ce choix, parmi mille exemples possibles de conduites réadaptantes ? La vérité est que les 999 autres exemples possibles étaient justement dénués de tout caractère spectaculaire, qu'ils pouvaient seulement montrer, dans un cadre où rien ne pouvait faire penser à un « asile », des malades occupés à une activité absolument sem-

blable à l'activité normale de gens sains d'esprit. Quel « effet » d'inhumanité tirer de cela, si humain, si simple ?

Il était bien plus astucieux de prendre dans l'arsenal une technique qui, effectivement est valable, mais pour une infime minorité de malades très atteints dans leurs initiatives motrices, qui d'ailleurs sont généralement récupérées dans les « laissés-pour-compte » d'une psychiatrie encore peu active et que, depuis longtemps, on ne laisse pratiquement plus évoluer à ce degré.

Mais le résultat recherché dans le sens du mélo est obtenu ; du cas particulier le public généralise : même sous l'inspiration bonhomme du bon psychiatre, la « folie », *c'est la déchéance...*

J.-M. AUCUY. — N'est-ce pas détourner un peu la portée de l'école figurée par Meurisse ? Mélo la ronde, peut-être — mais la partie de basket, le désir d'Aznavour d'être soigné (c'est-à-dire guéri) par Meurisse ? Et le bar, qui n'a pu, lorsqu'on connaît la générosité des crédits, être construit et aménagé que par les internés sous la direction du médecin ? On ne peut pas conclure à l'incurabilité dans le service de Meurisse, alors qu'il intervient comme contrepoint didactique au service anachronique de Brasseur, et qu'il affirme sans être contredit par le récit, que chez lui on guérit et on sort...

D<sup>r</sup> BONAFE. — Mais on sort aussi des services que vous appelez « anachroniques ».

Le pronostic des maladies mentales est excellent dans l'ensemble. La médiane de la courbe des durées de séjour est maintenant à un mois environ. En dépit des très médiocres conditions de soins, le rapport des sorties aux entrées augmente constamment, et depuis quelques années le nombre des malades présents dans les hôpitaux psychiatriques baisse.

Le surpeuplement est-il promis à disparaître ? Non, car la baisse est faible proportionnellement à la masse, et ce surpeuplement atteint 300 % dans certains services. Il y a des services de 600 à 700 malades. Il faudrait donc encore beaucoup de constructions (106.000 malades pour 62.000 lits réglementaires). Voilà le vice dont on ne nous parle pas.

J.-M. AUCUY. — Une question qui sort peut-être de notre objet : le progrès médical est-il un facteur de rentabilité ?

D<sup>r</sup> BONAFE. — Extraordinaire : quand un médecin a empêché quatre malades de rester à vie à l'hôpital, il a

gagné ce qu'ils coûtent, en moyenne, à la société, retraite comprise.

Les hôpitaux psychiatriques, où le séjour coûte le plus cher à la journée (c'est-à-dire les mieux équipés), sont ceux qui coûtent le moins cher aux budgets d'assistance des départements et aux Caisses de Sécurité sociale, parce qu'ils tournent avec un meilleur rendement et que 1.000 malades à 3.000 francs par jour coûtent moins cher que 2.000 à 2.000 francs. En quelques mois, un médecin supplémentaire arrive à faire baisser de 100 malades la population traitée dans un hôpital. A 3.000 francs le prix de la journée, cela fait 300.000 francs par jour d'économies !

Pour en revenir au sujet, le vice du service anachronique, c'est que les malades y ont pris figure inhumaine, non pas du fait de l'évolution normale de la maladie normalement traitée, mais du fait du poids asilaire, du fait qu'ils sont « déguisés en aliénés », sans confort, sans hygiène, déshabitués du soin de leur propre personne... Les cheveux des femmes, les savates... Etablissements où l'on mange dans la vaisselle en fer cabossée par vingt ans d'usage, où les gens sont parqués à plus de cent quand il n'y a place que pour quarante... Rien ne peut égaler l'inhumanité de l'asile; mais cela ne tient pas aux malades qui, convenablement logés, conservant leurs propres vêtements et objets personnels, disposant de peignes et de glaces, mangeant dans la vaisselle de tout le monde, menant une vie pratiquement normale, donnent au profane l'idée d'un monumental internement arbitraire, puisqu'ils n'ont pas l'air plus fous que vous ou moi...

Mais il est impossible d'évoquer par un moyen ou l'autre cette vérité : tout ce qui fait l'horreur de l'asile est l'œuvre de l'asile lui-même et non de la maladie; sans montrer que le malade lui-même n'est pas un épouvantail (ce qui liquide le mélo) et sans faire le procès de l'institution broyeuse de l'humanité du malade (ce qui... mais ici je ne veux pas faire de peine à des hommes dont les intentions n'étaient certes pas, subjectivement, aussi réactionnaires que leur production, objectivement).

J.-M. AUCUY. — Mais à mon sens le film ne nous dit rien d'autre. Il nous dit exactement que l'horreur de l'asile naît de l'asile et non de la folie. L'épouvante vient de ce que l'asile *transforme* le malade en épouvantail. Pas seulement le malade : Gérene aussi, qui n'est pas malade. Et aussi le

gardien, par exemple celui qui conduit le Decauville. Et, à la limite, le psychiatre.

D<sup>r</sup> BONAFE. — Voilà justement un détournement de la réalité qui montrera clairement la perspective réactionnaire.

Aux yeux du public, le « bon » psychiatre apparaîtra comme un avant-gardiste isolé et le « mauvais » comme le plus représentatif de la réalité courante. En fait, la « responsabilité de la société » dont on peut admettre qu'elle est évoquée comme une idée très générale et un peu fumeuse dans l'ensemble du film, est « localisée » sur des *personnes* et, parmi ces personnes, plus encore que sur ce méchant papa, sur le méchant médecin. C'est très grave dans la mesure où ce n'est pas le « méchant » mais le « bon » qui fait figure d'exception. C'est tout à fait comme si un drame ferroviaire, où le « mauvais » cheminot mène le jeu, se déroulait en présence d'un « bon » cheminot, un « héros exceptionnel », réprobateur et impuissant, et où il ne serait pas tenu compte de la *qualité d'ensemble du matériel roulant de la S.N.C.F.*

Ce transfert des responsabilités des institutions sur le dos des personnes a toujours une signification rétrograde.

J.-M. AUCUY. — C'est vrai, mais le problème est infiniment complexe. Le refus systématique de toute responsabilité n'est-il pas aussi une attitude réactionnaire ? Dans notre société, rien n'est jamais « la faute » à « personne ». Et il est vrai, il est humain que l'état des institutions mauvaises ne soit pas imputable aux hommes. Mais il est vrai aussi que l'homme tend naturellement à incarner les mythes qu'il chérit comme ceux qu'il subit ou qu'il combat. C'est l'idolâtrie ou Jésus-Christ, c'est Louis XIV, Napoléon et j'en passe. Dans le domaine de la création artistique, la cristallisation est une nécessité : il faut habiller l'idée, que ce soit de mots, de gestes ou de ties. On revient donc à une question d'expression, et il est bien vrai que l'incarnation figurée par Brasseur est vicieuse, ne serait-ce que parce que le personnage est fausement humanisé. L'artiste contraint de construire ses figurations, ne devrait jamais perdre de vue Jésus-Christ, qui n'était, quoi qu'on en dise, pas tout à fait un homme...

D<sup>r</sup> BONAFE. — Mais dans le cas particulier, la chose est d'autant plus fâcheuse que le clivage ne se fait pas chez les psychiatres français contemporains entre une masse solidaire de l'arriération des institutions et une avant-garde isolée; que

c'est *en masse* que les médecins chargés des hôpitaux psychiatriques français dénoncent vigoureusement la situation faite à leurs malades. « Toute notre activité est sous-tendue par le refus d'accepter cette situation, par la conviction profonde qu'elle peut et doit être transformée. Toute autre attitude risquerait de nous conduire à une véritable complicité de fait dans le maintien d'un état de choses dont nous ne nous sentons ni responsables ni solidaires », dit un texte voté à plus de 80 % par le corps des médecins des hôpitaux psychiatriques français en 1959. Parmi ceux-ci, au sein des organismes de Sécurité sociale, chez de nombreuses personnalités administratives, la conscience d'un besoin de changements radicaux est profonde. Des réalisations de détail de grande qualité ont pu être poursuivies en France. Mais, dans sa masse, l'organisation des soins aux malades mentaux reste écrasée sous une noire misère dont le surpeuplement des locaux, le manque de personnel et en premier lieu de médecins, sont les traits *essentiels*. Dans une telle conjoncture, n'aborderait-on que par la bande le problème psychiatrique, il est désolant qu'en découle pour le public une conscience pervertie.

Les réalisateurs de *La tête contre les murs* seront sans doute saisis d'un sentiment d'injustice à leur égard, car, je n'en doute pas, ils n'étaient pas animés d'intentions rétrogrades. Consolons-les en leur rendant cette justice qu'ils ont au moins permis de poser le problème et donné l'occasion aux psychiatres de crier une fois de plus leur misère.

J.-M. AUCUY. — Et aux fous, donc ! Mais cette misère commune est encore loin d'être suffisamment connue sous tous ses aspects. Nous pourrions même jeter les bases d'une œuvre nouvelle, s'inspirant de critiques effectivement constructives et tenter de faire concurrence à M. Soubiran qui vient d'adresser son dernier ouvrage (la suite de *L'île aux fous*, publiée d'ailleurs comme étant la suite des *Hommes en blanc* !) à diverses « personnalités du monde cinématographique », avec dédicace, en prévision d'une adaptation...

D<sup>r</sup> BONAFE. — Mais vous savez, si on nous le demande, nous en avons des idées... et même des idées très cinématographiques.

## ACTUALITES

### L'AGE MECANIQUE VU PAR LES « PEINTRES TEMOINS »

Les écrivains qui commentent *L'Age mécanique*, la nouvelle exposition des Peintres Témoins de leur Temps<sup>1</sup>, se livrent en général à des considérations pertinentes. Mais Gérard Bauer, Henry Mondor, Jean Cocteau, pour ne citer que ceux-là, ne sont pas les premiers venus. Ils n'ont pas la naïveté de M. Michel Del Castillo demandant si l'on doit adorer la machine « ou tout attendre d'elle comme ont tendance à le faire nos communistes ». Où a-t-il lu cela ? Francis Viaud rappelle Hiroshima et souligne que « l'option est ouverte entre les immenses bienfaits possibles de la révolution atomique et la fin de toute civilisation ». A quoi Michel Butor fait observer : « les machines peuvent se retourner contre les hommes (...) mais d'abord ces machines sont liens entre nous, entre le monde et nous, une sorte d'atmosphère nouvelle dont nos poumons ne pourraient plus se passer. » L'ambition des organisateurs de l'exposition est ainsi définie par Isis Kischka : « Nous désirons, dans un ensemble digne du sujet proposé, montrer la défense en même temps que l'accusation de ce monde mécanisé, où la beauté reste présente pour qui sait la voir. »

Tous les exposants ou presque ont tenté de traiter le sujet ; du moins ont-ils envoyé des œuvres qui s'y rattachent. En trop grand nombre, cependant, ils se sont contentés de scènes anecdotiques, interprétées suivant leur manière habituelle, quand c'est d'idées et de visions puissamment affirmées que nous avons besoin. Certains ont cru se dégager des conceptions prosaïques en accrochant des œuvres qui illustreraient avantageusement un roman de science-fiction. Le droit à l'imagination est certes imprescriptible. Dans les Mythologies de Poussin, dans le *Bain turc* d'Ingres (« La volupté la plus profonde perçue sous un jour presque effrayant » notait Baudelaire à propos de ce tableau), chez nos romantiques, tels Gustave Doré et Meryon, on trouve de bons exemples du « fantastique réaliste » dont les Flamands, de Bosch à Ensor demeurèrent les parangons. Au XX<sup>e</sup> siècle l'art onirique a été prôné par Odilon Redon, Dada, les surréalistes et leurs épigones ; il ne s'agissait plus,

1. L'exposition restera ouverte au Musée Galliéra jusqu'au 24 mai. Les peintres y reçoivent le public tous les vendredis de 20 h. 30 à 23 h. L'exposition sera présentée dans plusieurs villes de province, notamment Rennes (Musée des Beaux-Arts) et Nice (Palais de la Méditerranée), et à Namur (Bourse du Commerce).

cette fois, comme pour les vieux imagiers de nos cathédrales, de signifier le miroir de la nature par une forêt de symboles, le miroir moral de l'époque romane par des personnifications chimériques, ni d'enseigner au moyen d'allusions pathétiques (les « Danses macabres ») la précarité de la destinée humaine, mais de suggérer les phantasmes d'un monde irrationnel et dérisoire.

Or, ainsi que l'écrivait naguère Roger Vailland à propos du surréalisme<sup>2</sup> : « Le monde de l'ère atomique n'est pas *dérisoire*, pas même *absurde*. Ceux qui le disent absurde ne font que reconnaître l'infirmité de leur entendement, la lâcheté de leur cœur ; Les penseurs *héroïques*, Descartes, Hegel, Marx, posaient pour principe qu'il n'y a rien qui ne soit intelligible. » *Les plateformes astronomiques* de Taillandier, et surtout *Mythomécanique* de Labisse (des créatures mi-femmes, mi-oiseaux regardent passer des fusées) ont la valeur d'une incantation poétique et par là se justifient. Mais que signifient, effarant micmac de fœtus et de planches de cercueil, *Les Subjectivités* peintes par Brauner ? La légende qui accompagne la désignation de l'œuvre au catalogue n'est pas plus explicite. « Les êtres, vaticine Brauner, se trouvent violemment dispersés dans l'espace, nageant à travers l'air, repliés sur eux-mêmes comme pour trouver en eux-mêmes la substance qui les ferait vivre. » Bel exemple de cette pataphysique qui nourrit de ses « arguments » une peinture à la mode... Le caractère morbide des *Subjectivités* est voulu. Est-il possible que l'insanité de *L'Education sentimentale* (deux robots enlacés, ô Flaubert !) soit apparue à son auteur ? Sans doute Verdi ambitionnait-il d'agiter finement une question « sérieuse » : l'amour au siècle des robots. Si banal et assommant soit-il, le même sujet, traité par un homme d'esprit comme Vertès, nous vaut une œuvre galante, sinon dans la tradition de Fragonard du moins digne de *La Vie parisienne*. Verdi, lui, figure le cœur et le sexe de ses « modèles » par des rouages ; il n'est que ridicule et vulgaire.

Avec les sculptures de Gilioli (*L'Ange*) et d'Hélène Guastalla (*Genèse*), nous abordons au royaume de la fantaisie. La projection par l'un d'une masse cristalline dans l'espace, la construction par l'autre d'un personnage qui fait corps avec une armature de métal, tendent à rendre compte d'une interpénétration harmonieuse de l'homme et de la machine. Equation résolue de façon astucieuse par Leygue ; son *Mécanotaure* suggère, sous des apparences fabuleuses, une version moderne du monstre vaincu par Hercule. Contrainte d'accepter les exigences de la matière, la sculpture s'accommode peut-être mieux que la peinture du recours à la métaphore et à l'in vraisemblance. Bien travaillée, elle acquiert plus aisément le poids, la consistance artistique indispensables aux œuvres de pure imagination.



Il s'agissait, pour les Peintres Témoins, d'exalter l'originalité de notre XX<sup>e</sup> siècle caractérisé par le développement prodigieux de la

2. *Le surréalisme contre la Révolution*, Edit. soc., 1947.

science, par de stupéfiantes inventions. Entreprise plus ambitieuse encore que les précédentes qui eurent pour thème successivement : le Travail, le Dimanche, l'Homme dans la Ville, le Bonheur, la Réhabilitation du Portrait, le Sport, les Parisiennes. *L'Homme de l'espace*, composition d'André Lhote pour la couverture du catalogue et les affiches de l'exposition, est symptomatique d'une perspective ouverte sur l'avenir, qu'avaient sans doute envisagée les organisateurs quand ils se rallièrent au thème de *l'Age mécanique*. Mais n'est-il pas illusoire de prétendre esquisser l'avenir sans avoir une vue claire du présent, sans comprendre le rôle de la machine dans la société actuelle ? Des idées faciles trouvent ici un développement présenté volontiers comme le fruit d'une intense réflexion : l'hostilité à l'égard de la science, par exemple, qui relève d'une conception petite-bourgeoise banale, assez répandue il est vrai dans les milieux d'artistes. Elle s'inscrit dans une filiation qui va de Vigny aux bergeries de Beauchant, à Giono et au « retour à la terre ». Il y a à cela des conditions objectives fort compréhensibles. Dans la société capitaliste, l'artiste est trop souvent un inadapté, un déraciné. Quand elle ne le conduit pas à trouver le chemin de sa libération dans la lutte aux côtés de la classe ouvrière, l'existence précaire qui lui est imposée incline l'artiste à considérer ses lendemains avec méfiance. *Le dernier arbre* de Nakache est révélateur de cette attitude pessimiste. Pour Nakache, le monde futur devient un vaste camp de concentration privé de végétation, d'oiseaux et des splendeurs de la nature. L'humanité vivant au siècle du « dernier arbre » est assujettie au règne de la laideur, du travail forcé et de la violence... Pour Jack Chambrin, *l'Age mécanique* évoque *le Paradis perdu*, les masques et les fleurs, les sérénades et les joies disparues. Sa nostalgie s'oppose, tout en la rejoignant, à la description par Bernard Buffet d'un paysage que stigmatisent d'horribles édifices industriels. Buffet a intitulé son tableau *Hommage à Jules Verne*. Dénomination abusive ! Peu d'œuvres romanesques sont aussi optimistes que celle de Jules Verne où des millions de jeunes Soviétiques puisent des leçons d'audace et d'espérance. Quels qu'en soient les prétextes, l'amertume engendrée par le développement du machinisme n'aide en rien à la solution des grandes questions de notre temps. Elle a une portée négative et finalement des conséquences réactionnaires.



Le thème nécessitait de ne pas voir dans la machine une entité abstraite, mais de la considérer en fonction des rapports de production ; de ne pas se borner à montrer les machines, mais de souligner dans quelles conditions et au bénéfice de qui elles fonctionnent. Il convenait de ne pas oublier que si l'introduction de machines nouvelles contribue à préparer l'avènement du socialisme, leur utilisation suivant les « plans économiques » de la grande bourgeoisie est susceptible de conduire à la guerre. Cet aspect du problème n'apparaît guère à l'exposition.

L'homme de progrès a pour mission de dénoncer les mystifications ; elles ne manquent pas celles qui visent à faire de la machine un moyen





d'asservissement des travailleurs ! Bouquillon révèle dans quel univers terrible vivent ces « gueules noires » qu'il connaît bien, puisqu'il exalte depuis des années leur dur labeur, leurs maigres joies. Ce n'est pas une œuvre aimable que *Le Mineur à sa machine !* Hagard, maculé de poussière et de sueur, le mineur est représenté en plein effort. On n'aperçoit de son visage que le blanc de ses yeux et de ses dents. Quelle que soit sa fatigue, il lui faut produire, abattre toujours plus de charbon en échange d'un salaire insuffisant. Parfois c'est le grisou, l'accident, la tragédie du fond, *la Mort d'un homme* décrite par Luc Perrot, peintre du Nord comme Bouquillon. Utilisées abusivement ou quand la science est détournée de sa tâche civilisatrice, les machines peuvent tuer ; c'est aussi le sens de la pathétique sculpture de Volti, *La chaise électrique*. Et l'appréhension de la guerre atomique a motivé l'avertissement de Pierre Henry, *Hiroshima*. De telles œuvres se distinguent par le sentiment de responsabilité sociale qu'elles dénotent

chez leurs auteurs. Elles laissent loin derrière elles les bavardages de M. Terechkovitch (la livraison d'un frigidaire en plein désert), l'imagerie puérule de M. Van Dongen (*Bip, bip, bip...* un couple de nudistes sur les Champs-Élysées). le pendentif éolien de M. Calder.

La variété de l'Age mécanique est traduite par Brayer, Capron, Commère, Ciry, Desnoyer, Forissier, Jacus, Mentor, Rodde, Simon, Vuillemoz, qui célèbrent l'homme aux prises avec le fer, le béton, la mer, édifiant les coupoles cyclopéennes des usines, transformant la nature. Les gamins de ma génération jouaient aux gendarmes et aux voleurs ; nos enfants jouent aux voyageurs interplanétaires. Ils rêvent de coiffer le casque et de revêtir la tunique du *Scaphandrier de l'air* campé par Lucien Gibert. Fougeron suggère combien de jeunes femmes rêvent d'une cuisine presse-bouton... Il faut savoir rêver, disait Lénine. Tel que Marcel Gimond sut le voir, Joliot-Curie rêvait et il rêve ce sidérurgiste auquel Boris Taslitzky a conféré la noblesse d'un paladin des temps modernes. Aujourd'hui les rêves du savant humaniste et de l'ouvrier conscient du rôle historique de sa classe se rejoignent pour préparer la réalité de demain.



La plupart des artistes conviés par les Peintres Témoins n'avaient du machinisme qu'une connaissance superficielle, livresque. C'est là, pour expliquer l'échec de beaucoup, une excuse qui s'ajoute à celle de leur formation insuffisante. De cette formation acquise dans un climat de confusion artistique extrême ils ne sont pas entièrement responsables ; ils n'ont pas réclamé non plus les conditions qui leur sont faites par les marchands ! Mais ne viendra-t-il pas le jour où les artistes réfléchiront à la situation diminuée qui est la leur et se décideront, *ensemble*, à jeter bas les portes du ghetto où l'oppression idéologique de la bourgeoisie les tient enfermés, ne leur concédant de travailler et de *vendre* que dans la mesure où ils se privent d'exprimer le mouvement réel de leur époque ?

Le culte de la petite sensation, les tricheries, les recettes peuvent suffire aux besoins d'une clientèle complaisante et bornée. Ils ne répondront jamais de la complexité et de la richesse de la vie moderne. Toutes les recherches sont permises, l'émulation dans la découverte est nécessaire. Mais plus que d'essais de laboratoire, c'est de se colleter résolument dans leur art avec le monde réel que nos peintres et nos sculpteurs ont besoin, s'ils veulent intéresser un public nouveau à leur création.

« Tant crie-t-on Noël qu'à la fin il vient. » Il est hautement souhaitable que les Peintres Témoins continuent d'administrer les preuves d'une persévérance dans l'effort dont ils ont le courage d'affronter tous les risques. Pas de redressement possible sans les vérifications de cette autocritique salutaire et si l'on ne tient pas compte des perspectives qu'elle offre aux artistes.

Jean ROLLIN.

MALEK HADDAD OU LE MALHEUR EN DANGER

Le Malheur a bon dos  
Mais dites-moi son nom

M. Haddad.

*La guerre d'Algérie est désormais entrée dans la littérature. Mais que ce soit Nous nous aimerons demain d'André Stil, Le Cordonnier Aristote de Maurice Pons, Bonne chance quand même d'Alain Prévost, Les Doublures de Michel Zeraffa, et quelques autres, il ne nous avait pas été donné de la voir par les yeux d'un Algérien. Cette lacune, Malek Haddad l'a comblée par La Dernière impression (1958) et par Je t'offrirai une gazelle (1959)<sup>1</sup> précédés d'ailleurs, en 1956, par un recueil de poèmes, Le Malheur en Danger<sup>2</sup>.*

La Dernière Impression, vaste fresque qui rend tout le climat d'une ville, Constantine, à l'heure de l'état d'urgence, nous montre les Algériens dans la guerre.

Malek Haddad insiste surtout sur une certaine catégorie sociale, et sur une génération.

Il met beaucoup de soin à prendre ses distances. A propos de Saïd, jeune ingénieur qui indique les points faibles du pont qu'il vient de construire — sa première œuvre, sa première joie, que l'on va devoir détruire — Saïd a un regard lourd quand Lucia qui l'aime et qu'il aime, mais qui n'aime pas l'Algérie, lui annonce qu'elle rentre à Aix; regard lourd « qui allait plus loin que sa pensée. Ce regard est celui de tous ceux que l'Histoire a devancés, de tous ceux que l'Histoire a délogés de leurs habitudes. L'Histoire n'étonne pas que les imprévoyants et ne choque pas seulement ceux qui ont intérêt à contrarier ses démarches en quelque sorte fatales. L'historien, qui est forcément un sage, dira pourquoi, ce fellah n'eut pas à se poser de ces problèmes. Car en fin de compte le fellah n'a rien à craindre de ces problèmes puisqu'il en est la solution. » (p. 52.)

A l'Histoire qui agit comme un révélateur, chacun répond à sa manière : Le docteur Legendre, « une fin de race », mais un brave homme qui s'écrie, quand Saïd parle du fossé dont il craint qu'il ne puisse plus se combler tant il y a eu de ratissages, de viols, de tortures, d'exécutions sommaires, d'emprisonnements : « Mais ma parole ! Vous parlez comme un nationaliste. »

Rivière, directeur du Lycée, qui n'autorise plus au club de l'établissement d'autres journaux que la Dépêche de Constantine (« Ici pas de politique ! ») et entrave le ramadan des internes musulmans ; Roggin, retraité des P.T.T., qui répond gêné aux questions que lui pose Saïd : « Décidément il n'y a qu'un convoi de voitures blindées pour vous remettre dans un contexte »; Bouzid, le frère aîné de Saïd qui a pris le

1. La dernière impression, Je t'offrirai une gazelle, Julliard édit.

2. Le Malheur en Danger, La Nef de Paris, édit.

maquis ; Cherif, son beau-frère, « un paradoxe, un Français moyen, gentil comme le discours de quatorze-juillet d'un Républicain d'avant-guerre », qui aux sollicitations de l'Histoire parle de boucan ; Rolland, franc-maçon, membre de la S.F.I.O., un ancien « moi-je-m'entends-bien-avec-les-arabes » qui se flatte d'avoir été le premier milicien de son quartier et qui, à l'heure de l'état d'urgence a cessé de tricher ; les parents de Lucia — car Lucia meurt d'une balle perdue quand le pont saute — qui se refusent à dire son nom au Malheur ; et Saïd qui choisit le maquis quand un peintre ivre rencontré un soir à Aix lui aura dit : « Ne rien faire, c'est ça le malheur » ; Saïd qui meurt au cours d'un engagement, après Djamel qui préparait une licence d'histoire et qui sentait encore son quartier latin : « On ne peut pas à la fois étudier l'histoire et la vivre. »

C'est aussi le portrait d'une génération qui a vu le jour « au soteil d'enfer du 8 mai 1945, qui n'a connu des roses que les chardons, un rêve très chaud dans un désert glacé » ; cette génération dont nous avions trouvé une image dans Nedjma et dans le Cadavre Encerclé de Kateb Yacine : la génération des tisseurs du drapeau national.

La guerre est partout présente dans les rues et dans les hommes. « La guerre même juste, est une difficile habitude à prendre ». Mais au plus atroce de la guerre, la voix de Haddad s'élève pour dire : « Moi je suis pour les bouquets »<sup>3</sup>, pour redonner à la nature sa place, sa pureté. « Ce n'était pas la vocation des forêts de finir en crosses de de fusil »<sup>3</sup>, pour clamer le bonheur (c'est la dernière impression, aussi fugitive que la gazelle) — un bonheur à la mesure de l'Homme qui, selon l'auteur, sera dans le dernier dictionnaire défini par le mot Héros.



Je t'offrirai une gazelle continue cette quête du bonheur. La guerre n'en est pas moins présente, même si elle ne se traduit pas en termes de guérilla ; ce qui rend peut-être plus amer, plus douloureux ce livre.

Le roman est construit sur deux plans, comme Six personnages en quête d'auteur. Il y a le livre qu'a écrit l'auteur : Je t'offrirai une gazelle qui narre les amours de Moulay et Yaminata — Moulay chauffeur au Sahara a promis une gazelle à Yaminata ; et la vie de l'auteur en exil ; les deux plans s'unissant dans le thème de la gazelle.

A Paris, il y a Gerda, une Allemande, et le mur des langues ; Gisèle Duroc, son éditeur ; Jean Duroc qui fait une étude originale sur Lautréamont en qui il a découvert le théoricien d'un « socialisme valable » ; François de Lisieux, le poète, à qui l'auteur témoigne une grande affection ; Maurice le barman ; la même du coin qui écoute toute la journée « Il n'y a pas d'amour heureux » que chante Brassens et puis la guerre. La guerre ce sont les rafles : « Dans cette guerre-là, pour connaître son ennemi, on lui demande ses papiers — Ah ! bon ! vous êtes Algérien... — Mais qu'elle dise son nom ; bon Dieu, qu'elle le dise : je m'appelle la guerre. »

La guerre, elle est aussi au cœur du drame de l'auteur qui, entrant par la Porte de Trajan dans Timgad endormie rêvait de dire au peuple

3. Le Malheur en Danger.

réuni dans le théâtre antique : « Peuple, je t'apporte la bonne graine des violettes qui poussent et pousseront dessus le mont Chélia. Je t'apporte l'enfant recueilli dans les ténèbres de mon doute : je t'offre la gazelle ramenée du désespoir. »

Alors l'hyène, le malheur, sortira par la Porte de Trajan. « Et puis je te présente, ô peuple mon frère, cette fleur orpheline en haut des barricades. Voici mon âme et ses yeux noirs, voici mes yeux et ma musique. Je t'appelle Amida pour narguer les broussailles et je te demande de bénir mes épousailles. »

L'Ami a lu le livre et a écrit à l'auteur : « Notre peuple qui se bat se fiche pas mal de ta gazelle et de tes histoires d'harmonica, de vin rosé et de prince-barman. » Et la nuit va fermer la porte de Trajan. Le peuple des princes n'est pas venu, il a autre chose à faire pour l'instant. L'auteur ne publiera pas son livre. « Les amis qui pensent que tel ou tel personnage est un intrus, que les histoires de gazelles ça n'intéresse pas un peuple qui se bat, ont peut-être raison. Peut-être tort. Car, en fin de compte, c'est pour des gazelles et des harmonicas qu'on se bat. L'opportunité n'a pas toujours de talent. »

L'œuvre de Malek Haddad à une étonnante unité, chaque livre renvoie à l'autre par l'évocation d'un thème ; d'une image, d'un symbole ; par son souci de l'humain, par sa générosité. L'écriture, d'une très grande richesse, d'un très grand lyrisme d'ailleurs, y contribue, car peut-on sérieusement faire la différence entre la prose et la poésie de Haddad ? Et ce n'est même plus situer le débat au niveau du roman et de la poésie<sup>4</sup>. Malek Haddad est un conteur qui a un pouvoir de communication extraordinaire ; d'autant plus forte qu'elle agit par symboles. Une œuvre qui redonne vie aux chiffres des bilans opérationnels, qui rend visage à ce peuple qui se bat. Nous entrons dans un monde de pureté, d'espoir et de malheur, de vraie grandeur ; un monde qui revendique la totalité de l'homme, un monde qui préfigure demain :

Dans le sublime quotidien  
 Dans la maison à faire ou à refaire  
 La joie

La joie  
 mon orpheline

aura sa mère !<sup>5</sup>

Il faut écouter Malek Haddad, ce parolier d'une musique algérienne qui a raison<sup>6</sup> et qui met le malheur en danger.<sup>7</sup>

Michel PARFENOV.

4. Voir dans *Les Lettres françaises* du 11-17 décembre 1958 la contribution de Malek Haddad au débat « Pourquoi le roman ».

5. *Le Malheur en Danger*.

6. *Les Lettres françaises* du 11-7-58.

7. Dans la soirée du 16 avril, on apprenait que la séquence de l'émission « Lectures pour tous » consacrée au dernier livre de Malek Haddad. *Je t'offrirai une gazelle*, avait été retirée par ordre du ministère de l'Information. Rappeler que la lutte du peuple algérien se fait au nom du bonheur, évoquer les drames que la guerre d'Algérie suscite, n'a pas été jugé opportun. L'opportunité avait cette fois trop de talent...

LE CAHIER « LINGUISTIQUE »  
DE RECHERCHES INTERNATIONALES

C'est dire peut-être une banalité que de constater l'intérêt croissant que portent à la linguistique tant de gens de tous les milieux, et pas seulement ceux qu'on est convenu de ranger dans la catégorie des « intellectuels ». Aussi est-il fatal que le fléau de l'amateurisme sévisse dans cette discipline beaucoup plus qu'ailleurs, et que chacun se croie autorisé, du haut de son propre « Sprachgefühl », à juger des faits de langue, voire à proposer des étymologies, ou, dans le pire des cas, à échafauder sur des comparaisons de haute fantaisie des systèmes de parenté linguistique qui font honneur plutôt à l'imagination créatrice qu'à la science de leurs auteurs.

Le langage humain a très tôt fait l'objet d'études plus ou moins systématiques : études à caractère normatif d'une part, gloses d'autre part, qui toutes tendaient à une meilleure intercompréhension, fin suprême du langage et condition essentielle de la vie en société. On sait cependant que la linguistique en tant que science est très jeune et n'a guère plus d'un siècle et demi d'existence. C'est ce qui explique que ses méthodes et ses acquisitions soient quelque peu méconnues dans le public.

La méthode dialectique en linguistique a été naguère exposée par Marcel Cohen<sup>1</sup>, mais mis à part les ouvrages de ce grand linguiste français il faut bien admettre que rares ont été les tentatives systématiques d'aborder les questions de langage à la lumière du marxisme, rares en tous cas sont les synthèses accessibles au public de langue française.

Dans notre pays les linguistes marxistes travaillent trop souvent en ordre dispersé, et ils ne peuvent guère faire autrement. L'activité modeste, trop modeste, du groupe de linguistes marxistes animé par Marcel Cohen ne permet que partiellement d'influencer les travaux individuels.

Il serait sans doute oiseux de dire que le Cahier « Linguistique » de *Recherches Internationales* vient combler une lacune. En fait il met à la portée du lecteur français trois importants articles soviétiques et un

1. *Linguistique et matérialisme dialectique*, texte paru en brochure et reproduit dans *Cinquante ans de recherches*, pp. 38-52.

texte de Marcel Cohen sur l'idéalisme en linguistique, paru récemment dans les *Voprossy Iazykoznanija*, et qui donne en même temps des indications sur ce que doit être une linguistique marxiste. En outre, le non-spécialiste trouvera dans ce volume d'intéressants exposés sur les problèmes de langage en Chine et en Inde, et une bonne introduction à la question des machines à traduire telle qu'elle est envisagée en Union Soviétique.

Cette question de la traduction automatique, comme tout ce qui ressortit à l'électronique, est bien souvent entrevue dans une aura de mythe, avec une sorte de terreur quasi métaphysique. Des expressions du genre de « cerveau électronique » ont fâcheusement contribué à accréditer ces idées. Les études de Panov, Lapounov et Moukhine qui nous sont ici présentées ont le mérite de poser clairement le problème, de le démystifier. Il s'agit d'une description de deux méthodes différentes : celle de l'Institut de Mathématiques Steklov et celle de l'Institut de Mécanique de Précision et de la Technique des Calculs. On verra que le procédé est loin d'être encore au point. De plus, ce que ne soulignent peut-être pas suffisamment les auteurs, il a ses limites. On ne saurait trop mettre en garde contre les illusions : la machine ne pourra pas tout traduire, elle ne pourra jamais mettre les traducteurs-traitres hors d'état de nuire... Et le pourrait-elle qu'elle serait tout de même inutilisable sans le concours d'un personnel considérable. Edmond Cary (*La Traduction dans le monde moderne*, Genève 1956, pp. 157 sqq.) évalue à 12.000 secrétaires perforées et à 30 ou 40.000 réviseurs (traducteurs de haute qualification) et terminologistes, sans parler des techniciens proprement dits, le nombre des employés indispensables au fonctionnement d'une seule machine à traduire. Les traducteurs — et le soussigné fait partie de la corporation — prient donc le public de leur faire l'honneur de croire que ce n'est pas par crainte de perdre leur gagne-pain qu'ils considèrent les essais de traduction automatique avec un certain scepticisme.

« La politique linguistique de l'Inde », c'est le titre de la contribution de A. Ghosh, Secrétaire général du Parti communiste indien, parue d'abord dans *New Age* de New Delhi. Le départ des Anglais a posé aux Indiens, entre autres graves problèmes, celui du choix d'une langue officielle : l'anglais ou une langue indienne, et laquelle ? L'auteur critique la politique actuelle du gouvernement central indien, qui a engendré une situation chaotique. Il préconise, adoptant en cela les conclusions de la session d'octobre 1957 du Comité central du Parti communiste indien, l'acquisition progressive par tous du hindi comme langue commune, mais en répudiant toutefois ce qu'il appelle le « chauvinisme hindi ». Le hindi parlé — et non pas le hindi artificiellement sanscritisé que cherchent à propager certains milieux réactionnaires — devra remplacer graduellement l'anglais et donc être obligatoirement enseigné dans les régions de langue ourdou, marathie, bengalie, dravidiennes, etc.; de plus une deuxième langue indienne moderne devra devenir matière d'étude obligatoire dans les régions de langue hindie. L'anglais pourra continuer de jouer un rôle, à titre de langue écrite, ne serait-ce que pour les relations avec l'extérieur. Avant tout il conviendra de sauvegarder les intérêts des minorités linguistiques dans chaque région. Telle est,

brèvement résumée, la position de A. Ghosh, mais il faudra lire intégralement son article.

Les importantes contributions de Lo Tchang-pei et Liu Chou-siang (« Vers l'unification de la langue chinoise ») et de Weu Yu-tchang (« La réforme de l'écriture chinoise ») rappelleront aux lecteurs français, comme d'ailleurs l'article de Ghosh, que la question de la langue nationale est loin d'être partout limpide, et que l'expression « parler chinois » n'a pas un sens aussi simple qu'on l'imagine. Le lecteur trouvera là une vue d'ensemble des problèmes posés par l'enseignement de l'écriture à tout le peuple chinois, l'unification de la langue, ses possibilités d'expansion à l'étranger, son adaptation aux conditions de la vie moderne.

Bien entendu le cas de la Chine et celui de l'Inde n'ont qu'une valeur exemplaire et, comme le fait justement remarquer la rédaction, on aurait pu préparer tout un cahier sur cette seule question de l'aspect politique des choses linguistiques. Des problèmes plus ou moins aigus se posent ou se sont posés par exemple en Indonésie (création de la « bahasa Indonesia »), dans les pays de langue arabe (conflits entre la langue « littéraire » et les différentes langues parlées), au Pérou (renaissance du quechua), en Haïti (place à donner au créole) et bien plus encore dans un pays comme l'U.R.S.S.

Avec l'article de V. Panfilov nous entrons dans un domaine plus philosophique que proprement linguistique : les rapports entre la langue et la pensée. Citons simplement la thèse essentielle de l'auteur : « La langue (les éléments de la langue) apparaît en même temps que la pensée abstraite et générale (les éléments de cette pensée) comme condition de son existence et comme instrument de sa réalisation. » Panfilov se livre à ce propos à une vive critique des linguistes et des philosophes idéalistes qui « affirment que la pensée peut fonctionner sans l'aide de la langue, que la langue n'est qu'un instrument d'expression des idées de l'homme (qui se sont formées sans l'aide de la langue) en vue de ses relations avec un interlocuteur ». Les divers types de structuralismes sont successivement passés au crible par l'auteur : il reproche à Bloomfield de ne voir « dans l'étude du langage qu'un objet pour le linguiste : les formes de la langue, qui ne peuvent rien nous dire sur les significations qu'elles expriment », et à Saussure « d'étudier seulement la langue en soi et pour soi, sans faire appel, pour l'expliquer, aux faits et aux phénomènes se rapportant à d'autres domaines, comme, par exemple, les facteurs sociaux. »

Victor Istrine (« Relations entre les types d'écriture et la langue »), après avoir critiqué la terminologie en usage dans les sciences de l'écriture, réfute la théorie de Marr et de Mechtchaninov sur le caractère magique de l'écriture primitive, puis montre que l'étude de la théorie et de l'histoire de l'écriture doit toujours être faite en relation avec l'histoire de la société et avec l'histoire de la langue. On ne manquera pas à ce sujet de se reporter à l'ouvrage récent de Marcel Cohen.

Il nous reste à traiter des deux articles principaux du Cahier, celui de Serebrennikov et celui de Marcel Cohen. -

La contribution magistrale de Serebrennikov, intitulée « Faits de langue et histoire des sociétés » date du début de 1953. Elle traite d'un



problème fondamental, celui des rapports entre les phénomènes linguistiques et l'histoire de la société et débute par une célèbre citation de Staline : « La langue compte parmi les faits sociaux qui agissent pendant toute la durée de la société. Elle meurt en même temps que la société. Pas de langue en dehors de la société. » Ce n'est pas un truisme. Mais la question de l'historicité, c'est-à-dire des corrélations entre l'histoire de la langue et l'histoire du peuple, est, ainsi que le souligne l'auteur, d'une grande complexité. On sait que Marr a fini par aboutir à des absurdités en cherchant à établir une liaison trop étroite entre les faits de langue et l'histoire. Serebrennikov distingue deux types de liaison historique : une correspondance générale (le caractère d'un phénomène — historique — détermine un état correspondant dans l'autre phénomène — linguistique), et un rapport défini par le fait que la langue reflète le caractère spécifique de l'histoire du peuple. On ne peut pas toutefois rattacher chaque phénomène linguistique à une période déterminée de la vie d'un peuple. L'auteur souligne ensuite l'importance des facteurs internes ; c'est surtout de leur action que résultent les transformations, et l'histoire de la société ne peut qu'influer sur le caractère de ces transformations ou bien limiter leur propagation. Cela vaut aussi bien pour le système phonétique que pour le vocabulaire et la structure grammaticale. En conclusion, « tout phénomène linguistique est lié à l'histoire du peuple, mais dans certains cas il s'agit d'un lien immédiat, direct et évident, tandis que dans d'autres c'est un lien hautement complexe et qui passe par toute l'expérience historique de l'humanité prise dans son ensemble. »

Enfin — *last* (dans notre compte-rendu) *but not least* — l'article de Marcel Cohen, « Linguistique moderne et idéalisme », qui donne d'ailleurs beaucoup plus que ne promet son titre. Il s'agit d'abord de montrer le foisonnement des doctrines idéalistes en linguistique, depuis les créateurs de la méthode historico-comparative jusqu'aux structuralistes contemporains et, d'examiner les tendances idéalistes sous-jacentes aux théories les plus diverses. Mais ce bref article contient aussi un certain nombre d'observations des plus pertinentes dont chaque linguiste marxiste devra faire son profit et c'est sur quelques citations que nous concluons : « On ne peut concevoir les progrès d'une linguistique se débarrassant des points de vue idéalistes qu'en liaison étroite avec la psychologie scientifique, sous toutes ses formes présentes et à venir, de l'étude physiologique du cerveau jusqu'à la psychologie comparative... Il ne s'agit pas de construire une linguistique marxiste entière à côté de la linguistique tout court... L'équilibre est certes difficile à garder, comme sur une corde raide, entre la double obligation de déceler et de neutraliser les démarches idéalistes qui faussent la réalité, et d'autre part de reconnaître et d'utiliser les nouveautés réalistes et utiles de toute origine... A vrai dire le succès ne peut être pleinement acquis qu'en réduisant les discussions au minimum et en accomplissant le maximum de travail constructif en recherches nouvelles. » On ne saurait mieux dire.

LITTÉRATURE DES ETATS-UNIS  
(Le Numéro spécial d'*Europe*)

C'est une véritable anthologie de la poésie américaine contemporaine qu'*Europe* présente dans son numéro spécial de février-mars consacré à la littérature des Etats-Unis. Les spécialistes et le grand public peuvent lui en être particulièrement reconnaissants car, dans ce domaine, on en était pratiquement resté, en France, à l'imagisme d'Esra Pound et à T.S. Eliot. Et depuis le départ définitif de ce dernier en Angleterre, il semblait que la poésie américaine eût totalement cessé d'exister.

Le choix de poèmes que Renaud de Jouvenel a établi en compagnie de Thomas Mac Grath et Kenneth Rexroth, tous deux poètes américains, s'inscrit en faux contre cette impression. Il apparaît au contraire qu'un véritable renouveau s'affirme outre-Atlantique depuis les années 1920 et surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Sans doute faut-il en chercher la raison profonde dans l'indépendance de plus en plus nette que manifestent les poètes américains vis-à-vis de la tradition européenne et en particulier française qui leur a longtemps servi de guide. C'est ce que fait ressortir l'étude de Kenneth Rexroth sur l'influence — somme toute assez négative — de la poésie française aux Etats-Unis. Ce problème est aussi traité de façon plus générale dans l'article de Laurence Voisin, trop modestement intitulé « Quelques poètes américains ».

Toute une génération reste en effet, au début de ce siècle, « désespérément bloquée » sur Laforgue puis sur les dernières modes poétiques importées de Paris. C'est la génération des expatriés : elle tourne résolument le dos à la réalité américaine pour imiter les techniques symbolistes ou décadentes. L'un de ses chefs de file, Eliot, opte finalement pour la nationalité britannique tandis qu'Esra Pound s'en va vivre en Italie où il se convertit d'ailleurs à l'idéologie fasciste... Mais une tendance, latente jusque-là, se fait jour dès la première après-guerre. Par-delà le modernisme, le dadaïsme, le surréalisme, la poésie américaine redécouvre les Etats-Unis. De là viendra le renouveau : la richesse et la diversité de l'anthologie présentée par *Europe* (de 1920 à la période actuelle) le montrent de façon éclatante.

La réalité nationale ne peut cependant plus, à notre époque, inspirer au poète américain l'optimisme et la confiance qui percent encore dans les vers d'un Whitman. Redécouvrir son pays, c'est, pour lui, adopter une attitude critique vis-à-vis d'une civilisation capitaliste qui fait de moins en moins illusion : on ne s'étonnera donc pas que la plupart des poètes cités soient, à des degrés divers, marqués par cette attitude. Soulignons pourtant avec la revue que ce n'est point là le résultat d'une sélection, d'une « discrimination d'espèce étrangère à la littérature... » car tel poète qui figure ici en bonne place « est connu pour s'être, en diverses circonstances, exprimé en des termes qui heurtent les convictions intimes de plusieurs membres du Comité d'*Europe* ». Ce panorama poétique est en fait aussi représentatif que le temps et les difficultés matérielles l'ont permis. Seuls ont été délibérément exclus quelques

poètes dont la réputation a paru très nettement surfaite, ou qui relèvent d'une tradition périmée.

Il est malheureusement impossible de citer, dans le cadre de cet article, tous les noms que le numéro révèle au public français. Retenons cependant Randall Jarrell avec « Siegfried » et « Le Survivant parmi les Tombes » qui dénoncent l'horreur et le non-sens de la guerre ; Kenneth Rexroth avec « Le Siècle Américain » et « Pour Eli Jacobson » ; le poète noir Langston Hughes avec « La Charrue et la Liberté » impitoyable critique de la « démocratie » américaine, mais aussi chant d'espérance dans l'avenir « pour toutes les races et pour tous les peuples » ; Walter Lowenfels et son sonnet « Pour Aragon » ; Edward Cummings malgré un certain hermétisme ; Archibald Mac Leish avec « Discours à une foule » ; William Carlos Williams dont le petit poème « Riposte » rappelle Eluard ; Edgar Lee Masters enfin dont la « Spoon River Anthology » est aussi caustique, avec ses poèmes en forme d'épithames, « que les dénonciations romanesques de Dreiser et autres Sinclair Lewis ».

Un nom semble cependant dominer tous les autres : Carl Sandburg déborde largement le cadre régional de sa Prairie natale (qu'il chante dans « Egreneurs de Maïs ») et apparaît comme le plus grand poète américain vivant. Sa large intuition lui fait discerner la fragilité de l'ordre capitaliste et voir dans le peuple la force de l'avenir :

*Qui peut combattre l'avenir ?  
 Quel est le jugement de demain ?  
 Le peuple n'a-t-il pas avancé et avancé  
 en conquérant toujours davantage son bien ?  
 Comment les régimes d'aujourd'hui  
 peuvent-ils être contre le peuple de ce temps ?  
 Qu'est-ce qui peut l'empêcher de prendre  
 de plus en plus de son bien ?*

Et telle évocation de leader syndicaliste assassiné (« Evocation d'un Noble Enfant »), ou encore son grand poème de 1936 « Le Peuple, Oui » rappelle tout naturellement la poésie d'un Guillen :

*Profanez le paysage par vos affiches, messieurs,  
 qu'aucune verte vallée ne rencontre le regard du passant sans vos  
 publicités sur l'essence, l'huile, les haricots, la soupe, le whisky, la bière...*

Ne terminons pas cette trop rapide revue sans remercier Renaud de Jouvenel d'avoir donné de chaque poète une biographie qui permet de le situer et qui retrace les principales étapes de son évolution. Il faut aussi féliciter en lui le traducteur. La tâche n'était pourtant pas aisée, car la langue utilisée par les poètes américains contemporains est très proche de celle du peuple, avec des raccourcis, des images, des onomatopées dont il est souvent difficile de trouver l'équivalence en Français. Quoi qu'il en soit, chacune de ses traductions est une véritable re-création poétique : jamais l'on n'aperçoit le texte anglais en filigrane, ce qui semble bien être le critère de la réussite.

Nous nous sommes longuement attardés sur ce panorama de la poésie américaine contemporaine parce qu'il constitue la partie la plus nouvelle, la plus originale du numéro et qu'à ce titre il méritait d'être souligné. Mais comme le fait justement remarquer Pierre Abraham, « la prose n'est cependant pas absente, et le titre « Littérature des Etats-Unis » n'est ni un trompe-l'œil, ni un abus de confiance ».

Cyrille Arnavon, dans « L'Ecrivain face à l'Américanisme » analyse les causes de la décadence du roman américain depuis les années 50. Les universités jouent un rôle essentiel dans ce phénomène. Elles accueillent les jeunes écrivains, sans leur imposer de contraintes spéciales. Mais le climat intellectuel qui y règne détourne les jeunes auteurs de la réalité. On y explique en effet le monde par la psychologie, l'esthétique, la métaphysique, voire la théologie. « Comment l'écrivain ne serait-il pas nourri par cette esthétique idéaliste, comment n'orienterait-il pas dès lors son œuvre dans les sentiers suivis précisément par un grand écrivain visionnaire comme William Faulkner, poète d'un Sud pourrissant et terrifiant, qui fait désespérer de l'humanité quand elle n'est pas touchée par la grâce ou le pardon ». Aussi la révolte qui faisait se dresser les romanciers de l'entre-deux-guerres contre un certain type de société n'est-elle plus maintenant qu'une convention littéraire, un pseudo-affranchissement de l'esprit victorien par la peinture de désordres de toutes sortes « qui appellent un ordre supérieur, celui de la foi », quand ce n'est pas tout simplement une pose de l'écrivain révolté contre tout, poussé par « un individualisme effréné et négateur » qui débouche sur la « Nada ».

Pour être complet, il nous faudrait encore citer la chronologie des événements politiques et littéraires que dresse Cyrille Arnavon, une étude très importante de Marianne Delvert sur le roman social et socialisant du début du siècle (Jack London, Upton Sinclair, Dreiser), enfin des notes de Renaud de Jouvenel sur quelques romanciers moins bien connus en France que Dos Passos ou Hemingway.

Le numéro d'*Europe* sur la littérature des Etats-Unis marque certainement une date dans les études américaines. C'est un instrument de travail que tout spécialiste devrait posséder au même titre que *L'Histoire littéraire des U.S.A.* de Cyrille Arnavon, dont il est d'ailleurs le complément naturel. Que chacun le lise, le fasse lire et en assure la plus grande diffusion.

Marc REBOUL.



PROBLÈMES

DES

ÉCRIVAINS

ET

ARTISTES

NOIRS

*Simone*

**D**U 25 au 31 mars s'est tenu à Rome le Deuxième Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs organisé par la Société Africaine de Culture. A ce congrès participaient des écrivains et artistes d'Afrique Noire, de Madagascar, des Antilles, des Etats-Unis.

Le Congrès a étudié divers aspects des problèmes posés aux hommes de culture noirs. Il a concrétisé les résultats de ses travaux dans un ensemble de textes. Nos lecteurs trouveront ci-après les textes qui ont trait à la littérature, la sociologie, la linguistique, les sciences politiques, les arts (musique, arts plastiques, danse, cinéma).

Il nous semble très important de faire connaître à nos lecteurs comment les problèmes de la culture sont posés par les artistes et écrivains négro-africains. Notre intention est d'y revenir, d'en discuter avec les intéressés dans un esprit de coopération et d'aide mutuelle.



Un des grands moments du Congrès fut, sans conteste, l'audition d'un message enregistré du Président de la République de Guinée, M. Sekou Touré.

Nous sommes heureux d'être en mesure d'offrir à nos lecteurs le texte intégral de ce message.



Enfin, à cet ensemble de textes, nous avons joint une étude d'un intellectuel antillais, René Menil, professeur de philosophie à Fort-de-France, membre du Bureau politique du Parti communiste martiniquais, qui porte précisément sur un des points soulevés par M. Sekou Touré : l'exotisme colonial.

La Nouvelle Critique a déjà consacré une place importante à des problèmes de même nature étudiés au cours de la Conférence des écrivains d'Afrique et d'Asie réunie à Tachkent (N. C. n<sup>os</sup> 101, 102 et 103). Est-il besoin de dire que nous nous réjouissons sans réserve de la venue « sur le devant de la scène » des représentants culturels de peuples qui furent, pendant des siècles subjugués ? Que nous considérons, avec le Deuxième Congrès des Ecrivains et Artistes noirs, que « tout effort pour la personnalisation et l'enracinement des cultures nationales, comme tout effort d'enracinement des hommes de culture noire dans leur propre civilisation constituent, en fait, un progrès vers l'universalisation des valeurs et sont une contribution à la civilisation humaine ».

## LE LEADER POLITIQUE CONSIDERE COMME LE REPRESENTANT D'UNE CULTURE

La culture n'étant pas une entité ou un phénomène séparé ou séparable d'un peuple, les leaders politiques qui ont, *d'une manière libre et démocratique*, acquis la confiance de ce peuple en vue de le diriger sur la voie qu'il se sera choisie, sont à la fois l'expression des aspirations de leur peuple et représentants ou défenseurs de ses valeurs culturelles. La culture d'un peuple est nécessairement déterminée par ses conditions matérielles et morales. *L'homme et son milieu constituent un tout*. Tout peuple libre et souverain se trouve placé dans des conditions plus favorables à l'expression de ses valeurs culturelles qu'un pays colonisé, privé de toute liberté dont la culture subit les conséquences néfastes de son état d'assujettissement. Qu'il s'agisse d'un peuple libre ou d'un peuple colonisé, le leader politique qui demeure réellement l'authentique expression de son peuple, est celui dont la pensée, le sens de son existence, le comportement social et les objectifs assignés à son action sont en parfaite harmonie avec les caractéristiques de son peuple.

Qu'il tende, dans un esprit conservateur, à assurer le maintien d'un vieil équilibre social et moral ou, d'une manière révolutionnaire, à substituer aux anciennes conditions des conditions nouvelles plus favorables au peuple, *le leader politique est, du fait de sa communion d'idée et d'action avec son peuple, le représentant d'une culture*. Cette culture peut être réactionnaire ou progressiste selon la nature des buts assignés à l'action du mouvement politique dans lequel s'est engagé un peuple.

L'homme, avant de devenir le leader d'un groupe, d'un peuple ou d'une partie du peuple a inévitablement fait un choix entre le passé et l'avenir. C'est ainsi qu'il représentera et défendra des valeurs anciennes ou soutiendra, impulsera le développement, l'enrichissement constant de toutes les valeurs de son peuple, dont les valeurs culturelles, lesquelles par leur fond et leurs formes, exprimeront les réalités des conditions d'existence du peuple ou les nécessités de transformation que celui-ci éprouve ou ressent. Par conséquent, quel que soit le caractère fondamental d'une culture, réactionnaire ou progressiste, le leader politique que se choisit librement un peuple maintient un lien naturel entre son action et la culture propre à son peuple, puisque d'ailleurs, il ne saurait efficacement agir sur lui s'il cesse d'obéir aux règles et aux valeurs qui déterminent son comportement et influencent sa pensée.



Pourquoi les grands penseurs du capitalisme ne sont pas admis par les peuples qui ont choisi d'autres voies d'évolution ? Les leaders des démocraties populaires ne sauraient représenter une culture d'essence capitaliste pour la bonne raison que leurs peuples ont choisi le régime socialiste. La culture arabe diffère également de la culture latine par le fait que les peuples arabes et les peuples latins obéissent à des traditions historiques, des règles de vie différentes. En plus de l'état matériel et technique dans lequel se trouve un peuple, son état mental, philosophique, moral donne à sa culture une forme d'expression et une signification qui lui sont propres, indépendamment de leur influence plus ou moins décisive sur le contexte culturel général.

Les impérialistes utilisent des valeurs culturelles : scientifiques, techniques, économiques, littéraires et morales pour justifier et maintenir leur régime d'exploitation et d'oppression. Les peuples opprimés utilisent également des valeurs culturelles de nature contraire aux premières dans le but de mieux combattre l'impérialisme et de se soustraire au régime colonial.

Si les connaissances scientifiques, les techniques modernes et l'élévation de la pensée au niveau des principes humains supérieurs pour parfaire la vie sociale sont nécessaires à l'enrichissement d'une culture, elles ne conservent pas moins la faculté de leur utilisation à des fins contradictoires. C'est là



qu'il faut identifier la valeur culturelle d'un peuple à la valeur contributive qu'elle pourra représenter pour le développement de la civilisation universelle en établissant entre les êtres humains des rapports concrets d'égalité, de solidarité, d'unité et de fraternité. Ainsi, les véritables leaders politiques de l'Afrique dont la pensée et l'attitude tendent à la libération nationale de leurs peuples ne peuvent être que *des hommes engagés, fondamentalement engagés contre toutes les formes et les forces de dépersonnalisation de la culture africaine*. Ils représentent, par la nature anticolonialiste et le contenu national de leur lutte, les valeurs culturelles de leur société mobilisée contre la colonisation. C'est en tant que représentants de ces valeurs culturelles qu'ils mènent le combat de la décolonisation de toutes les structures de leur pays.

Or, la décolonisation ne consiste pas seulement à se libérer de la présence coloniale; elle doit nécessairement se compléter par la libération totale de l'esprit de « colonisé », c'est-à-dire de toutes les mauvaises conséquences, morales, intellectuelles et culturelles du régime colonial. La colonisation, pour jouir d'une certaine sécurité, a toujours besoin de créer et d'entretenir un climat psychologique favorable à sa justification : d'où la négation des valeurs culturelles du peuple assujéti; c'est pourquoi, la lutte de libération nationale n'est complète que si, une fois dégagé de l'appareil colonial, le pays prend conscience des valeurs négatives, sciemment inoculées dans sa vie, ses pensées, ses traditions, etc., pour les extirper des conditions de son évolution et de son épanouissement. Cette science de dépersonnalisation du peuple colonisé est si subtile parfois dans ses méthodes, qu'elle arrive progressivement à fausser notre comportement psychique naturel et à dévaloriser nos vertus et qualités originales propres en vue de notre assimilation. Ce n'est pas un fait du hasard si le colonialisme français a pris son essor à l'époque de la fameuse et aujourd'hui désuète théorie de la « mentalité primitive et prélogique » de Lévy-Bruhl. En modifiant certaines formes de cette manifestation, bien qu'elle essaie apparemment de s'adapter à l'évolution inéluctable des peuples opprimés, la colonisation n'a jamais engendré sous les aspects les plus divers et les plus nuancés, que les complexes de supériorité morale, intellectuelle et culturelle vis-à-vis des peuples colonisés. Et cette politique de dépersonnalisation réussit d'autant plus que la nature du degré d'évolution du colonisé et du colonisateur est différente. Elle est d'autant plus enracinée que la domination est longue. Sous les formes les plus

variées, le « complexe du colonisé » entache notre évolution et empreint jusqu'à nos réflexes : c'est ainsi que le port du casque et des lunettes de soleil, considéré comme une marque de civilisation occidentale, témoigne de cette dépersonnalité qui s'inscrit en contre-courant de notre évolution...

Cependant il est inexact de croire qu'un peuple, qu'une race et qu'une culture détiennent à eux seuls toutes les valeurs morales, spirituelles, sociales ou intellectuelles; *croire que la vérité ne se trouve nécessairement ailleurs que dans son propre milieu national, racial ou culturel est une utopie.* Nous l'avons affirmé déjà, les découvertes humaines, l'acquis intellectuel, le développement des connaissances n'appartiennent à personne en propre. Ils sont le résultat d'une somme de découvertes, d'acquis, de développements universels dont aucun peuple n'a le droit de revendiquer le monopole. Les immigrants des Etats-Unis n'ont pas laissé aux frontières de leurs patries respectives ce qu'ils y avaient acquis dans le domaine intellectuel; ils n'ont pas eu à réinventer la navigation à voile, les outils d'acier ou la poudre à fusil. Ils les ont utilisés pour leurs besoins propres, avant que certaines puissances coloniales ne songent à en revendiquer la découverte et la propriété. Ce n'est pas parce qu'il symbolise la présence coloniale que le gendarme français en garnison à Dakar ou à Alger est « propriétaire » du processus de libération de l'atome. Pourtant, c'est sous cette forme et selon de pareilles démarches intellectuelles que le colonialisme a établi le principe de sa supériorité.

Nos livres scolaires des écoles coloniales nous apprenaient les guerres des Gaulois, la vie de Jeanne d'Arc ou de Napoléon, la liste des départements français, les poèmes de Lamartine ou le théâtre de Molière, comme si l'Afrique n'avait jamais eu d'histoire, de passé, d'existence géographique, de vie culturelle... Nos élèves n'étaient appréciés qu'en raison de leur aptitude à cette politique d'assimilation culturelle intégrale.

Le colonialisme, à travers ses manifestations diverses, en se vantant d'avoir appris à notre élite, dans ses écoles, les sciences, la technique, la mécanique ou l'électricité, arrive à influencer nombre de nos intellectuels, à telle enseigne qu'ils finissent par y découvrir la justification de la domination coloniale. Certains vont jusqu'à croire que pour acquérir les connaissances universelles véritables de la science, ils doivent nécessairement méconnaître les valeurs morales, intellectuelles

et culturelles de leur pays pour subir et assimiler une culture qui leur est souvent étrangère à mille égards.

Et pourtant, les connaissances qui conduisent à la pratique de la chirurgie ne sont-elles pas les mêmes enseignées à Londres, Prague, Belgrade ou Bordeaux ? Les procédés de calcul du volume d'un corps ne sont-ils pas identiques à New York, Budapest ou Berlin ? Le principe d'Archimède n'est-il pas le même en Chine et en Hollande ? Il n'y a pas une chimie russe et une chimie japonaise, il y a la chimie tout court. La science qui résulte de toutes les connaissances universelles est sans nationalité. Les conflits ridicules qui s'établissent autour de l'origine de telle ou telle découverte ne nous intéressent pas, parce qu'ils n'apportent rien à la valeur de la découverte.

Mais quel que soit le degré de sa supercherie, le colonialisme trahit ses intentions dans l'organisation et la nature de l'enseignement qu'il prétend dispenser au nom de je ne sais quel humanisme. La vérité est qu'il lui a fallu, pour commencer, faire face à ses besoins d'employés subalternes : commis, comptables d'administration, dactylos, plantons, etc. Le caractère élémentaire de l'instruction dispensée témoignait assez éloquemment du but recherché, car la puissance coloniale s'est bien gardée de créer par exemple pour les jeunes Africains des écoles d'administration qui auraient pu former des cadres administratifs valables, d'enseigner la vraie histoire africaine. Que se serait-il passé au lendemain de l'indépendance de la Guinée, si nous n'avions pas créé par nous-mêmes, dans la période de la loi-cadre, notre propre école d'administration ? La vie administrative de la République de Guinée nous aurait posé, au niveau du gouvernement, une multitude de problèmes que nous n'aurions pu résoudre que de manière empirique.

Cette volonté de maintenir les populations dans un état constant d'infériorité marque et les programmes et la nature de l'enseignement colonial. On a voulu que l'instituteur africain soit et demeure un instituteur qualitativement inférieur, pour maintenir à un niveau inférieur la qualité de l'instruction en Afrique. Par contre, on faisait obstacle à toute accession aux cadres supérieurs des fonctionnaires africains en exigeant l'équivalence des diplômes. Cette diversion était si bien menée que certains de nos camarades syndicalistes, bien qu'anticolonialistes, se battaient farouchement autour de ces problèmes d'équivalence de parchemins, au lieu de s'attaquer

directement aux raisons fondamentales de la politique de mystification.

Instituteurs spéciaux, médecins spéciaux, le régime colonial avait besoin d'hommes qui produisent, d'hommes qui créent, de main-d'œuvre : coupeurs de bois, au Moyen Congo ou en Côte d'Ivoire, paysans au Soudan ou au Dahomey, etc. Les colons d'A.O.F. et d'A.E.F., les puissantes compagnies coloniales du Congo Belge ou de la Rhodésie ne se seraient pas implantés en Afrique s'il n'y avait pas eu la richesse du sol et l'homme d'Afrique, considéré comme instrument d'exploitation de cette richesse. Et c'est pour faire obstacle aux grandes endémies qui menaçaient l'équilibre quantitatif des populations, en réduisant la main-d'œuvre, que la puissance coloniale a créé le corps des médecins africains avec la détermination d'en faire un corps subalterne « d'ouvriers médicaux ». Aussi, sur le plan de la connaissance pure, sur le plan des connaissances universelles, l'enseignement dispensé en Afrique était-il volontairement inférieur et limité aux disciplines permettant une meilleure exploitation des populations. D'autre part, l'enseignement primaire et secondaire visait constamment à la dépersonnalisation et à la dépendance culturelle.

Il faut dénoncer ce faux sentimentalisme qui consiste à se croire redevable de l'apport d'une culture imposée au détriment de la sienne propre. Il faut aborder le problème objectivement. Combien de nos jeunes étudiants font, sans même s'en rendre compte, le procès de la culture africaine en l'appréciant selon la hiérarchie des valeurs établies, dans ce domaine, par la culture de la puissance coloniale ? Il n'est pas d'exemple dans l'histoire que la culture d'un peuple soit demeurée statique. Toutes les cultures suivent la loi d'un développement interne qui leur est propre et il n'en est pas une qui puisse prétendre être qualitativement supérieure. La valeur d'une culture ne peut s'apprécier qu'en fonction de son influence dans le développement du comportement social. La culture, c'est la façon dont une société donnée dirige et utilise les ressources de sa pensée. Marx ou Gandhi n'ont pas moins contribué au progrès de l'humanité que Victor Hugo ou Pasteur.



Or, tandis que nous apprenions à apprécier telle culture et à apprendre le nom de ses interprètes les plus éminents,

nous perdions peu à peu les notions traditionnelles de notre culture propre et le souvenir de ceux qui l'avaient illustrée. Combien de nos jeunes écoliers qui peuvent citer Bossuet, ignorent la vie d'El Hadj Oumar ? Combien d'intellectuels africains se sont inconsciemment défaits des richesses de notre culture pour enregistrer les conceptions philosophiques d'un Descartes ou d'un Bergson ? Tant que nous raisonnerons en fonction unique de cet acquis extérieur, tant que nous continuerons de juger ou de nous déterminer selon les valeurs de la culture coloniale, nous ne serons pas décolonisés et nous n'arriverons pas à donner à nos pensées et à nos actes un contenu national, c'est-à-dire une utilité mise au service de notre société. Tant il est vrai que toute culture digne de ce nom doit pouvoir donner et recevoir, nous ne pouvons considérer les cultures étrangères que comme un apport nécessaire à l'enrichissement de notre propre culture.

Le milieu détermine l'individu; c'est pourquoi le paysan de nos villages a plus de caractéristiques authentiquement africaines que l'avocat ou le médecin des grandes villes. En effet, le premier, qui conserve plus ou moins intactes sa personnalité et la nature de sa culture, est plus sensible aux besoins réels de l'Afrique. Il n'y a pas de procès à faire à l'intellectualisme, mais il est important de démontrer la dépersonnalisation de l'intellectuel africain, dépersonnalisation dont personne ne saurait le rendre responsable, car c'est à ce prix que le régime colonial lui enseignait les connaissances universelles qui lui permettaient d'être ingénieur, médecin, architecte ou comptable. C'est pourquoi la décolonisation au niveau de l'individu doit s'opérer plus profondément sur ceux qui ont été formés par le régime colonial. C'est en fonction de cette décolonisation que l'intellectuel africain apportera à l'Afrique une aide efficace et précieuse. Plus il réalisera la nécessité de se libérer intellectuellement du complexe du colonisé, plus il retrouvera nos vertus originales, et plus il servira la cause africaine.



L'Afrique est essentiellement communautaire. La vie collective, la solidarité sociale, donnent à ses habitudes un fond d'humanisme que beaucoup de peuples peuvent envier. C'est aussi à cause de ces qualités humaines qu'un être ne peut, en Afrique, concevoir l'organisation de sa vie en dehors de celle de la société familiale, villageoise ou clanique. La voix

des peuples africains est sans visage, sans nom, sans un son individualiste. Or, dans les milieux contaminés par l'esprit des colonisateurs, qui n'a pas observé le progrès de l'égoïsme personnel ? Qui n'a pas entendu défendre la théorie de l'art pour l'art, la théorie de la poésie pour la poésie, la théorie du chacun pour soi ?

Alors que nos artistes anonymes font l'émerveillement du monde, et que de partout on nous réclame nos danses, notre musique, nos chants, nos statuettes pour en mieux connaître la profonde signification, certains de nos jeunes intellectuels pensent qu'il suffit de connaître Prévert, Rimbaud, Picasso ou Renoir pour être cultivé et pouvoir porter notre culture, notre art et notre personnalité sur un plan plus élevé. Ceux-là n'apprécient que l'apparence des faits; ils ne jugent qu'à travers leurs complexes, leur mentalité de « colonisé ». Pour eux, nos chants populaires n'ont de valeur que dans la mesure où ils s'insèrent harmonieusement dans les modes occidentaux étrangers à leur signification sociale. Nos peintures ! ils les voudraient plus classiques; nos masques et nos statuettes ! seulement esthétiques; sans réaliser que l'art africain est essentiellement utilitaire et social.

Mécanisés et réduits à une certaine forme destructive de pensée, habitués à juger en fonction de valeurs qu'on ne leur a pas permis de déterminer selon eux-mêmes, éduqués pour apprécier selon l'esprit, la pensée, les conditions et la volonté du régime colonial, ils sont stupéfaits chaque fois que nous dénonçons le caractère néfaste de leur comportement. Mais s'ils s'interrogeaient, en raison, non pas de leur connaissance théorique du monde, mais en prenant conscience d'eux-mêmes, sur les valeurs réelles de leur peuple et de leur patrie, s'ils se demandaient ce que leur comportement apporte à l'Afrique tout entière dressée vers ses objectifs de libération, de progrès, de paix et de dignité, ils jugeraient et apprécieraient nos problèmes. Ils ne réalisent pas que la moindre de nos manifestations artistiques originales, correspond à une participation active à la vie de notre peuple. Ils séparent la culture du peuple, l'art de la vie réelle.

En toute chose, il y a la forme et le fond et ce qui importe avant tout dans l'art africain, c'est son contenu effectif et vivant, la pensée profonde qui l'anime, et le rend utile à la société. Intellectuels ou artistes, penseurs ou chercheurs, leurs capacités n'ont de valeur que si elles concourent réellement à la vie du peuple, que si elles sont intégrées de manière fondamentale à l'action, à la pensée, aux aspirations des popula-

tions. S'ils s'isolent de leur propre milieu par le fait de leur mentalité particulière de colonisé, ils ne pourront avoir aucune influence, ils ne seront d'aucune valeur pour l'action révolutionnaire que les populations africaines ont entreprise pour se libérer du colonialisme; ils seront des déracinés et étrangers à leur propre patrie.

Cette décolonisation intellectuelle, cette décolonisation des pensées et des conceptions peut sembler infiniment difficile. Il y a là, en effet, une somme d'habitudes acquises, de comportements incontrôlés, une façon de vivre, une manière de penser dont l'ensemble constitue une sorte de « seconde nature » qui semble bien avoir détruit la personnalité originelle du colonisé. Ce ne sont ni les démarches intellectuelles, ni même un travail continu et patient de réadaptation, de volonté qui en viendront à bout. Il suffit seulement de réintégrer le milieu social, de retourner à l'Afrique par la pratique quotidienne de la vie africaine afin de se réadapter à ses valeurs foncières, à son activité propre, à sa mentalité singulière.

Le fonctionnaire qui vit continuellement parmi d'autres fonctionnaires ne se départira pas de ses mauvaises habitudes coloniales parce qu'elles représentent une pratique quotidienne pour lui-même et pour le milieu dans lequel il vit. Il ne parviendra pas à se définir par rapport à lui-même en tant que fonctionnaire vivant dans le milieu administratif. Il aura réduit ainsi ses objectifs humains à sa seule carrière administrative. L'artiste orgueilleusement convaincu qu'il lui suffit d'être connu pour exprimer dans ses œuvres la personnalité africaine demeurera une intelligence colonisée, une intelligence asservie à la pensée coloniale.

Prenons l'exemple des Ballets de notre camarade Keita Fodéba qui, depuis plusieurs années, parcourent le monde pour révéler à travers ce mode d'expression traditionnel qu'est la danse africaine, les valeurs culturelles, morales et intellectuelles de notre société. Pourtant, ce n'est ni à l'Opéra de Paris, ni à celui de Vienne que ces artistes ont été initiés. Leur initiation chorégraphique ne part que de leur éducation authentiquement africaine et de la prise de conscience nationale de nos valeurs artistiques. La troupe est une troupe anonyme dans laquelle il n'y a ni première, ni seconde étoile. Les chanteurs ne connaissent que les chants populaires de l'Afrique tels qu'ils les ont appris dans leur lointain village. La valeur de la troupe de notre camarade Keita Fodéba, c'est son authenticité et elle aura fait davantage pour révéler

les valeurs chorégraphiques sociales de l'Afrique que ne feront jamais toutes les œuvres d'inspiration coloniale qui ont été écrites sur ce sujet. Cela, parce qu'aucun auteur n'a pu ou n'a su interpréter la signification interne de la danse qui est, en Afrique, une part de la vie sociale et intellectuelle du peuple.

Il ne suffit pas d'écrire un article ou un chant révolutionnaire pour participer à la révolution africaine, il faut faire cette révolution pour le peuple et les chants viendront seuls et d'eux-mêmes. Pour avoir une action authentique, il faut être soi-même une part vive de l'Afrique et de sa pensée, un élément de cette énergie populaire tout entière mobilisée pour la libération, le progrès et le bonheur de l'Afrique. Il n'y a aucune place en dehors de ce seul combat, ni pour l'artiste, ni pour l'intellectuel qui n'est pas lui-même engagé et totalement mobilisé avec le peuple dans le grand combat populaire de l'Afrique et de l'humanité souffrante.

L'homme d'Afrique hier encore marqué par l'indignité des autres, exclu des entreprises universelles, éloigné d'un monde qui l'avait infériorisé par la pratique de la domination, cet homme, dépouillé de tout, apatride dans son propre pays, assis nu et démuné sur ses propres richesses, ressurgit brusquement au monde pour revendiquer la plénitude de ses droits humains et une entière participation à la vie universelle. Cette attitude n'est pas sans détériorer l'image caricaturale que la conquête coloniale avait projetée, ici et là, de l'homme noir voué, selon elle, à une incapacité congénitale. Ce n'est pas là la moindre des erreurs de certaines civilisations que de s'enfermer dans des considérations égocentriques pour juger de ce qui leur est étranger et qui ne saurait ni répondre à leurs critères particuliers, ni à leur tradition historique, ni correspondre à leur hiérarchie de valeurs conventionnelles. C'est une très lourde responsabilité que portent les civilisations de conquête que d'avoir orienté leurs forces vers la destruction de sociétés humaines dont elles n'avaient ni la capacité, ni le pouvoir d'apprécier objectivement les valeurs. Penchés sur les ruines de ces peuples détruits, le monde de la pensée et le monde de la recherche communièrent aujourd'hui dans un même et anxieux élan, pour tenter d'arracher aux civilisations détruites le secret des valeurs inconnues qui leur ont permis de se développer selon un processus intellectuel dont est à jamais frustrée la connaissance universelle. Le crime de Fernand Cortez torturant le dernier empereur des Aztèques



apparaît moins comme le méfait d'un homme que comme une irréremédiable erreur des civilisations de conquête.

En jugeant en fonction de leur propre milieu, en se déterminant selon les valeurs de leur propre culture, les civilisations de conquête, loin de favoriser le développement des valeurs humaines d'Afrique, en ont réduit les possibilités d'expression et les ont partiellement dénaturées par l'asservissement, une féroce exploitation et une oppression généralisée. Mais le règne de la force et de la possession frauduleuse est voué désormais à l'échec, car il n'existe plus aucune influence extérieure, aucune pression étrangère qui puisse ployer indéfiniment un peuple aux lois de la domination et de la dépossession. Dans la lente progression de l'univers humain que sanctionne, à mesure, le développement de la conscience universelle, la force brutale et les emprises illégitimes se situent de plus en plus en marge des valeurs positives de l'humanité.



L'Afrique, hier encore, jouet et enjeu d'appétits déchaînés, témoin muet de la lente dégradation des plus nobles mentalités sociales, est aujourd'hui engagée tout entière sur le chemin de sa liberté, de sa dignité et de sa réhabilitation complète. Hier dominée mais non conquise, l'Afrique est déterminée à délivrer au monde son message particulier et à apporter à l'univers humain le fruit de ses expériences, la totalité de ses ressources intellectuelles et les enseignements de sa culture propre. La personnalité morale de l'Afrique longtemps niée à travers les interprétations les plus fantaisistes et les falsifications historiques les plus grossières, précède à peine l'apparition grandissante de la personnalité africaine que les forces de conquête et de domination ne sauraient plus désormais réduire impunément. L'homme noir, quel que soit son lieu d'asile et quelle que soit sa région natale, s'est libéré définitivement du poids d'une infériorité factice dont l'avait affligé la domination dès qu'il est réapparu dans sa pleine et entière authenticité, légitimement fier de pouvoir revendiquer la charge de son destin et l'entière responsabilité de son histoire.

Au vrai, il ne saurait y avoir de confusion entre l'apparente soumission des peuples africains et leur volonté profonde d'échapper à la dépersonnalisation. « Subir pour se sauver », « accepter pour durer », telle a été la plus dure philosophie de

l'homme noir arraché à ses origines ou privé de son libre arbitre.

Aucune malédiction n'aura pesé autant sur un peuple que celle qui est née d'une coalition de races et d'intérêts pour exercer, dans une même entreprise, l'asservissement ou la destruction, l'exploitation ou la ruine.

Mais le domaine de l'homme qui grandit et s'élargit au-delà des bornes du monde ne saurait tolérer ces champs clos que les nations féodales s'étaient appropriés sous le signe de la force; l'homme d'aujourd'hui requiert de la terre tout entière une totale solidarité et une pleine participation à ses œuvres et à ses entreprises. Tantôt par nécessité et tantôt par détermination consciente, l'homme procède à l'élimination des hérésies individualistes et racistes dont le monde noir aura été la dernière et tragique victime.

Les portes de l'avenir ne s'ouvriront ni devant quelques privilégiés, ni pour un peuple élu parmi les peuples, mais elles céderont sous la poussée conjuguée de l'ensemble des peuples et des races, lorsque se rejoindront et se complèteront les efforts de tous les peuples alliés par le besoin d'une universelle fraternité.

Aussi proche que puisse être ce temps et aussi puissantes que soient les espérances humaines en un avenir fécond et illimité, la réconciliation universelle ne saurait s'opérer avant que les peuples reclus aient réalisé leur totale indépendance, exercé leur souveraineté, reconquis leur entière dignité et assuré leur plein épanouissement. Pour répondre à ses exigences internes et ne rien abdiquer de ses responsabilités humaines, l'Afrique puise inlassablement à ses propres sources afin de parfaire son authenticité et enrichir la sève nourricière dont elle a surgi à travers les millénaires obscurs de l'histoire. Harmonisant les ressources de sa pensée avec les lois impitoyables d'un monde conduit et dirigé par les nécessités d'un perpétuel développement, ayant recours aux dures disciplines de la connaissance concrète autant qu'à ses propres richesses morales et spirituelles, l'homme noir est engagé pour maintenir intactes les valeurs et les mentalités d'une culture originale qui a survécu au-delà des extrêmes vicissitudes qui ont marqué son destin. Il est aussi superflu de s'interroger sur ce qui aurait pu être ou ne pas être que de vouloir déterminer les occasions perdues ou manquées. Seule l'erreur, analysée objectivement selon ses causes et ses effets, apporte à l'esprit un continu enrichissement et à l'homme l'acquis positif de l'expérimentation.

La culture noire préservée de toute altération profonde débouche sur la vie universelle, non pas comme un élément antagoniste, mais avec l'anxieux souci d'être un facteur d'équilibre, une puissance de paix, une force solidaire en faveur d'une civilisation nouvelle qui se projette au-devant des grandes espérances humaines et se façonnera au contact de l'ensemble des courants de la pensée.

L'avenir ne saurait être conçu comme une répétition du passé et pas davantage comme un champ clos réservé aux seules sociétés humaines secrètement initiées ou arbitrairement privilégiées. L'avenir sera la somme des cultures et des civilisations peu comptables de leur apport particulier et nullement marchandes de leurs singulières valeurs. Pour atteindre ces sommets successifs, il n'est pas trop que chacun conjugue ses efforts avec les efforts des autres, livre au monde ses moyens intellectuels, ses connaissances scientifiques et techniques, car aucun peuple, aucune nation ne saurait se mouvoir ni grandir qu'avec et par les autres. Toute doctrine d'isolement ou de cellularisation culturelle, qu'elle soit motivée par d'orgueilleux mobiles de supériorité ou par un inacceptable égoïsme de groupe, cache une erreur vitale à la suite de laquelle la particule isolée succombera.

Sans même vouloir relever le défi contre nature de l'idéal raciste prétendant insolemment capter pour lui seul la sève et les fruits du monde, l'homme noir est convaincu que sa présence seule lui impose une pleine et entière participation aux œuvres humaines, non pas en tant qu'élément dénaturé ou surnaturé, mais en qualité de puissance neuve, de force intellectuelle inexploitée et dont les potentialités reviennent aux entreprises universelles de progrès, de justice et de solidarité humaine.

Dans le domaine de la pensée, l'homme peut prétendre à être le cerveau du monde, mais sur le plan de la vie concrète où toute intervention affecte l'être physique et spirituel, le monde est toujours le cerveau de l'homme, car c'est à ce niveau que se trouvent la totalité des puissances et des unités pensantes, les forces dynamiques de développement et de perfectionnement; c'est là que s'opère la fusion des énergies et que s'inscrit en définitive la somme des valeurs intellectuelles de l'homme. Or, qui peut prétendre exclure tel groupe de pensée, telle forme de pensée ou telle famille humaine sans, par là-même, se mettre en marge de la vie universelle? Le droit d'être vaut par la présence, la conception, l'expression

et l'action. Toute amputation faite à ce droit fondamental s'inscrit en perte au compte de l'humanité.

C'est au demeurant une difficile mission que s'est assignée l'homme noir qui a choisi d'être tout à la fois l'instrument intellectuel de la réhabilitation d'une race et le messager d'une culture dépossédée de son droit de libre expression et dont les multiples interprétations qui en furent faites de l'extérieur ont faussé le contenu profond et la réelle signification.

Mais cette action engagée par les messagers de notre culture ne saurait s'isoler du mouvement général de reconquête des droits d'expression et des moyens de développement du peuple d'Afrique, totalement mobilisé dans le combat de sa dignité et de sa liberté, dans le camp de l'égalité des hommes et des peuples.

Le processus de la participation de l'homme noir aux œuvres universelles, part d'abord de la personnalité africaine qui ne saurait être valablement reconstituée par l'entremise de volontés ou de forces extérieures à l'Afrique, ni en dehors des facteurs d'indépendance et d'unité sur lesquels repose le destin du monde noir. Les compromis culturels que la domination a établis par voie de contact et par voie de contrainte, imposent à l'homme d'Afrique une complète reconversion afin que réapparaissent son authentique personnalité, les possibilités entières de ses valeurs singulières, et les moyens d'emploi de ses ressources humaines.

Dans l'indépendance de sa jeune souveraineté, c'est la voie dans laquelle le peuple de Guinée s'est unanimement engagé pour la libération totale et l'unité effective des peuples africains, afin que s'accélère leur marche vers le progrès technique, économique et culturel, dans une société en parfait équilibre social et moral et dans un monde de réelle civilisation humaine.

Sékou TOURE.

## DE L'EXOTISME COLONIAL

Il existe un exotisme fondé en nature et qui résulte d'un certain type de relation humaine. Me voici en pays étranger : dépaycé, je perçois les mœurs, les usages et les coutumes de l'indigène comme pittoresques et marqués du signe de l'étrangeté. Et comme la relation est réciproque, l'indigène de ce pays aura de moi une vision inverse et pareille. Je suis pour lui étranger comme il est pour moi étranger : il a de moi une vision exotique et j'ai de lui une vision exotique. Il n'en peut être autrement. Montaigne en Italie, le marquis de Custine en Russie, Leiris aux Antilles, s'émeuvent, s'étonnent et butent contre la nouveauté des mœurs, Les Italiens, les Russes, les Antillais voient, en eux, des voyageurs « venus d'ailleurs ». Les rapports humains dans l'exotisme sont ceux de deux consciences différentes face à face, saisies du sentiment de la différence de leurs mœurs respectives. La vision exotique est une vue de l'homme prise « de l'autre côté », du dehors et par-dessus les frontières géographiques.

Malheureusement, la tendance naturelle, dans l'exotisme, est de rater le « sérieux » et l'authenticité du drame (de l'autre) pour s'en tenir à une vision idyllique, superficielle. La raison en est que le premier mouvement de la conscience surprise par la nouveauté est de s'attacher au décor, au pittoresque extérieur, à l'homme dans le décor, à l'homme comme objet et comme décor (paysages, costumes).

Ce n'est qu'en brisant les limites de cette conscience idyllique que l'étranger atteint l'étranger dans son drame, comme sujet profond et riche. L'exotisme est donc un premier moment des rapports de pays à pays, de peuple à peuple. Mais ce

moment doit se dépasser et se nier pour arriver à la vérité de l'homme qui jusque-là n'était perçu que dans la vision exotique.



Mais à côté de cet exotisme normal, il existe une forme différente de l'exotisme qui constitue l'objet du présent examen — l'exotisme colonial. A côté, en effet, de cet exotisme qui résulte de la nature d'un certain mode de relation humaine — « je suis exotique pour l'étranger et il est exotique pour moi » — voilà que surgit la monstruosité d'un exotisme unique en son genre. Ce n'est pas sans stupéfaction, en effet, qu'on s'aperçoit à l'analyse, que dans la poésie comme dans la peinture, l'Antillais a de lui-même une vision exotique et qu'il propose de lui-même une expression exotique. Ici donc ce n'est pas l'homme venu d'ailleurs — le métropolitain, par exemple — qui le voit pittoresque et décoratif. C'est lui-même qui se décrit lointain, extérieur, en surface — sans drame personnel.

Qu'on y réfléchisse : pour qu'il y ait exotisme, il faut la situation de deux humanités face à face dont l'une apparaît étrangère à l'autre — ce que veut dire *exotique*.

A quelle condition la société antillaise en arrive à être pour elle-même exotique, c'est-à-dire étrangère pour elle-même ? La condition d'une telle aberration n'est pas autre chose que la situation coloniale.

La caractéristique fondamentale de l'existence humaine dans la société coloniale, c'est d'être séparée d'elle-même, d'être exilée d'elle-même, d'être étrangère pour elle-même. Le phénomène de l'oppression culturelle inséparable du colonialisme va déterminer dans chaque pays colonisé un refoulement de l'âme nationale propre (histoire, religion, coutumes) pour introduire dans cette collectivité ce que nous appellerons « l'âme-de-l'autre-métropolitaine ». D'où la dépersonnalisation et l'aliénation. Je me vois étranger, je me vois exotique, pourquoi ? Parce que « je », c'est la conscience, « l'autre », c'est moi. Je suis « exotique-pour-moi », parce que mon regard sur moi c'est le regard du blanc devenu mien après trois siècles de conditionnement colonial. L'exotisme — mode d'expression de l'Antillais quand il raconte sa vie en littérature ou en peinture — exprime la scission et l'exil. Cette expression est superficielle et fautive : elle appartient à la psycho-pathologie de la vie coloniale. La vision, au lieu

de jaillir de la conscience propre antillaise (à conquérir ou à reconquérir), est imposée du dehors par la conscience blanche colonialiste. Cet exotisme résulte de l'éloignement où notre société se trouve par rapport à elle-même, dans le système colonial.

Qu'on ne s'étonne donc point de la ténacité de l'exotisme antillais — phénix qui renaît éternellement de ses cendres. Après l'exotisme vieilli de la période de l'impérialisme ascendant (Duquesnay, Thaly en Martinique), voici apparaître un exotisme rajeuni, pimpant — surréaliste — qui fait partie de l'expression actuelle de la lutte anticoloniale.

Mais à le regarder sans complaisance, on voit derrière la nouveauté de la forme les rides d'une vieillesse connue. C'est que, malgré le propos délibéré du poète d'échapper à l'insignifiance de l'exotisme, il est invinciblement et malgré lui tenté d'y revenir pour la simple raison que la base du processus poétique c'est la structure même du régime colonial. *L'exotisme est une constante de la conscience coloniale axée — économiquement, socialement et culturellement — en dehors d'elle-même, sur la Métropole.* Les broderies de la poésie coloniale sont tissées, malgré un effort vers l'humanisme qu'on constate chez nos meilleurs poètes actuels, sur le même canevas : une conscience collective qui, même révoltée, souffre d'une tragique dépossession. Pour l'historien, l'exotisme, qu'il soit celui de l'abdication ou de la révolte, demeurera de l'exotisme — littérature de la période coloniale. Le mal de la conscience poétique antillaise qui tend désespérément à prendre possession de soi, mais qui est tirée au dehors par un système culturel fondé sur la négation de la personnalité — ce mal ne disparaîtra qu'en brisant le système colonial lui-même pour remplacer les structures coloniales par des structures humaines.



Dès que la critique philosophique a permis aux poètes antillais de prendre conscience du fait colonial et de la fausseté de la vision du monde qui en résultait, la poésie aux Antilles s'est caractérisée par le développement d'un effort continu vers l'expression la plus authentique possible de l'homme antillais. L'expression poétique sera dorénavant une lutte constante pour écarter progressivement du poème les éléments de l'exotisme.

Car l'exotisme n'est pas une *qualité* (une unité homogène et statique) mais, comme tous les styles, il est un ensemble de déterminations multiples et actives (psychologiques et sociales) tel que, même quand le poète est prémuni contre lui, il n'est pas rare qu'évitant tels ou tels de ses aspects, il tombe cependant dans l'une ou l'autre de ses formes insidieuses. La lutte contre l'exotisme c'est l'envers de la lutte pour la conquête de la vérité et de la richesse de la conscience coloniale.

Le problème de l'exotisme est donc lié au développement de l'histoire et il se résout au fur et à mesure que le niveau de la conscience collective et personnelle s'élève dans la lutte politique. C'est pourquoi la qualification même de l'exotisme est relative : nous voulons dire que ce qui, à nos yeux, aujourd'hui, apparaît vrai et authentique, peut demain, brusquement, porté dans un éclairage plus cru, se révéler formel, extérieur, exotique.

A l'heure actuelle, la poésie révèle de larges pans de la réalité coloniale. Ce noyau lumineux est peut-être ce que la poésie mondiale comporte de plus valable : ce qui n'est pas étonnant. Puisque de tous les peuples, les peuples coloniaux sont ceux qui portent le plus durement le poids de l'histoire moderne — disons de la « civilisation occidentale » — ne leur appartient-il pas de révéler, plus que tous les autres, la réalité de ce monde ? Le malheur des poètes de l'impérialisme c'est d'être séparés des conditions triviales de leur vie par l'activité pratique (le travail forcé) des peuples coloniaux. Ce qui transforme, pour eux, le dur éclat des choses en lointains échos assourdis. De là leur insipidité et leur verbalisme.

Mais il reste que souvent, à l'intérieur même du poème colonial vrai, les limites se montrent et qu'apparaît la lutte entre les éléments de la vérité et les éléments de l'exotisme. Il reste qu'à côté du cri authentique se fauillent des aspects de la vie traités à la manière exotique, c'est-à-dire de façon formelle et extérieure (tantôt c'est la race qui est montrée comme pittoresque, tantôt ce sont des éléments du folklore et de la mentalité, tantôt le paysage tropical, etc...). Il va de soi qu'existent la race, le tam-tam, la sorcellerie et la végétation luxuriante et ils doivent s'intégrer dans le poème. Mais il suffit qu'ils soient *traités pour eux-mêmes* (évoqués, par exemple, pour leur étrangeté) au lieu d'être subordonnés au drame humain historique et vus à travers ce drame — pour qu'ils jaillissent en visions décoratives, en jeu exotique. Remar-



quons, en passant, que le fait d'évoquer des aspects de la vie à cause de leur étrangeté et parce qu'ils participent de l'existence des « pays lointains », implique une tricherie à l'usage des métropoles puisque le propre pays de l'artiste colonial n'est ni lointain, ni étrange pour lui.



Donc la lutte contre l'exotisme affecte, au cours de l'histoire, des niveaux différents à proportion que la conscience antillaise s'enrichit et s'élève à des degrés supérieurs de réflexion critique. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous découvrons une forme subtile de l'exotisme. Nous la dénommerons *l'exotisme contre-exotique*.

L'exotisme naïf de la période de l'assimilation (Duquesnay, Salavina, Thaly pour ne pas citer des poètes « plus modernes » qui développent encore aujourd'hui cette mine qu'il faut croire inépuisable), c'est l'exotisme même du blanc colonisateur accepté sans examen critique par ces écrivains assimilés. Ces « bardes » se font d'eux-mêmes exactement l'idée ignominieuse que le blanc colonialiste s'est forgée du nègre pour « avoir bonne conscience » dans son entreprise de piraterie. Sitôt donné le signal de la révolte, commence une lutte contre cet exotisme dégradant. Mais, voici un fait qui étonnera : *cette lutte qui dure encore aujourd'hui affecte parfois la forme d'un contre-exotisme qui malheureusement se situe lui-même dans l'exotisme*. La plupart de nos poètes croient être aujourd'hui totalement en dehors de l'exotisme et ils sont de bonne foi. Mais la bonne foi ne concerne que les rapports de la conscience avec elle-même, subjectivement.

Analysons quelques-uns des mécanismes de l'erreur nouvelle :

Si l'on parcourt les œuvres poétiques publiées aux Antilles françaises depuis une vingtaine d'années, on s'aperçoit que parfois le processus de l'action poétique se définit ainsi : pour lutter contre l'image que le colonialisme a façonnée de nous, nous dressons un négatif de cette image, au sens photographique du mot. C'est-à-dire que *nous reprenons à notre compte la même image pour simplement l'agrémenter différemment. Ordinairement, nous nous contentons, en gardant l'image des colonialistes, d'en renverser les couleurs et les qualités.*

Nous partons donc d'une image fautive de nous-mêmes — produit du système colonial — et nous croyons, par exemple,

changer sa fausseté en authenticité par deux procédés poétiques :

Ou bien, à la façon des enfants atteints par la crise de négativité, nous procédons par contradictions mécaniques (nous disons noir là où la mentalité coloniale dit blanc, courageux quand les colons nous dénomment paresseux, nobles là où ils nous voient abjects, etc...). De ce point de vue une bonne partie de la poésie nègre d'aujourd'hui est caduque : ce sont des morceaux de bravoure sans vérité, sans profondeur et par suite sans pouvoir de conviction.

Pour Senghor, blanc devient synonyme de maléfique : « ...blanc comme l'ennui, comme la misère et comme la mort. »

Ou bien, usant de l'humour, nous assumons hardiment toute l'ignominie de l'image dégradée que les colonialistes conçoivent de nous, en même temps que nous la rejetons du fait même que nous l'exprimons sur le mode de l'ironie. Le poète dira : « Je veux avouer que nous fûmes de tous temps d'assez piètres laveurs de vaisselle, des cireurs de chaussures sans envergure, mettons les choses au mieux, d'assez consciencieux sorciers... »

Certes, peindre le nègre avec des qualités opposées à celles qui servent au blanc à le définir, c'est déjà poétique, déjà révolutionnaire. Certes, transposer, dans l'humour, les « mauvaises manières » du nègre, c'est déjà un moment important dans la prise de conscience personnelle.

Cependant, il reste qu'une telle expression poétique est contradictoire en soi, insuffisante et entachée de fausseté. Et c'est pourquoi elle tend aujourd'hui vers une expression plus vraie. Reprendre à notre compte l'image de nous qui résulte de la culture coloniale pour simplement y mettre des couleurs et des qualités opposées est une erreur.

Le fait est que si nous ne sommes pas ce qu'il plaît au blanc, dans le délire colonial, de penser de nous, nous ne sommes pas davantage le contraire de l'idée qu'il se fait de nous. Nous ne sommes pas « les opposés » de notre image coloniale, nous sommes *autres* que cette image.

Nous ne sommes pas l'envers de l'erreur coloniale. Nous nous définissons à côté et en dehors : ce qui est autre chose.

Pour reprendre le vocabulaire de Kant, la conscience poétique antillaise se caractérise encore à l'heure actuelle, tout au fond d'elle-même, par l'hétéronomie, c'est-à-dire par la dépendance extérieure. L'image que le colonialisme entend propager de nous et que diffuse sa culture est fausse, mais sa

contradictoire reste déterminée par son origine étrangère — l'une comme l'autre nous situent dans l'aliénation.

Là réside le fondement de l'exotisme colonial.



Décidée, au départ, à exprimer authentiquement l'âme antillaise grâce à une sincérité héroïque, notre poésie moderne est loin cependant d'échapper à l'exotisme. Nous venons d'examiner les causes historiques de cette déviation.

Mais il existe aussi des *causes critiques* : le poète sera d'autant plus vulnérable à l'exotisme qu'il aura omis de soumettre la « situation coloniale » à un examen préliminaire. Une telle critique révèle que la situation coloniale est une totalité concrète de relations multiples avec la métropole et telle que, même quand on lutte *contre* elle, on est encore *dedans*. Ce qui ne veut pas dire que toute lutte est illusoire, mais plutôt qu'il faut prendre conscience de ces fondements théoriques pour garder ses distances, sans quoi nous risquons de simplement nous agiter dans le cadre où le colonialisme nous tient prisonniers au moment même où nous croyons triompher de lui. Pire encore, nous risquons, par une complicité tacite, de développer les mythes de l'exotisme dans une sorte de division du travail où l'endroit serait exprimé par le blanc et l'envers par le nègre.

Donc, il faut dépasser l'expression poétique contre-exotique qui est contaminée par cela même contre quoi elle veut se dresser.

La conquête de l'autonomie en poésie — qui n'est pas séparable de l'autonomie politique — détruira la dualité en vertu de laquelle nous nous apparaissions, à nous-mêmes, étrangers et étranges. Alors seulement, faisant corps avec nous-mêmes, nous cesserons d'être à nos yeux pittoresques pour simplement *être* et pour jouer sérieusement notre drame qui, assurément, n'est pas d'être l'ombre antithétique des colons. Car enfin, nous sommes nous-mêmes — à inventer, il est vrai.

René MENIL.

# DEUXIEME CONGRES DES ECRIVAINS ET ARTISTES NOIRS

## TEXTES ET RESOLUTIONS

(Extraits)

### SOCIOLOGIE

#### Structures traditionnelles

Dans la recherche des éléments d'unification du Monde Noir actuel il nous a paru indispensable :

1° De redécouvrir les caractéristiques essentielles de notre culture.

2° De déterminer les forces qui ont produit ou produisent des changements dans nos sociétés.

Quelles étaient d'une façon très générale les caractéristiques essentielles des structures traditionnelles de l'Afrique Noire ?

1° Les divers éléments de la vie sociale étaient intimement liés entre eux et indépendants les uns des autres. Ainsi le chef de lignage et le chef politique avaient indistinctement des attributions religieuses et cérémonielles, politiques et économiques. Dans les systèmes traditionnels les ancêtres sont les éléments morts entre le monde des hommes et les divinités. Les couvents ainsi que les diverses associations jouaient à côté du Conseil des Anciens ou Notables, un rôle considérable dans la vie sociale et politique de la communauté villageoise ou au niveau d'ensembles territoriaux plus étendus.

La famille et le mariage déterminent non seulement les appartenances personnelles, mais les rapports sociaux essentiels. Le principe de la « parenté » fondé sur la croyance en un ancêtre commun, réel ou mythique détermine avec les systèmes particuliers de segmentation lignagiers les schémas fondamentaux des rapports sociaux au sein des Communautés restreintes.

3° La famille étendue peut être patrilinéaire ou matrilinéaire. L'Afrique traditionnelle connaît de multiples formes de mariages. La polygamie y est généralement acceptée. L'homme fournit souvent une compensation matrimoniale sous forme de dot. En Afrique Noire traditionnelle le mariage n'unit pas seulement deux individus, mais crée tout un réseau d'alliances dont les éléments les plus importants sont les familles d'origine des deux conjoints.

Dans les arts traditionnels et le folklore, le symbolisme joue un rôle de premier plan. La musique et la danse sont des constituants essentiels de cette culture et ont de multiples fonctions selon les circonstances. Chez certains peuples, le langage tambouriné fonctionne comme le morse. L'éducation traditionnelle puise ses modèles dans les contes, les proverbes, les épopées, les écoles initiatiques.

Transformations sociales

1° On sait que les sociétés africaines et du Monde Noir vivent actuellement une crise grave ; les facteurs essentiels de cette crise sont :

a) Les remous démographiques et sociaux engendrés par la traite dès avant la colonisation.

b) Les conséquences générales de la colonisation elle-même.

c) Les transformations sociales dues surtout à la modification des systèmes économiques traditionnels et à la généralisation d'une économie monétaire ainsi que les besoins et les problèmes nouveaux d'une industrialisation rapide.

d) Le rôle de l'école qui introduit de nouveaux modèles dans les systèmes traditionnels.

e) Le rôle des religions étrangères, notamment le christianisme qui véhicule avec lui une nouvelle philosophie, une nouvelle conception de la famille et des rapports inter-personnels.

f) Le rôle des transformations politiques : depuis le découpage de la colonisation jusqu'aux toutes dernières initiatives de gouvernements à direction africaine.

g) Cette évolution révèle un synerétisme partout visible.

h) L'industrialisation précipite le relâchement des liens de l'individu avec la famille et les communautés villageoises.

La nécessité de trouver un emploi engendre l'exode vers les villes où la situation des nouveaux arrivants est souvent pire que celle qu'elle était au village d'origine.

On doit promouvoir l'industrialisation et l'intégrer soigneusement dans la société africaine pour le bien des Africains en général.



## LINGUISTIQUE

La maîtrise de la réalité linguistique africaine est certainement une des tâches les plus ardues qui s'imposent à nous.

Le continent africain compte plus de 600 langues et variantes dialectales ; devant cette mosaïque linguistique le profane est découragé. Il tend à adopter une solution de facilité au lieu de penser à l'Inde qui, malgré ses trois cents langues et dialectes, a établi un programme de liquidation de l'anglais dans un délai de quelques décades. Pourtant l'anglais est parlé sur toute la presqu'île par les élites. Apparemment il eût été donc plus pratique de le maintenir au lieu de décider son remplacement par l'Indi.

Il existe entre les langues africaines une unité aussi forte, aussi évidente que celle des langues indo-européennes. Pour ne citer qu'un exemple, on a pu établir la parenté de langues aussi éloignées (géographiquement parlant) que le ronga parlé en Afrique du Sud et le sara, le wolof, le diola, le peul, le sérer, le sarakollé (parlé en A.O.F.) et l'ancien égyptien.

Il est donc indispensable que le Congrès prenne sur la question linguistique une position sans équivoque, officiellement.

L'Afrique noire indépendante et fédérée n'adoptera aucune langue étrangère européenne ou autre comme expression nationale. Une langue africaine privilégiée sera choisie. Elle ne sera pas forcément celle d'une majorité relative, car la souplesse et la richesse du génie d'une langue sont plus importantes au point de vue linguistique.

Pour lever la difficulté, on doit admettre qu'il sera possible, le moment venu, de nommer une commission composée spécialement de patriotes n'ayant en vue que l'intérêt général. Ce Comité, après avoir examiné tous les aspects du problème, choisira une langue africaine qui deviendra ainsi langue continentale de culture. Chaque Africain l'apprendra en plus de sa langue régionale et des langues européennes de l'enseignement secondaire (français, anglais, etc...); ces dernières étant facultatives.

Une équipe de linguistes sera chargée d'y introduire dans les meilleurs délais tous les concepts indispensables à l'expression de la philosophie, des sciences exactes, de la technique.

Les efforts qui ont été tentés dans la langue wolof au Sénégal ont démontré aux Africains de langue française qu'une telle entreprise est réalisable. Parmi le groupe restreint des langues susceptibles d'être choisies, on peut d'ores et déjà citer : le *Swahili* qui possède une littérature importante ; elle est parlée en Afrique orientale, en Afrique centrale jusqu'au Congo et partiellement en Afrique du Sud. Le *Yoruba* est une langue de civilisation, parlée au Bénin, c'est-à-dire dans une large région de la Nigéria. Le *Bambara* et le *Mandingue* qui sont majoritaires au Soudan. Le *Peul* qui est parlé d'une façon sporadique en Afrique occidentale et même centrale. Le *Wolof*, parlé au Sénégal, qui possède une littérature écrite, surtout épique, très importante. Ses possibilités internes sont extraordinaires. Elle est la seule langue qui possède à l'heure actuelle un vocabulaire scientifique permettant d'enseigner les mathématiques et la physique supérieure.



## SCIENCES POLITIQUES

A) La Commission s'est posé une question préalable : dans l'Afrique traditionnelle antérieure à la conquête coloniale, y a-t-il eu des structures ou des pratiques démocratiques susceptibles d'être conservées ?

1° Le fondement de la démocratie en Afrique réside dans le principe communautaire se traduisant par une gestion collective du sol ; aucun individu ne pouvait s'en octroyer la propriété ; il en jouissait seulement selon des modalités déterminées par les représentants qualifiés de la collectivité.

2° Les chefs politiques à tous les échelons sont à l'origine désignés et contrôlés par la collectivité ou une fraction de la collectivité, aussi bien pour l'exercice du pouvoir politique proprement dit que pour celui du pouvoir judiciaire (Conseil des Anciens).

3° Au niveau national cependant, des exceptions sont apparues dans certains pays, en certaines circonstances. Des dynasties héréditaires ont existé (Dahomey) et il est arrivé que des chefs élus démocratiquement ont gouverné de façon autoritaire (Soudan) ; mais même dans ces cas, au moins au niveau village, la démocratie réelle est restée un fondement universellement reconnu.

B) La Conquête coloniale a eu pour conséquence :

1° De substituer au pouvoir politique naturel un pouvoir politique allogène qui s'est trouvé des alliés à l'intérieur de la Communauté dominée — chefs nommés autoritairement et investis d'un pouvoir purement administratif dans les pays à administration directe, chefs naturels de la collectivité dont le contrôle est désormais assuré par la puissance colonisatrice et dont le caractère représentatif, de ce fait, disparaît dans les pays à administration indirecte.

Les institutions politiques naturelles perdent donc tout caractère démocratique sauf, de façon limitée, à l'échelon de base du village où le système communautaire a réussi à résister partiellement à l'emprise coloniale.

C) Cette emprise a pris des formes diverses suivant les pays et suivant les époques, selon les conceptions politiques et les nécessités économiques locales du pays dominant.

Dans sa forme la plus radicale, celle où dans le pays dominant lui-même la démocratie n'existe pas, elle se manifeste par une domination totale qui, pour se faire accepter, revêt quelquefois l'aspect mystificateur de l'assimilation. C'est le cas notamment des colonies de peuplement où l'emprise économique du pays dominant manifeste sa force *maximale*.

Dans les cas où une vie politique démocratique existe dans le pays dominant, les partis politiques influent plus ou moins sur la politique coloniale de ces pays. A nos yeux le danger essentiel nous paraît alors celui d'un assimilationnisme ou d'un suivisme politique qui risquerait de nous faire perdre de vue nos objectifs propres. Nous ne reconnaissons à aucun parti politique européen, quel qu'il soit, le droit d'utiliser nos forces politiques comme des forces d'appoint et nous ne voulons nous mettre à la remorque de qui que ce soit. Dans ce domaine comme dans tous les autres, l'initiative nous revient et nous prétendons être libres de contracter avec les démocrates du monde entier toute alliance conforme à nos objectifs.

L'influence de ces partis alliés, agissant dans le contexte d'un affaiblissement du potentiel économique dû à des circonstances historiques diverses : guerres internationales, concurrence économique, pression interne de la classe prolétarienne, éveil lent mais régulier de la conscience nationale des peuples colonisés, a obligé les pays dominants à modifier la forme de leur emprise. Au néo-capitalisme métropolitain a correspondu sur place un néo-colonialisme ou colonialisme éclairé, paternaliste, qui se flatte de reconnaître certaines valeurs humaines au colonisé, forme des cadres dans des domaines limités, démocratise partiellement le pays colonisé par le suffrage progressif, crée des assemblées représentatives aux

attributions de plus en plus étendues, envoie siéger dans les assemblées métropolitaines des élus locaux.

Le processus d'affaiblissement s'accélérait avec la continuation des guerres, le pays dominant fait un nouveau pas en avant. Une distinction plus nette s'établit dans les doctrines auparavant mélangées de l'assimilation et de l'auto-détermination. D'un côté, quand il peut appuyer son action sur une fraction importante de gens acquis à ses thèses et vivant dans le pays colonisé — forte minorité européenne ou autochtone européenne — il prône une assimilation généralisée souvent pire que le régime colonial qui, il l'espère, va lever définitivement l'hypothèque de la sécession. D'un autre côté il compose avec les nationalismes en s'engageant dans la voie de l'auto-détermination.

Dans l'un et l'autre cas il s'efforce de garder intacts ses intérêts économiques dont la présence se substitue à une domination politique désormais insupportable.

D) Cette volonté de « rester en partant » amène les pays dominants à créer délibérément avant l'accession à l'Indépendance, et dans le moment qui suit immédiatement cette accession, un réseau de difficultés artificielles qui s'ajoute aux difficultés naturelles. Les modalités en sont innombrables. Ce peut être :

1° La volonté, dans une intentions de balkanisation, d'opposer les uns aux autres, les jeunes Etats, de les diviser ou d'empêcher leur regroupement, manœuvre qui doit être déjouée par une union institutionnelle ou au moins l'affirmation sans équivoque de leur solidarité dans tous les domaines.

2° Une concurrence économique artificiellement créée entre deux jeunes Etats voisins qui aboutit à des conflits politiques ou militaires.

3° Une association de l'élite politique aux intérêts économiques des anciens colonisateurs.

4° Une pression économique exercée sous forme de chantage à l'investissement ou au désinvestissement.

5° Un boycottage économique, culturel ou technique, ou au contraire un impérialisme dans les mêmes domaines sous prétexte d'assistance.

6° Une excitation aux conflits raciaux, internes ou externes et une tentative de subversion populaire, avec utilisation dans ce dessein d'une presse étrangère pernicieuse dont on réclame le maintien ou l'introduction sous couvert des libertés fondamentales.

7° A ces difficultés artificiellement créées, s'ajoutent des difficultés naturelles dues essentiellement au sous-développement du pays décolonisé : insuffisance de cadres et de capitaux, difficultés politiques internes résultant des options extérieures, etc.

E) Quelle forme de démocratie peut donc permettre aux jeunes Etats d'opposer une résistance maximale à ces formes de désintégration et de continuer leur route vers leur plein épanouissement ?

On peut admettre qu'il existe deux groupes essentiels de démocraties dans les pays développés : les démocraties gouvernantes et les démocraties gouvernées. Les démocraties gouvernantes sont celles où une



fraction majoritaire du peuple, organisée sous forme de parti, dirige le pays en assurant l'entière responsabilité de son évolution. Les démocraties gouvernées sont celles où le parti majoritaire compose avec les autres dans un gouvernement de coalition ou un système parlementaire multiparti.

Dans un pays sous-développé, le type de démocratie convenable ne doit pas être choisi aveuglément dans l'une ou l'autre catégorie. Nous avons vu qu'il existe des formes démocratiques traditionnelles dont une partie essentielle a été sauvegardée : à savoir la communauté économique-politique de base propre à la civilisation africaine. Nous avons admis d'autre part que l'introduction des formes démocratiques évoluées, ou bien a été faite dans l'intérêt du colonisateur, ou bien n'est pas adaptée aux nécessités de survie et de progrès des pays sous-développés accédant à l'indépendance.

En complétant les données africaines de base par les formes supérieures adaptables à nos besoins, peut-être pourrions-nous aboutir à une synthèse dynamique.

Qu'est-ce que la démocratie ? C'est essentiellement le gouvernement par la majorité en fonction de l'intérêt général sans brimade de la minorité. Cela nécessite donc une désignation et un contrôle permanent de l'exécutif par des organes élus par le peuple et eux-mêmes constamment contrôlés par le peuple.

A l'Afrique traditionnelle, le régime pourra emprunter le système communautaire de base qui réalise les conditions d'une démocratie réelle, fondée sur l'impossibilité absolue de l'exploitation économique d'une fraction de la population par une autre fraction, par un individu ou par un groupe d'individus.

De l'Occident, il pourra s'inspirer, pour réaliser la désignation et le contrôle du gouvernement à l'échelon national et non plus tribal, et pour mettre au point une technique de planification économique indispensable à son évolution.

Les modalités de détail peuvent varier, mais le régime, pour subsister et se développer, devra répondre aux impératifs suivants : une adhésion très large du peuple impliquant que les intérêts de ce peuple soient défendus au sein du gouvernement, c'est-à-dire que le contrôle populaire soit réel à tous les échelons ; que les moyens de production d'intérêt national soient le bien de tous et non d'une minorité ; que le peuple puisse intervenir efficacement dans les répartitions des biens de consommation.

C'est à ces conditions qu'une véritable unanimité nationale pourra se dégager pour asseoir sur des bases fermes la démocratie dans les Etats d'Afrique et du Monde Noir, et leur permettre de passer dans la paix et avec le maximum de rapidité de l'état de sous-développement au stade de démocraties élaborées.

La Commission des Sciences Politiques, au terme de ses travaux, constate que les solutions du problème du sous-développement conditionnent l'évolution de nos pays vers un équilibre politique et culturel stable. Il appartient à nos responsables politiques et culturels de provoquer l'élucidation par nos techniciens d'un phénomène qui nous intéresse

au premier chef. La détermination même des caractéristiques du sous-développement apparaît comme un acte culturel, de nature hautement progressiste, et qui faciliterait la mise en place des solutions les plus appropriées à nos pays, c'est-à-dire les plus justifiées et les plus directes. En conséquence, la Commission propose que la Société Africaine de Culture prenne l'initiative d'études techniques sur ce problème, et qu'elle suscite à cet effet la création d'un groupe de recherches et de publications.



## LITTERATURE

La Commission de littérature du Deuxième Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs (...) a examiné :

*I)* L'état des littératures vernaculaires d'Afrique Noire et des pays à peuplement africain ; la nécessité de défendre ces littératures orales qui constituent la base réelle des cultures négro-africaines, de leur éthique, en même temps que l'expression légitime des particularités nationales ou régionales dans les divers pays intéressés.

Ce travail de défense et de développement est déjà entrepris, pour le Ghana, la Guinée et Haïti par exemple, où les gouvernements souverains aident au développement des langues autochtones — soit par une aide financière aux institutions mises en place, soit par l'inscription de ces langues au programme des écoles, soit par des éditions de journaux, revues, etc... et par la création de centres dramatiques actifs.

*II)* La confrontation de ces cultures traditionnelles avec les formes de la culture occidentale, dans le contexte malsain et le plus souvent barbare de la colonisation.

Cette confrontation a marqué dans la plupart des cas un arrêt et une dégénérescence culturelle. Elle a entraîné, pour les pays à peuplement africain, une longue période de silence et de dépersonnalisation. Ce contact a aussi déterminé de nouvelles structures au sein des littératures traditionnelles, dans la mesure où de nos jours toute culture est touchée par les autres cultures, dans un sens bénéfique ou non. Il y a lieu d'étudier ces structures nouvelles, d'aider à leur prise de conscience ; de s'attacher ainsi au passage des littératures orales à un stade de littérature écrite, sans dénaturer pour autant les caractères et l'éthique de ces littératures.

La Commission a examiné :

*III)* La situation de l'écrivain noir dans le monde moderne.

Cet écrivain est le plus souvent coupé de son public authentique, par l'emploi d'une langue généralement inaccessible, dans son expression littéraire, à la masse des peuples noirs. Cet écrivain éprouve de sérieuses difficultés d'édition, dans les conditions modernes et occidentales où il se trouve ; son audience est donc le plus souvent limitée. Il peut encore

souffrir d'un déséquilibre, dans tous les cas où l'emploi de sa langue autochtone devrait lui être impérieuse, et où ses possibilités créatrices sont diminuées par le non-usage littéraire de cette langue.

Il faut cependant souligner le caractère progressif de l'emploi des langues occidentales dans la mesure où elles permettent une économie de temps, dans l'édification de l'Afrique nouvelle. Cette remarque ne saurait contrevenir à l'obligation de développer les langues autochtones.

IV) Le contexte littéraire général dans lequel s'inscrit l'écrivain noir peut s'esquisser ou se définir à partir des points suivants :

a) L'influence, consciemment ou inconsciemment éprouvée, des traditions culturelles de l'Afrique noire. Ces traditions évoluent, dans les pays africains eux-mêmes, en fonction des nouvelles données de l'histoire de l'Afrique.

Dans les pays à peuplement africain, ces traditions ont été adaptées à un milieu nouveau, et se sont intégrées aux valeurs régionales ou nationales. Dans l'un et l'autre cas, les littératures nègres puisent leur inspiration dans ces traditions, plus ou moins directement et d'une manière plus ou moins affirmée.

b) La Commission constate le caractère positif de la référence à ces traditions et à leurs formes nouvelles, non seulement en Afrique mais encore dans les pays à peuplement africain.

Les peuples déportés du continent noir doivent rétablir leur dignité en luttant contre le racisme, lequel se manifeste en premier lieu par la méconnaissance et l'étouffement des valeurs africaines.

c) Ce rattachement de l'écrivain aux traditions ne saurait cependant faire passer au second plan les particularités locales et les valeurs nationales. La Commission affirme au contraire qu'une telle référence serait de nature à enrichir et étayer les cultures nationales diverses.

d) Un dernier point permettant de définir un contexte littéraire général porte sur la nécessité de dépasser les structures littéraires fixes, telles qu'elles résultent de l'histoire littéraire de l'Occident. L'écrivain noir devrait, par une tendance toute naturelle, inventer de nouvelles structures, correspondant à l'histoire de son peuple, quitte à les dépasser dès qu'elles seraient établies.

Une telle recherche détermine un vaste mouvement d'inspiration collective. L'affirmation de l'individu, c'est-à-dire l'exigence d'une liberté intérieure, est liée aujourd'hui à l'affirmation des peuples en tant que recherche d'une souveraineté nationale et visée commune vers l'avenir.

Les littératures négro-africaines sont ainsi susceptibles de promouvoir de nouvelles formes littéraires, en rupture avec le caractère dominant des littératures occidentales, où trop souvent l'individu est considéré comme fin exhaustive nécessaire et suffisante.

Une telle orientation générale est justifiée à notre époque où la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est complétée, au fronton des Constitutions, par celle du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette observation du fait littéraire général ne saurait cependant déboucher sur des obligations tyranniques. Elle réserve la liberté fondamentale et individuelle de l'écrivain, mais elle est de nature à l'aider dans son travail et à lui permettre de réaliser, sur un mode tout à fait original, l'harmonieuse synthèse des traditions préservées et des formes modernes d'expression.

La Commission a examiné ensuite :

V) Les responsabilités de l'écrivain noir envers son peuple. Dans la situation actuelle et temporaire des peuples noirs, ces responsabilités portent essentiellement sur trois points d'urgence :

a) La contribution de l'écrivain au développement des langues autochtones, dans tous les pays où ce développement est indispensable.

b) L'expression vraie de la réalité de son peuple, longtemps obscurcie, déformée ou niée au cours de la période de colonisation.

Cette expression est tellement nécessaire dans les conditions actuelles, qu'elle implique concernant l'écrivain ou l'artiste noir, une singulière spécification de la notion d'engagement. L'écrivain noir ne peut que participer de manière spontanée et totale au mouvement général précédemment esquissé. Le sens de son combat lui est donné d'emblée, comment pourrait-il s'y refuser ?

c) Enfin et surtout, la contribution à l'avancée et au progrès des peuples noirs ; et en particulier, dans les pays où cette question se pose, la lutte en faveur de leur indépendance, puisque l'existence d'un Etat national est de nature à favoriser l'épanouissement d'une culture positive et féconde.

La Commission a observé d'autre part :

VI) Que toutes les considérations qui précèdent résultent d'une étude objective et fouillée sur la situation et la signification actuelles des littératures nègres, quelles que soient les langues dont elles se servent.

Généralement valables pour tous, ces considérations ne s'appuient pas sur un postulat ethnique ou racial. Elles sont fonction d'une communauté d'origine et de souffrance.

Les peuples noirs ont supporté un ensemble d'avatars historiques qui, sous la forme particulière de la colonisation totale impliquant à la fois l'esclavage, la déportation et le racisme, n'a été imposé qu'à ces peuples, et à eux seuls, dans l'époque historique objectivement connue.

L'existence d'une civilisation négro-africaine, par-delà les particularités culturelles nationales ou régionales, apparaît donc historiquement justifiée, et la référence à cette civilisation, légitime et enrichissante.

Ceci doit être à la base de l'unité et de la solidarité des divers peuples nègres, sans qu'il soit nécessaire de ramener ces peuples, et en particulier leurs hommes de culture, à la stérile uniformité d'un corps de préceptes, de doctrines et d'impératifs.

La Commission s'est enfin penchée :

VII) Sur la question du théâtre, forme importante de l'expression littéraire et culturelle des peuples négro-africains.

Le théâtre traditionnel africain ne relève pas de la même conception scénique que l'Occident. Il tient à la fois du récit, du chant et de la danse. Même sous cette forme intégrée à la littérature orale, il est en voie de disparition sous l'effet de la colonisation.

Un théâtre nouveau naîtra quand le problème de la *fixation* des langues africaines aura été entrepris et que les auteurs dramatiques se trouveront dans un contexte socio-politique *national*. Leurs ouvrages permettront alors de réadapter et de dépasser le théâtre traditionnel en l'enrichissant des problèmes actuels vécus par les peuples noirs.

Les tentatives de renouvellement qui ont été faites dans les langues extra-africaines ne peuvent pas éviter le danger de l'*exotisme*, en ce qu'elles s'adressent presque exclusivement au public européen, ni pallier l'absence d'un public africain.

Dans les pays antillais et américains, au cours des dix dernières années, des expériences furent tentées qui ont donné naissance en Haïti, par exemple, à un théâtre créole et à un théâtre « *expérimental nègre* » au Brésil. On peut observer que ce théâtre, reposant sur le fond culturel populaire (par exemple l'utilisation des rites du vaudou en Haïti ou de la macumba au Brésil) recueille l'adhésion totale des masses.

Quant au rôle joué par le théâtre nègre aux Etats-Unis d'Amérique, on peut dire qu'il a suivi le mouvement littéraire général de protestation antiraciste et sociale.

Cependant l'acteur noir se trouve le plus souvent dans une situation *équivoque*, du fait qu'il n'existe pas d'emploi pour lui dans le répertoire des pays occidentaux et que le répertoire négro-africain moderne ne lui offre pas assez d'emplois à la mesure de ses possibilités.

La solution *immédiate* d'un problème aussi grave ne saurait être que *transitoire*. Dans le cas d'une adaptation du répertoire de la dramaturgie universelle au tempérament et aux besoins du public négro-africain, le choix des pièces sera guidé par le souci de présenter, entre autres des exemples pouvant servir à l'exaltation de la lutte pour l'émancipation et à l'affirmation de la dignité de la personne humaine.

L'amorce d'une véritable solution du problème pourrait être la *fondation d'écoles africaines d'art dramatique* qui, en même temps que la formation de l'acteur, poursuivraient des recherches en vue de la création d'un *style scénique africain*. Ces écoles devront avoir un caractère *national* au lieu d'exister sous forme d'initiatives privées subventionnées ou non. Elles devront également éviter de rester isolées dans leurs caractéristiques locales. Un courant d'échanges s'établirait entre elles et les écoles des autres pays noirs, en vue de la constitution du patrimoine théâtral négro-africain qui s'enrichirait et s'affermirait d'une façon constante.

---

## ARTS PLASTIQUES

Considérant les deux points qui retiennent l'attention du 2<sup>e</sup> Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs sur le chapitre des disciplines de l'esprit ;

1<sup>o</sup> L'unité de pensée indispensable à l'équilibre du Monde Noir.

2<sup>o</sup> L'impérieux devoir qui s'impose à tous les artistes noirs d'œuvrer en ce qui concerne leur culture à une libération de ses différentes formes d'expression, la Commission des Arts rappelle que, dans l'état actuel de nos connaissances, des travaux tendant à dégager les lois générales de la Statuaire traditionnelle africaine ne pourraient pas reconnaître les différentes hypothèses proposées par les spécialistes occidentaux. Il reste que la commission propose à l'agrément de MM. les Délégués des principaux organismes de la Société Africaine de Culture la constitution d'une équipe de spécialistes nègres qui s'efforceraient d'inventorier les diverses expressions de la statuaire traditionnelle africaine et de trouver par des études menées sur place :

1<sup>o</sup> Les lois générales qui ont présidé à l'élaboration de cette statuaire ;

2<sup>o</sup> L'esprit et les lois unitives des diverses expressions de cette plastique nègre ;

3<sup>o</sup> L'état actuel de la peinture et de la sculpture dans les différentes zones artistiques du Monde Noir (état de la sculpture et de la peinture dans les pays à peuplement africain ; sources africaines de ces zones artistiques ; influence de la plastique africaine sur l'Europe et, inversement, l'influence des arts occidentaux sur les arts nègres).



## LA MUSIQUE ET LA DANSE

Analyse des critères distinctifs d'un système rythmique africain, la commission estime que le rythme est l'élément le plus caractéristique de la musique africaine et en constitue effectivement l'essentiel. Il lui communique de la vitalité et en fait une force vive. Le rythme de la musique africaine est caractérisé par le *cross rhythm* ou combinaison de plusieurs rythmes, et l'emploi constant de triolets longs ou courts.

Le rythme africain repose principalement sur l'utilisation du *drum*, instrument qui est à l'origine de ce profond amour du rythme que l'on trouve chez les Africains. Cet art a été pratiqué par nos premiers ancêtres et les enfants d'origine africaine en héritent aujourd'hui. La plupart de ces enfants d'Afrique qui, pour une raison ou pour une autre, ont été arrachés à leur pays d'origine, sont aussi des passionnés de rythme et en ont un sens extrêmement aigu. Ceci est dû au fait que les personnes d'origine noire conservent leur héritage culturel, quel que soit l'endroit où elles vivent. C'est ce même rythme africain que la musique de jazz a fait sien et qui a permis au jazz de devenir un moyen d'expression puissant, reconnu par le monde entier. Battre un rythme à deux temps combiné à un rythme à trois temps, ou un rythme

à trois temps combiné à un rythme à quatre temps est un jeu d'enfant en Afrique, bien que cela soit très difficile.

La musique africaine semble n'avoir connu qu'une mesure composée. L'observation révèle que la musique suit l'écoulement du langage et que le langage lui-même semble couler en triolets.

C'est ce caractère complexe du rythme qui inspire le danseur, et c'est le danseur qui interprète la musique ou qui lui donne une expression appropriée. Les danses sont également très importantes dans la musique africaine en raison de leur utilisation à des fins religieuses. L'Africain danse lorsqu'il est gai ; il danse lorsqu'il a du chagrin ; il danse aussi pour adorer les dieux. Cet aspect de notre culture est si profondément enraciné chez l'Africain que le son du *drum* attire immédiatement son attention.

La composition des mélodies africaines semble très simple, mais il faut bien comprendre qu'elle repose sur la richesse du rythme. Le rythme fournit à lui seul tous les éléments nécessaires sans lesquels la musique serait dépourvue d'intérêt. Il est donc essentiel qu'un chanteur soit capable d'entendre mentalement le rythme complexe du *drum*, et plus encore qu'il soit capable d'imaginer la danse en même temps. Si ces éléments synthétiques font défaut, le chant peut devenir morne et inintéressant. Il est par conséquent devenu indispensable pour les enfants africains de commencer l'étude de cette musique dès le plus jeune âge, afin de s'imprégner plus profondément de la musique d'Afrique.

La résolution suivante est donc adoptée : le Congrès usera de tout son pouvoir pour inciter nos différents gouvernements et organismes privés à introduire l'étude et la pratique de la musique indigène dans toutes les écoles africaines.

#### *Conditions requises pour la survivance et le développement de l'art musical africain*

La Commission estime que des efforts certains ont été faits dans le passé en vue d'édulcorer et de supprimer cette musique aussi bien en Afrique que dans d'autres pays où l'on trouve des populations d'origine africaine. Dans quelle mesure ceci a-t-il été intentionnel ? Il est impossible de le certifier. La commission estime qu'une résolution spéciale adoptée par cette Conférence devrait être immédiatement envoyée aux différents états africains, les incitant vivement à assurer l'enseignement de la musique africaine dans les écoles. On doit offrir aux enfants la possibilité de participer à l'élaboration des formes musicales indigènes propres à leur région.

On devrait encourager les écoles à faire appel à des compositeurs de musique indigènes, invitant ceux-ci à composer pour les enfants. Les enfants africains assimileront évidemment cette musique avec beaucoup de facilité. Des ouvrages traitant de la matière ne sont pas essentiels pour l'initiation à ce genre de discipline, tandis que la musique continue à vivre en dehors des salles de classe. Une fois que les enfants s'en

sont emparés, on peut assurer qu'elle se transmettra aux générations à venir.



## LE CINEMA

Le cinéma étant à la fois un art et une industrie et la réalisation d'un film demandant des fonds importants, un seul Etat africain ne peut à l'heure actuelle financer plus d'un ou deux longs métrages par an.

Or le cinéma est pour l'Afrique un des moyens de diffusion et de connaissance les plus importants sinon le plus important étant donné le fort pourcentage d'analphabètes du Continent.

Pour que l'Afrique, dans le concert des nations soit elle aussi présente dans le domaine cinématographique, et ce dans un proche avenir, il est urgent que tout Etat africain indépendant ou en voie de l'être, s'engage à participer à la création de centres cinématographiques communs disposant de tout le matériel technique nécessaire.

Le financement de tels complexes installés dans les lieux les plus propices, aisément accessibles, jouissant d'un climat idéal, sera à la charge de chacun des Etats selon les normes qui seront fixées par un organisme inter-Etats mis en place par les gouvernements de chacun des pays; chaque Nation africaine s'engageant à financer seule la production des courts métrages à caractère éducatif destinés à son territoire.

En ce qui concerne les longs métrages d'intérêt national (nous voulons dire intéressant toute l'Afrique Noire) chaque Etat sera tenu de participer financièrement à leur réalisation. Ce qui marquera ainsi notre volonté de bâtir les Etats-Unis d'Afrique.

En d'autres termes, les films de longs métrage devront être présentés aux festivals internationaux non comme des films ghanéens, guinéens ou soudanais, mais simplement comme des films africains.

A titre d'exemple, voici quelques-uns des thèmes qui devraient être choisis par nos réalisateurs : les grandes pages de l'histoire africaine ; la lutte des peuples dépendants pour leur libération ; les valeurs culturelles et artistiques de l'Afrique Noire (folklore, coutumes, arts plastiques, etc.).

La formation des techniciens africains de cinéma incombera aux Etats africains. Dans l'immédiat, nous ferons appel au concours de techniciens étrangers comme conseillers.

Avec la participation d'organismes internationaux nous apportant à la fois leur expérience et leur aide financière, il ne fait aucun doute que le cinéma africain sera appelé à jouer un rôle capital dans le développement et l'épanouissement de l'art cinématographique mondial.



# LES ÉDITIONS DE MOSCOU

## en langue française

vous présentent quelques classiques russes

F R A N K O

Le Boa constricteur

Cette œuvre de l'écrivain ukrainien, consacrée à la vie des ouvriers du pétrole dans une petite ville d'Ukraine occidentale comprend cinq récits.

*300 pages - Relié toile 350 fr. Franco de port 440 fr.*

G A R C H I N E

La Fleur Rouge

Dans ce recueil figurent les meilleurs contes de Garchine. « La Fleur Rouge » passe à juste titre pour son chef-d'œuvre. L'histoire de la fleur rouge et du pauvre fou qui prétendait combattre le mal universel dénote une admirable connaissance du cœur humain. Elle est dédiée à Tourguénev, ami et maître de Garchine. Les lecteurs découvriront un classique russe trop peu connu en France.

*258 p. - Relié sous jaquette 400 fr. Franco de port 490 fr.*

G O G O L

Tarass Boulba

L'art puissant de Gogol se déploie, dans ce livre célèbre consacré à la lutte des cosaques zaporogues au début du XVII<sup>e</sup> siècle contre le joug des hobereaux polonais.

*162 p. - Relié sous jaquette 150 fr. Franco de port 240 fr.*

K O R O L E N K O

La forêt bruit

Sous ce titre sont réunis neuf récits qui sont autant de tableaux saisissants du peuple et de l'âme russes tendus vers l'avenir et la lumière.

*250 p. - Rel. jaqu. couleurs 550 fr. Franco de port 635 fr.*

En vente dans toutes les librairies et à la

**LIBRAIRIE DU GLOBE**

21, rue des Carmes, Paris-5<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 9694-67

Sur simple demande

vous recevrez gratuitement le catalogue général

*Un livre que*

**CHOLOKHOV**

*a mûri pendant 15 ans*

**« ILS ONT COMBATTU  
POUR LA PATRIE »**

dans la revue littéraire *Œuvres et opinions*

*A partir du numéro de juillet*

*Cette revue, éditée par le Comité National des Ecrivains soviétiques, vous tiendra en outre au courant de la vie littéraire et artistique en Union soviétique.*

Le N° 100 fr. — Abonnement d'un an : 1.000 fr.



Pour recevoir le *numéro de juillet*,  
adressez dès aujourd'hui votre demande d'abonnement  
à la

LIBRAIRIE DU GLOBE

21, rue des Carmes, Paris (5<sup>e</sup>)

C.C.P. Paris 9694-67

# SOMMAIRE

Maurice MOISSONNIER : Analyse du 13 mai .....	1
Henri KRASUCKI : Le pouvoir des monopoles .....	29
Jacques ARNAULT : Le « Défenseur de la Nation lésée » ? ...	38
Charles de Gaulle et l'Eglise .....	49
Roger MAYER : Grandeur ou bombe ? .....	56
Pierre JUQUIN : Malraux, ministre .....	62
Les paroles et les actes .....	77
Michel VERRET : Responsabilités des intellectuels français devant le gaullisme .....	80
Jean-Marc AUCUY : Georges Franju : « La tête contre les murs » ..	91
D <sup>r</sup> BONAFE, J.-M. AUCUY : Entretien .....	99

## ACTUALITES

Jean ROLLIN : L'Age mécanique vu par les « Peintres Témoins » ..	108
Michel PARFENOV : Malek Haddad ou le malheur en danger ..	113
Pierre PEREGO : Le cahier « Linguistique » de <i>Recherches Internationales</i> .....	116
Marc REBOUL : Littérature des Etats-Unis (Le Numéro spécial d'Europe) .....	119

## PROBLEMES DES ECRIVAINS ET ARTISTES NOIRS

Sékou TOURE : Le leader politique considéré comme le représentant d'une culture .....	125
René MENIL : De l'exotisme colonial .....	139
Deuxième Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs, Textes et Résolutions (extraits) .....	146

*Dessins de Marcel GIMOND et BOUQUILLON*

### AVIS IMPORTANT AUX ABONNÉS

Si vous recevez notre carte postale illustrée attirant votre attention sur le présent avis, cela signifiera que votre abonnement se termine avec notre prochain numéro. Dans ce cas, nous vous serions reconnaissants de vous réabonner dès maintenant.

Si, quinze jours après la réception par vous de notre carte, nous n'avons pas reçu votre réabonnement, nous vous adresserons un mandat de recouvrement postal, ce qui entraînera, pour vous comme pour nous, des dépenses supplémentaires.

Notre intérêt commun est donc la solution la plus simple et la plus économique : vous réabonner tout de suite. Merci.

*Vient de paraître*

Le cahier n° 12 de

**RECHERCHES INTERNATIONALES  
à la lumière du marxisme**

Sensationnelles révélations sur l'histoire récente

**LE TEXTE DES ENTRETIENS  
DE GAULLE-STALINE  
de DECEMBRE 1944**

et les documents sur les relations franco-soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale. — Le texte complet des entretiens militaires anglo-franco-soviétiques d'août 1939.

Le numéro : **500 fr.**

Le cahier n° 11

**IMPASSES SOCIAL-DEMOCRATES**

France — Autriche — Angleterre — Allemagne — Italie  
Suède — Hongrie

Le numéro : **500 fr.**

En Réimpression : Le cahier n° 9-10

**LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE**

Le numéro : **600 fr.**

EDITIONS DE LA NOUVELLE CRITIQUE

Distribué par ODEON-DIFFUSION, 24 rue Racine, Paris-6°

*A notre prochain sommaire*

**LES INTELLECTUELS COMMUNISTES  
ET L'ARMEE**

Une armée, pour quoi faire ? — Evolution de la stratégie. —  
Eléments de structure sociale de l'armée française. —  
De « Grandeur et servitude militaire » au Maintien de  
l'ordre. — Angoisses de l'armée : l'honneur, la violence,  
la torture. — L'armée et l'université, etc.

Imprimerie RICHARD,  
24, rue Stéphenson, Paris (XVIII<sup>e</sup>).

Le Directeur-Gérant : Jean ETENDARD.

**250 fr.**

Étranger : 300 fr.